

THÈSES
DU CC DU KKE
POUR LE 20^E CONGRÈS



RENFORÇONS LE KKE
POUR UN MOUVÈMENT OUVRIER FORT
ET POUR L'ALLIANCE SOCIALE
POUR LE POUVOIR – LE SOCIALISME

PREFACE

Le Comité Central du KKE (Parti Communiste de Grèce) rend publique son Texte Préparatoire pour le 20^e Congrès du KKE qui se tiendra du 30 mars au 2 avril 2017, conformément à nos Statuts, quatre ans après le 19^e Congrès.

Depuis le 19^e Congrès nous disposons d'un nouveau Programme qui met en relief la stratégie élaborée du Parti pour le pouvoir ouvrier, le socialisme, et offre des directives en vue de l'activité d'avant-garde du Parti, en toutes conditions.

Le Programme voté au cours du 19^e Congrès du KKE, aussi bien que l'ensemble de ses résolutions, ont fait l'objet d'une approbation massive non seulement au sein du Parti et de la KNE (Jeunesse Communiste), mais également parmi les partisans et amis du Parti, plus largement au sein de forces ouvrières populaires dans la société grecque. Cette approbation est confirmée en pratique via l'importante activité développée par le Parti et la JC sur la base des résolutions du 19^e Congrès.

Néanmoins, cet accord vigoureux avec nos décisions, ainsi que le travail développé dans tous les domaines d'activité du Parti dans le cadre de l'effort de réalisation de ces décisions, ne nous amènent pas à nous en contenter, à un sentiment d'autosuffisance, et encore moins à un manque de souci au sujet de nos faiblesses, des défauts quant au degré d'assimilation et d'une meilleure mise en œuvre, à travers notre activité, du Programme et des Statuts du Parti.

Mais, au-delà, la vie elle-même, l'évolution de la situation à l'intérieur et à l'extérieur, la marche du mouvement ouvrier international et grec, l'activité elle-même du Parti et de la JC, globalement la marche de la lutte de classe, «engendrent» continuellement de nouveaux éléments qui doivent constamment être suivis et pris en compte dans l'activité du parti. Ces éléments nouveaux peuvent engendrer de nouvelles difficultés, mais en même temps donnent de nouvelles possibilités, même si ceci n'est pas toujours visible «à l'œil nu».

Les développements économiques et politiques internationales et intérieurs ayant eu lieu pendant les années écoulées depuis le 19^e Congrès, les conclusions et l'expérience qui en découlent, ainsi que les devoirs qui découlent de leur étude et de leur analyse, déterminent en grande partie le contenu de la thématique du 20^e Congrès. C'est à cette thématique là que nous essayons -de notre mieux- d'apporter des réponses, des explications, des prévisions et, sur cette base, des directives pour la prochaine période.

Le Texte Préparatoire du CC pour le 20^e Congrès et la discussion qui débutera au sein du Parti suite à leur publication, comme également les décisions définitives du Congrès, ont comme objectif essentiel de doter, en tout point de vue, le Parti et la JC d'une force idéologique, politique, organisationnelle en acier, en tant que parti du renversement révolutionnaire. Ce renforcement constitue une condition nécessaire pour être en mesure de mener à terme les devoirs complexes de la réorganisation du mouvement ouvrier, de la lutte contre la guerre impérialiste, de la construction de l'alliance sociale dans une direction anticapitaliste-antimonopoliste dans l'objectif du pouvoir ouvrier.

C'est d'un tel renforcement en acier du Parti que dépend sa capacité de préparer en vue de ces devoirs des masses populaires-ouvrières, à travers le développement du mouvement populaire ouvrier et l'avancement de la coalition des couches populaires dans une direction de rupture et de renversement vis-à-vis du système capitaliste. Ceci est valable davantage en conditions où tout semble ou bien immobile, ou bien bouger avec des rythmes lents vers l'objectif de la contre-attaque ouvrière-populaire, ou même reculer.

Dans le Texte Préparatoire nous essayons de spécifier autant que possible divers aspects de cette préparation et de l'action qui lui est liée. Nous essayons de départager les difficultés que nous devons affronter aujourd'hui, mais également de prévoir d'éventuelles difficultés nouvelles dans la marche du développement de la lutte de classe dans notre pays et au niveau international, dans le mouvement communiste et ouvrier international. En même temps nous acquérons bien sûr la capacité et la promptitude de tirer profit de toutes les possibilités, petites ou plus grandes, qui apparaissent au fil des tournants et des virages des faits historiques.

Nous analysons les présuppositions requises afin d'avancer de manière coordonnée et dynamique, avec audace, responsabilité et vigilance communiste :

-en bâtissant des cellules du parti «tout terrain» dans les lieux de travail et les secteurs d'importance stratégique.

-en développant un réseau de cellules du parti partout où «bat le cœur» de la classe ouvrière et des couches populaires.

-en renforçant le KKE et la KNE pour qu'ils puissent jouer leur rôle d'avant-garde.

-en élargissant l'influence et la portée du parti envers de nouvelles masses populaires-ouvrières qui expriment leur mécontentement envers le système capitaliste, envers la pauvreté et le chômage qu'il engendre, mais également envers tous les gestionnaires de l'économie capitaliste et du système politique bourgeois pourri et corrompu, de l'état bourgeois.

-en travaillant en avant-garde pour la réorganisation du mouvement syndical ouvrier.

-en faisant avancer la coalition sociale des travailleurs du secteur privé et du secteur d'état, des paysans vivant de leur travail et des travailleurs indépendants commerçants et artisans, et en y associant de plus en plus de nouvelles forces de jeunes et de femmes appartenant aux couches populaires.

Au-delà des questions ayant trait à la «cartographie» de la situation intérieure et internationale, les sujets du 20^e Congrès focalisent sur le compte-rendu du Comité Central et du parti tout entier, sur les nouveaux devoirs et le programme d'action jusqu'au 21^e Congrès, ainsi que sur l'élection du nouveau Comité Central et du nouveau Comité Central de Contrôle Financier.

Le contenu fondamental du sujet du 20^e Congrès se résume dans l'énoncé suivant :

«Renforcement de tous côtés du KKE en vue du devoir de réorganisation du mouvement ouvrier et du développement de l'alliance sociale dans un sens anticapitaliste-antimonopoliste, dans la lutte contre la guerre impérialiste, pour le pouvoir ouvrier».

Le Texte Préparatoire comporte quatre grands chapitres contenant plusieurs sous-chapitres.

Le premier chapitre traite de l'évolution dans le système impérialiste international et contient les estimations sur les développements économiques et sociaux dans le monde à la fin de la deuxième décennie du 21^e siècle. Il distingue les champs d'exacerbation des antagonismes impérialistes, d'augmentation des conflits locaux et régionaux et des dangers d'une guerre impérialiste plus généralisée en conditions de montée des flux de réfugiés et d'émigrants provenant des victimes des guerres. C'est sur ce terrain que se manifestent les adaptations et modernisations des mécanismes de répression des pays bourgeois et de leurs unions interétatiques.

Le second chapitre traite de la position de la Grèce dans le système capitaliste international, sa position dans l'Union Européenne, la relation entre l'aspect national et transnational dans l'évolution capitaliste et la lutte de classe.

Le troisième chapitre concerne l'évaluation de l'évolution actuelle en Grèce, aussi bien dans l'économie grecque que dans la situation de la classe ouvrière et des autres couches populaires. Il évalue la politique gouvernementale, mais également la marche du remaniement du système politique bourgeois, dans son évolution en particulier pendant les quatre dernières années.

Le quatrième chapitre se réfère au compte-rendu de l'action depuis le 19^e Congrès et aux nouveaux devoirs du Parti et de sa Jeunesse jusqu'au suivant 21^e Congrès. Il met l'accent sur le compte-rendu global du travail effectué pendant les quatre dernières années pour le renforcement du Parti et de la KNE, sur les axes de l'intervention idéologique et politique du Parti, de la réorganisation du mouvement ouvrier, de la marche de l'alliance sociale. Ce compte-rendu tente de mieux éclairer la question de la relation Parti-mouvement. Ce chapitre s'occupe spécialement de la marche de l'édification du Parti, de la restructuration organisationnelle de ses forces, de la question des cadres, des finances du Parti, de la situation au sein du mouvement communiste international et de l'action et la coopération du KKE avec d'autres partis communistes et ouvriers de par le monde. Ce chapitre contient une évaluation concise du résultat de l'activité du Comité Central (CC) et présente les propositions du CC au sujet des nouvelles activités qui sont planifiées d'ici le 21^e Congrès.

L'année du 20^e Congrès coïncide avec la commémoration du centenaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre de 1917 en Russie, avec en tête le Parti de Lénine qui a ouvert la voie à la classe ouvrière, aux peuples du monde entier pour qu'ils revendiquent et qu'ils s'emparent du pouvoir. Indépendamment des erreurs, des faiblesses et des insuffisances, de l'aboutissement contre-révolutionnaire et le repli historique, la ligne est tracée, la voie est ouverte.

De même, en 2018 le KKE compte 100 ans de vie et d'action depuis sa fondation au Pirée en Novembre 1918. A travers cette marche il a tenu debout, il fut présent dans toutes les luttes du peuple, il a éclairé la voie de la lutte pour la nouvelle société, pour la libération finale de la classe ouvrière, pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour le socialisme-communisme.

Au même moment, le KKE démontre, de par son caractère et son action révolutionnaires, pourquoi, malgré son itinéraire centenaire, il est le parti

le plus jeune. Parce que ce qu'il déclare à propos des rapports de propriété, de tous les rapports sociaux, de l'organisation sociale dans son ensemble, c'est ce qui est nouveau, nécessaire, le seul avenir progressiste pour l'humanité. Car la première entreprise historique de construction de la société socialiste-communiste, la première tentative, a démontré cette tendance, malgré le fait qu'elle n'a pas acquis la force interne et externe pour vaincre définitivement.

Le Comité Central du KKE appelle les membres du Parti et de la KNE à étudier le Texte Préparatoire, à contribuer à son amélioration par leur réflexion, leurs propositions, leurs suggestions, de sorte que les décisions finales cristallisent la riche expérience individuelle et collective accumulée au cours de ces années.

Bien sûr, le dialogue préparatoire en vue du Congrès comprend également la discussion sur le Texte Préparatoire en vue d'obtenir des points de vue et des remarques de la part des amis et supporteurs du Parti, de la part de tout militant et militante qui -indépendamment de points de vue sur des aspects particuliers- comprend la nécessité d'un KKE beaucoup plus fort. Un KKE ayant des positions scientifiquement élaborées, puissant dans la lutte pour la réorganisation nécessaire du mouvement, dans la lutte contre l'exploitation, la guerre impérialiste et la pauvreté, dans la lutte pour la construction de l'alliance sociale sur une base anticapitaliste-antimonopoliste, pour le renversement social et le pouvoir ouvrier.

Premier Chapitre

L'ÉVOLUTION DANS LE SYSTÈME IMPERIALISTE INTERNATIONAL ET LES CONSEQUENCES

L'évolution économique et sociale dans le monde à la fin de la deuxième décennie du 21^e siècle

1. Au cours des quatre années écoulées depuis le 19^e Congrès, la même tendance de réarrangements entre les économies capitalistes a continué de se manifester, comme se fut le cas durant les quinze dernières années. Les caractéristiques essentielles de cette évolution sont succinctement les suivantes :

a) Le renforcement de la Chine par rapport aux USA et l'Euro zone, sur critère de leurs parts dans le Produit Brut Mondial. En conséquence, l'antagonisme de la Chine envers les USA se trouve exacerbé, les USA conservant encore la première position, malgré la tendance à la baisse de leur part.

b) Le ralentissement du rythme de croissance de l'économie capitaliste internationale durant les trois dernières années, sans qu'un quelconque centre impérialiste soit présumé de jouer le rôle de locomotive pour augmenter ce rythme de croissance. Il est important de noter que certains centres impérialistes (UE, Japon) n'ont pas à proprement parler dépassé le niveau d'avant la crise de 2008.

c) La grande taille de suraccumulation de capital et l'impossibilité de sa dépréciation contrôlée (p.ex. sous forme de dette publique excessive) de manière satisfaisante de la part des gouvernements bourgeois dans tous les centres impérialistes.

d) L'exacerbation de la contradiction fondamentale, le renforcement de la tendance de paupérisation absolue et relative de la classe ouvrière en premier lieu dans les économies capitalistes les plus développées, l'augmentation du degré d'exploitation et de l'exacerbation de toutes les contradictions sociales.

e) L'influence du développement inégal entre les différents pays-membres des alliances capitalistes interétatiques, comme l'UE. Ce fait, en combinaison avec l'augmentation de la divergence d'intérêts entre les classes bourgeoises de ces pays, augmente l'incertitude quant à la cohésion de ces alliances.

L'économie capitaliste mondiale est traversée par la contradiction suivante : d'un côté la tendance à l'expansion du capital (aussi bien sous la forme d'Investissements Directs Etrangers qu'avec le mouvement du capital financier) renforce la synchronisation internationale de la

manifestation périodique de la crise de suraccumulation de capital, et d'autre côté les différents intérêts antagonistes des centres impérialistes et de chacun des états bourgeois empêchent la gestion en commun de la dépréciation du capital.

2. En général, l'évolution de la situation confirme le fait que la tendance objective d'internationalisation du mouvement du capital dans le cadre du marché capitaliste ne peut pas annuler l'effet de la loi de développement inégal, ni renverser le fait que la reproduction du capital social s'effectue surtout dans le cadre de la structuration ethnocentrique de l'économie capitaliste.

Les conditions de la reproduction élargie du capital des groupes monopolistes, des sociétés par actions, continuent dans leur majeure partie à être formées dans le cadre des états nationaux et des alliances impérialistes interétatiques auxquelles ils appartiennent le cas échéant. L'état national bourgeois reste donc l'instrument essentiel qui assure la domination économique du capital, des monopoles, de la concentration et la centralisation du capital en concurrence avec des processus et poursuites analogues dans les autres états. Il demeure un champ puissant de la lutte de classe sans trêve entre le travail et le capital.

Sur la base de ce mouvement contradictoire de l'économie capitaliste, les contradictions intra-impérialistes et la lutte intra-bourgeoise à l'intérieur de chaque état bourgeois se trouve exacerbée.

Pendant la période actuelle, le courant bourgeois du nationalisme et du protectionnisme en économie se trouve renforcé, aussi bien aux USA et en G. Bretagne que dans de puissants états de l'Euro zone comme la France et l'Italie. Dans l'UE ce courant est exprimé par divers partis de l'euroscpticisme bourgeois. Le courant du protectionnisme est développé en tant que choix de secteurs de la classe bourgeoise aux USA et dans des états de l'UE afin de se défendre face à l'aggravation des conditions de compétitivité avant tout de leur capital industriel, notamment dans des circonstances de ralentissement de l'économie capitaliste internationale.

L'intervention de la politique bourgeoise dans le but d'enrayer une dépréciation importante de capital retarde au fond l'entrée en phase de reprise capitaliste vigoureuse et accentue l'impasse du système politique bourgeois. Le renforcement perçant de la politique protectionniste aura un effet négatif sur le développement du commerce international qui fait preuve d'hors et déjà de rythmes relativement lents. Au même moment les antagonismes et contradictions intra-impérialistes s'intensifient. Le danger de conflits militaires impérialistes plus étendus, plus généralisés augmente objectivement. De même, la probabilité de réarrangements et d'ébranlement de la cohésion d'alliances impérialistes telle l'OTAN augmente également.

Le KKE lutte globalement et fermement aussi bien contre le nationalisme bourgeois que contre le cosmopolitisme du capital, qui constituent les deux aspects de l'idéologie de la classe dominante. Il se prononce pour l'unité internationale de la classe ouvrière et de son mouvement.

Chaque parti communiste et ouvrier, le mouvement communiste international, la classe ouvrière et son mouvement dans tous les pays doivent se préparer à l'éventualité d'une guerre impérialiste plus

généralisée. Ils doivent s'opposer aux diverses clameurs nationalistes de trafic de guerre et à la mise en place d'un climat d'hostilité entre les peuples. Ils doivent tracer une ligne de combat qui ne détache pas la défense des frontières et des droits de souveraineté -du point de vue de la classe ouvrière et des couches populaires- de la lutte pour le renversement du pouvoir du capital dans chaque pays. Le mouvement communiste et ouvrier, représentant les intérêts de la classe ouvrière, des peuples, n'a rien à voir avec la défense des desseins de tel ou tel pôle impérialiste, du rapport des investissements de tel ou tel groupe monopoliste.

Concernant l'économie capitaliste mondiale

3. Les USA conservent la 1^{ère} place quant à leur contribution au Produit Mondial Brut, marquant néanmoins une tendance à la baisse. Les prévisions montrent un léger ralentissement de la croissance de l'économie des USA pour l'année 2016, le facteur essentiel d'inhibition étant le rétrécissement des exportations, lié à la réévaluation de la parité internationale du dollar et au ralentissement des échanges commerciaux sur le plan international.

La part de l'Euro zone montre une tendance à la baisse, tandis que la part des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) augmente.

La Chine occupe la 2^{ème} position en ce qui concerne sa contribution au Produit Mondial Brut. Son rythme de croissance en 2015 (6,9%) reste élevé, malgré le fait qu'il a considérablement reculé et se trouve à son niveau le plus bas des vingt dernières années, la tendance étant vers une nouvelle baisse. Ce fait provoque une inquiétude générale auprès des centres du capitalisme international, à cause des grandes incidences éventuelles que pourrait avoir pour l'économie capitaliste mondiale une baisse importante des rythmes de croissance de l'économie chinoise. Ces craintes découlent de sa grande part auprès du marché mondial (grande part au commerce international, aux investissements financiers en obligations étrangères etc.).

Respectivement, les prévisions d'une reprise très lente et anémique de l'UE focalisent sur la productivité comparativement inférieure par rapport aux USA et sur les incidences de la politique budgétaire serrée et restrictive, qui à leur tour contiennent le rythme de nouveaux investissements. La difficulté de la gestion du surendettement des états et des groupes bancaires d'envergure internationale, ainsi que les grands déficits des balances de paiements des états, continuent à importuner les état-major étatiques et interétatiques.

Pendant la période 2007-2014, la dette d'état global mondiale s'est accrue de 27 billions de dollars, augmentant son pourcentage par rapport au Produit Mondial Brut de 20,8% (rapport McKinsey 2015).

Des groupes bancaires européens de premier rang (Deutsche Bank, Crédit Suisse, Barclays, RBS, Monte dei Paschi di Siena etc.) enregistrent une dévaluation importante de leur capital-actions et des pertes. Deutsche Bank, la plus grande banque allemande, a publié des pertes de 6,8 milliards d'euros, et est exposée à des dérivés d'un montant de 55 billions d'euros. En Italie, le secteur bancaire est chargé d'emprunts «rouges»

improductifs qui montent à 360 milliards d'euros, ce qui représente 16,7% de l'ensemble des emprunts.

Les contradictions entre les USA et la Chine, entre d'autres pays capitalistes puissants s'exacerbent

4. Sur le plan économique et militaire, l'antagonisme USA-Chine et USA-Russie s'exacerbe.

La Chine constitue déjà le plus grand état-créancier des USA. La part relative des USA dans le Produit Mondial Brut a diminué de 31% en 2000 à 23% en 2015, tandis que la part correspondante de la Chine a augmenté de 3,6% en 2000 à 14,9% en 2015. En ce qui concerne leurs échanges commerciaux, 8,95% des importations de la Chine provient des USA, alors que 21,8% des importations des USA provient de la Chine, ce qui explique la perplexité actuelle de la politique bourgeoise américaine. De même, les exportations de marchandises de Chine vers l'UE ont augmenté. La part de la Chine dans les importations de l'UE a augmenté de 5,2% en 2000 à 13,8% en 2015, tandis que pour la même période la part correspondante des USA a diminué de 14% à 10,2%.

Les USA conservent, du point de vue de la puissance économique, politique et militaire, la première place dans la pyramide du système capitaliste international. Parallèlement à leur première place au sein du FMI et de la Banque Mondiale, pendant la période du gouvernement Obama elles ont mis au point deux propositions fondamentales afin de renforcer leur présence dans le marché européen et asiatique.

En ce qui concerne l'Europe, l'«Accord Transatlantique de Commerce et d'Investissements avec l'UE» (TTIP) a été proposé, alors que concernant l'Asie, il a été proposé la «Coopération des deux côtés du Pacifique» (TTP), d'où la Chine est exclue. La proposition américaine pour le TTIP a été à juste titre caractérisée comme une proposition de création d'un «OTAN économique». Dans la mesure où elle serait réalisée, perspective face à laquelle se manifestent déjà des contradictions intra capitalistes, on estime qu'elle couvrirait 50% de la production mondiale, 30% du commerce mondial et 20% des Investissements Directs Etrangers sur le plan international. L'«Accord Economique et Commercial Global» (CETA) signé récemment entre l'UE et le Canada en constitue le précurseur et le tremplin.

Une partie de la classe bourgeoise allemande et française estime que la proposition américaine constitue en fait le «cheval de Troie» pour assurer l'hégémonie américaine en Europe. Les négociations avancent de manière tourmentée depuis 2013, marquées par les réactions caractéristiques du président français Hollande, du vice-chancelier allemand Gabriel et de divers leaders du courant «eurosceptique», telle Marie Le Pen.

Le renforcement du courant bourgeois du nationalisme et du protectionnisme en économie, mis en relief par la victoire de Trump aux élections présidentielles des USA, donne le signal de la révision des projets susmentionnés du précédent gouvernement américain.

En période électorale, Trump a pris position contre les accords interétatiques de libre commerce des USA au Pacifique (TTP) et en Atlantique (TTIP), faisant état de la nécessité de protection tarifaire de la

production intérieure dans le but de stimuler la production industrielle des USA. Parallèlement, il posa la question de la révision des accords actuels de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En plus, il mit en perspective la renégociation radicale de la dette extérieure américaine, laissant ouverte l'éventualité d'une décote (perte imposée au créancier). En plus, il évoqua en fait la nécessité de révision de la politique extérieure des USA, qui comporterait d'une part le rapprochement avec la Russie et d'autre part la mise en ligne de mire de la Chine en tant qu'adversaire principal des USA. Après son élection, il a déjà atténué certaines de ses positions par des formulations plus souples par rapport à sa ligne électorale dure, assouplissement imposé par le fait qu'en tant que président il exprime dorénavant l'intérêt général de la classe dominante des USA. Ceci dit, il a pourtant annoncé clairement le retrait des USA de l'Accord du Commerce Libre au Pacifique.

5. A l'opposé, la Chine présenta en 2014 l'initiative Une Zone, Une Voie (One Belt, One Road, OBOR), c'est-à-dire la mise en place d'une zone de libre commerce, un réseau reliant avec des accords économiques privilégiés la Chine au reste de l'Asie, à l'Europe et à l'Afrique. Le projet comporte un parcours terrestre et un parcours maritime, appelés «voie terrestre et voie maritime de la soie du 21^e siècle». A la fin de l'année 2014 le fonds d'état pour le financement des infrastructures de la Voie de la Soie (Silk Road Fund) d'un capital initial de 40 milliards de dollars (p.ex. pour le financement de voies ferrées à haute vitesse, la rénovation de ports etc.) fut activé.

En même temps, la Chine fut à l'avant-garde pour la constitution de la Nouvelle Banque de Développement (NDB) des BRICS, aussi bien que la Banque Asiatique d'Investissements des Infrastructures (AIIB), parmi les 57 membres de laquelle figurent la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, mais non pas les USA. Il s'agit de deux mouvements qui constituent une «réponse économique» à l'hégémonie des USA au FMI et à la Banque Mondiale.

En dépit du désaccord des autres membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde et Afrique du Sud), la Chine a imposé son rôle de leader dans la Nouvelle Banque de Développement (NDB), aussi bien par le biais de l'acquisition de la plus grande part d'actions dans le capital initial que par le choix de Shanghai comme siège.

6. Au niveau de l'antagonisme économique, le test lié au maintien de la cohésion de l'UE et l'avenir présagé pour l'Euro zone, notamment à la suite de la victoire du Brexit au référendum en Grande Bretagne, constitue un développement important. Cette réalité rend encore plus complexes les antagonismes capitalistes et accentue la fluidité des coopérations interétatiques actuelles. Les développements au sein de l'UE influencent directement les développements et les contradictions en Grèce, question étudiée en détail dans un chapitre suivant.

La nouvelle crise économique, encore plus synchronisée, qui couve, l'exacerbation de la lutte pour le contrôle de marchés, de sources énergétiques et de voies de transport de pétrole et de gaz naturel, les

foyers de guerre existant au Moyen Orient et en Ukraine, les tensions en Europe Orientale et Centrale en relation avec la Russie, en Arctique et en Mer de Chine du Sud, augmentent également le danger d'une généralisation élargie de la guerre impérialiste.

Les inégalités de classe s'élargissent au niveau mondial

7. Les inégalités de classe s'élargissent continuellement à l'échelle mondiale. La répartition inégale de la richesse mondiale s'est davantage élargie après la crise capitaliste internationale synchronisée. Selon l'étude annuelle sur la richesse mondiale (réalisée par le Crédit Suisse), 90% de la population détient environ 10% de la richesse, et le plus pauvre 75% détient moins du 3% de la richesse. En plus, parmi le 10% de la population détenant 90% de la richesse, 1% seulement détient presque 50% de la richesse. Au même moment, 71% de la population mondiale vie avec moins de l'équivalent de 8 euros par jour.

Les résultats de ces inégalités de classe se reflètent à travers le manque d'accès à l'eau propre pour 780 millions d'hommes, le manque d'accès à des installations sanitaires pour 2,5 milliards d'hommes et le manque d'accès à l'énergie électrique pour 1,3 milliards d'hommes.

Presque 3 milliards d'hommes pour cuisiner collectent du bois et des résidus de biomasse, pratique liée à 3,5 millions de décès précoces dus à la mauvaise qualité de l'air intérieur.

Finalement, presque 800 millions d'hommes sont sous-alimentés, alors que 3,5 millions d'enfants meurent de faim chaque année.

Intensification des conflits armés locaux et régionaux et augmentation du danger de leur généralisation

8. Les antagonismes inter-impérialistes extrêmement aigus et les grandes contradictions de puissants états et intérêts capitalistes conduisent actuellement à des réarrangements continuels d'alliances, à des phénomènes contigus de création d'axes et contre-axes sur le plan international.

L'intensité des antagonismes intra-impérialistes a conduit non seulement à l'augmentation des dépenses militaires, mais également à des réarrangements entre les états capitalistes, du point de vue de leur puissance militaire. Selon l'Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires mondiales pour 2015 ont atteint 1,7 billions de dollars, marquant une augmentation de 1% par rapport à 2014.

Les USA restent la force la plus puissante de la planète, dépensant plus de 600 milliards de dollars par an, c'est-à-dire ce que dépensent ensemble les dix suivantes plus grandes puissances militaires.

La Russie est la seconde plus puissante force militaire. Par la modernisation et le renforcement de sa puissance militaire elle cherche à

assurer les intérêts économiques de ses propres monopoles. Ainsi, en 2015 elle a dépensé la somme de 66,4 milliards de dollars, somme en augmentation de 7,5% par rapport à 2014 et de 91% par rapport à 2006.

Notons également la course actuelle entre la Chine et l'Inde (3^e et 4^e force militaire dans le monde) afin de parer aux lacunes et revaloriser leur puissance militaire à des niveaux correspondant à leur puissance économique et à l'envergure de leurs groupes d'affaires.

D'autres pays alliés des USA ont acquis une puissante force militaire, soit dans le cadre de l'OTAN, comme la France (5^e), la Grande Bretagne (6^e), la Turquie (8^e), l'Allemagne (9^e), l'Italie (10^e), soit en dehors de l'OTAN, comme le Japon (7^e), la Corée du Sud (11^e) et Israël (16^e).

Bien entendu, la puissance militaire n'est pas déterminée uniquement par le calcul des dépenses militaires, les capacités d'armement et le contrôle de la production mondiale et du marché de l'armement, mais elle est une question plus complexe concernant la capacité globale de chaque classe bourgeoise à défendre ses intérêts, aussi bien à l'intérieur du pays que sur le plan international, par des moyens militaires au cas où les moyens économiques et politico-diplomatiques ne suffisent pas.

Ainsi donc, à part les dépenses militaires annuelles, la puissance militaire est liée à la taille des forces militaires acquise au fil des années, la supériorité technologique, l'existence de bases en dehors des frontières en combinaison avec le contrôle de territoires d'importance stratégique, la suprématie dans la collecte d'informations, la capacité de mener une guerre atypique. La puissance militaire est fonction de la puissance économique, malgré le fait que la présence économique puissante d'un état n'entraîne pas aussi une puissance militaire. Cette dernière présuppose une puissante industrie d'armement, la capacité d'éducation et rééducation à l'art de la guerre et à ses nouvelles technologies, la modernisation constante des moyens militaires et un haut niveau de savoir-faire qui, concernant certains types d'armement comme les armes nucléaires, exige plusieurs années de recherches et une dépense importante.

9. En notre époque les armes nucléaires ont une grande importance. Les pays possédant des armes nucléaires sont les USA, la Russie, la Chine, l'Inde, la Grande Bretagne, la France, Israël, Pakistan et la Corée du Nord.

Pourtant, même entre ces forces nucléaires il y a d'énormes différences, puisqu'entre elles se distinguent, du point de vue des capacités, les USA et la Russie. A part ces deux pays, qui possèdent des milliers de têtes nucléaires prêtes au lancement, seules la Grande Bretagne et la France possèdent des armes nucléaires prêtes à l'utilisation, comme éventuellement c'est aussi le cas d'Israël.

La Russie est potentiellement la seule puissance militaire en mesure de répondre aux USA, au cas où elle aurait essuyé un coup nucléaire, provoquant des destructions sinistres. On considère que ce danger a un effet dissuasif quant à l'utilisation d'armes nucléaires. Néanmoins, les faits historiques démontrent qu'en cas d'exacerbation de l'antagonisme intra-impérialiste et d'une escalade conduisant à un conflit armé, les pays capitalistes n'hésitent pas à utiliser même ce type d'armes.

Ceci étant, on peut comprendre pourquoi une des questions en tête de la confrontation actuelle USA-Russie est celle de l'installation en Europe et dans la région du Pacifique du «bouclier» anti-missile des USA. Ces mouvements servent les aspirations d'empêcher une éventuelle réponse de la Russie, au cas où les USA et l'alliance de l'OTAN tenteraient un «premier coup nucléaire».

La possibilité d'une réaction militaire rapide a également une grande importance. L'OTAN fait un effort considérable pour mettre sur pied des corps militaires d'intervention rapide, qui ont bien sûr besoin, pour mener à bien leur mission, de moyens d'appui modernes, comme des porte-avions ou des avions de bombardement stratégique, mais également de nouveaux territoires en tant que points d'appui géopolitique, ce qui est desservi à l'aide des alliances politiques et militaires et des bases à l'étranger.

Au cours de la prochaine période, le rapport de forces militaire sera influencé de manière déterminante par la mise en valeur de la nouvelle technologie, des avions de 5^e et de 6^e génération, des armes à rayons laser etc.

Alliances politico-militaires et confrontations

10. Chaque classe bourgeoise cherche à augmenter sa puissance par des alliances politico-militaires. L'OTAN continue d'être l'alliance politico-militaire la plus puissante, malgré l'exacerbation des contradictions en son sein et la tendance transparente de constitution d'un mécanisme militaire autonome de l'UE. Les décisions de l'OTAN à Varsovie donnent le ton de la résolution des impérialistes Américains et des Européens à défendre leurs intérêts face à la classe bourgeoise de la Russie, mettant à profit les moyens de guerre dont ils disposent sur tout le périmètre des frontières russo-OTANIennes.

L'OTAN et les USA ont également élaboré des plans analogues de renforcement de leur présence aussi bien dans la région du Pacifique (avec la stratégie «Pivot to Asia») que dans d'autres régions.

En ce qui concerne les champs de confrontation militaire existante ou éventuelle, on peut distinguer le Sud Est de la Méditerranée, l'Asie du Sud Est, l'Afrique du Nord et le Cercle Polaire, sans exclure d'autres foyers ou régions inflammables, comme le Caucase, le Golfe Persique, la région d'Aden et les Balkans.

De même, aussi bien les confrontations militaires en Europe (Sud Est de l'Ukraine, Crimée) que le renforcement de l'OTAN en Baltique, Mer Noire mais également dans les Balkans et la Mer Egée constituent des facteurs qui plaident en faveur d'un éventuel éclatement de guerres sur le territoire européen.

Pourtant, à part l'OTAN, d'autres alliances politico-militaires ont fait leur apparition (Organisation de Coopération de Shanghai, Organisation du Traité de Sécurité Collective etc.), qui, malgré le fait qu'elles sont encore moins développées que l'OTAN et plus «lâches», elles ont le même caractère de classe, c'est-à-dire qu'elles sont des alliances d'états capitalistes.

En même temps, dans une série de régions comme en Amérique Latine et en Afrique, se mettent en place des alliances politico-militaires qui sont liées entre autres à des choix et coopérations politico-militaires concrets, p.ex. avec l'UE. De même, des états d'Amérique Latine (comme la Colombie, le Pérou, le Chili, le Mexique) mais aussi d'ailleurs (comme l'Australie) font partie du plan général de mise en avant du «partenariat» avec l'OTAN.

Dans les années précédentes on note une augmentation substantielle des armées de mercenaires, à savoir des entreprises militaires privées qui, sous divers prétextes (p.ex. piraterie, trafic de drogues, entraînement militaire, «terrorisme») prennent en charge des missions dans des

dizaines de régions en état de guerre en tant qu'émissaires d'états capitalistes. Ces armées sont incluses dans les planifications impérialistes, dans les soi-disant guerres atypiques, donnent aux gouvernements bourgeois la possibilité d'une meilleure gestion des pertes humaines liées aux interventions auxquelles elles participent.

11. L'objet des confrontations militaires est :

Le contrôle de gisements énergétiques et de voies de transport de ressources énergétiques (p.ex. pétrole, gaz naturel, pipe-lines etc.).

Le contrôle de couloirs -terrestres et maritimes- de transport de marchandises (p.ex. route de la soie, passages maritimes en Méditerranée, Bosphore, Corne de l'Afrique etc.).

Le contrôle de la richesse sous-terrainne en zone arctique, de la richesse minérale, des terres rares, mais également des réserves d'eau.

La mise en valeur de l'espace à des fins militaires.

La lutte pour des parts des marchés, au cours de laquelle les moyens de guerre sont utilisés non seulement pour la conquête de nouvelles parts de marchés, mais également pour la réduction des parts des concurrents.

Dans ces conditions, l'action des soi-disant «groupes terroristes islamiques» forme un élément constitutif de la guerre impérialiste au 21^e siècle. Ceci est valable indépendamment du degré selon lequel l'activité de ce type d'organisations est façonnée sous le soutien ou la tolérance de centres impérialistes ou se manifeste en tant qu'élément d'autonomisation de ces forces vis-à-vis des centres puissants qui les ont appuyé auparavant.

L'action de ces organisations est objectivement mise en valeur soit en tant qu'élément de la «guerre atypique» d'un état ou de certaines de ses parties contre les intérêts d'un autre état capitaliste, soit comme prétexte d'une intervention impérialiste. Bien entendu, parallèlement à ces objectifs, l'action de ces organisations est aussi mise en valeur pour le renforcement des mécanismes de répression d'une série d'états bourgeois, comme également pour la préparation idéologique des travailleurs en vue d'une éventuelle implication de leurs pays dans de nouvelles interventions impérialistes au nom du combat contre le «terrorisme».

Bien sûr, parallèlement à l'antagonisme violent pour les profits des monopoles, se développent les efforts de compromis, d'accords, de suspension provisoire de toute généralisation de la confrontation, et même d'un réarrangement des alliances, comme le montrent les développements au sein même du «camp» euro atlantique.

L'évolution de la situation en Turquie et en Syrie est caractérisée par une fluidité et une mobilité quant à la formation d'alliances entre les divers états capitalistes et par un éventuel réarrangement d'alliances. Pourtant, on ne devrait pas ériger en absolue ni la tendance à la conservation d'anciennes alliances ni la tendance à leur différenciation. L'observation constante de tels processus est importante, car elle concerne des réarrangements dans le rapport de forces entre des alliances et des centres impérialistes qui concernent l'Europe et peuvent déclencher l'évolution de la situation sur un plan général.

A ce stade, malgré le fait que l'OTAN se développe et s'étend davantage tout en conservant en tant que noyau dur les états euro atlantiques, on ne pourrait pas affirmer qu'il s'ait assuré dans l'ensemble un cours permanent, stable et imperturbable, du fait que les alliances se forment sur un fond de contradictions exacerbées.

Les relations entre la Grèce et la Turquie et les risques d'un engagement militaire

12. La classe bourgeoise grecque et le gouvernement grec mettent déjà activement en avant les plans de l'OTAN dans la région (armada en Mer Egée, mise en valeur de bases, soutien à des opérations dans les Balkans, en Ukraine etc.).

L'exacerbation des contradictions entre les classes bourgeoises grecque et turque est directement influencée par les développements globalement dans la région de la Méditerranée Orientale, le Moyen Orient, l'Afrique du Nord, et pourrait constituer un facteur fondamental du déclenchement d'un engagement militaire direct de la Grèce.

La classe bourgeoise de la Turquie -que d'autres états capitalistes puissants tentent, à un certain degré, d'affaiblir- essaye de revaloriser sa position à travers le contrôle et l'acquisition de nouveaux territoires et régions maritimes. Elle maintient l'occupation militaire et la violation des droits de l'état chypriote, elle continue à contester des droits souverains de l'état grec (contestation de frontières, violations de l'espace aérien et maritime, zones grises en Mer Egée, avec comme point culminant les récentes déclarations répétitives d'Erdogan remettant en cause le Traité de Lausanne etc.). Pour faire avancer ses projets, elle cherche à tirer profit des minorités (religieuses, ethniques etc.) dans la région élargie des Balkans.

Les régions d'Egée et de Thrace constituent les champs de conflit militaire les plus probables entre les classes bourgeoises des deux états voisins, la Grèce et la Turquie, avec une implication éventuelle et des desseins intercalés de l'Albanie et de l'ex-République Yougoslave de Macédoine (FYROM), qui développent ces dernières années une étroite coopération politique et militaire avec la Turquie. Dans ce cadre se situent les déclarations provocantes du premier ministre albanais (soulevant la question inexistante de Tsamouria etc.), mais aussi la reprise de slogans irrédentistes de la part de la FYROM. Le renforcement du nationalisme albanais au détriment de la Grèce et des autres états de la région alimente des milieux nationalistes en Grèce et en d'autres états. Globalement, les développements dans la région des Balkans sont scellés par l'élargissement de l'UE et de l'OTAN et par extension leur implication plus directe aux desseins impérialistes et aux antagonismes dans la région.

Au-delà des états balkaniques susmentionnés, en période actuelle la Turquie effectue des mouvements de rapprochement et de coopération avec la Russie. Il s'agit là de nouveaux éléments qu'il est nécessaire de suivre constamment.

Le fait que les deux états, Grèce et Turquie, sont membres de l'OTAN complique la situation. Une éventuelle escalade de leur confrontation

signifierait une brèche à l'intérieur de l'OTAN dans une région sensible pour ses intérêts, mais qui pourrait aussi bien être mise à profit par les USA et l'OTAN pour renforcer leur position en Mer Egée et en Méditerranée Orientale. Bien entendu, une brèche très grave au sein de l'OTAN résulterait surtout d'une franche rupture d'un quelconque accord ou équilibre entre les principaux centres impérialistes, et non pas uniquement à cause d'une tension ou un affrontement gréco-turc.

De même, il est nécessaire de suivre constamment l'attitude de la classe bourgeoise grecque en vue de l'éventualité d'une confrontation plus généralisée entre la Russie et les USA, ou même entre la Chine et les USA dans l'avenir. Actuellement, la classe bourgeoise grecque, y compris via la politique du gouvernement SYRIZA-ANEL, participe activement aux plans de l'OTAN qui visent la Russie. Elle soutient les décisions prises contre la Russie, facilite la présence accrue de l'OTAN en Mer Egée sous prétexte de gérer les flux de réfugiés et d'immigrants (mais avec comme but réel un meilleur contrôle des passages de la flotte russe), participe à des activités aériennes communes avec la Bulgarie ayant comme objet fondamental la dissuasion de la «menace russe» en Mer Noire.

En même temps, le gouvernement cherche à mettre en place des relations particulières avec la Russie, mais aussi avec la Chine, dans le cadre des aspirations de revalorisation de la position de la classe bourgeoise grecque à travers le rôle particulier de la Grèce dans l'interconnexion du marché asiatique avec le marché européen.

Dans la période précédente, le gouvernement grec faisait la publicité de son rôle de «pontonnier» entre la Russie et l'«Ouest», rôle qui bénéficiait de la tolérance, voir même du soutien des USA. En tout état de cause, une éventuelle exacerbation des contradictions entre la Russie, les USA et l'OTAN constituerait un facteur d'exacerbation des contradictions et des dilemmes de la classe bourgeoise grecque, du moment où sa participation dans le cadre euro atlantique lui est profitable.

L'axe de coopération entre la Grèce et Israël ne constitue pas un facteur de paix dans la région, indépendamment de l'éventualité d'un rapprochement Turquie-Israël.

A propos de la question chypriote

13. Dans le cadre des antagonismes des classes bourgeoises de Turquie, de Grèce et de Chypre, et aussi bien du rôle négatif pour la solution du problème chypriote joué depuis toujours par les USA, la Grande Bretagne, l'OTAN et l'UE, se développent des desseins négatifs pour les peuples.

La question chypriote est un problème international d'invasion et d'occupation de la partie nord de Chypre de la part de la Turquie. Son caractère international est répertorié dans les décisions relatives du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Les nouveaux processus conduisent à une partition définitive de Chypre, en fait à la constitution de deux entités étatiques séparées qui seulement formellement et en fonction de la conjoncture formeront une Fédération.

Nous nous opposons -comme se fut le cas, de manière ferme et déterminée, à propos du plan Annan, rejeté en définitive par le peuple

chypriote- à toute tentative d'imposer une solution qui perpétuerait la partition et n'offrirait pas une solution viable et solvable pour l'ensemble du peuple chypriote, Chypriotes Grecs, Chypriotes Turcs, Arméniens, Latins, Maronites.

Notre lutte a comme objectif une Chypre unifiée, indépendante, avec une seule et unique souveraineté, une citoyenneté et une personnalité juridique internationale, sans bases et armées étrangères, sans garants et protecteurs étrangers.

14. Globalement, la guerre constitue un phénomène inhérent au capitalisme, comme à toute société exploitante. La «paix» impérialiste prépare les nouvelles guerres impérialistes. D'ailleurs «la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens», surtout dans des conditions de crise profonde de suraccumulation de capital et de changements importants au niveau du rapport de forces dans le système impérialiste international, où la redistribution des marchés se fait rarement sans effusion de sang, vue l'expérience acquise à travers le 20^e siècle.

Le KKE, contrairement aux autres partis, révèle de manière conséquente au peuple grec les dangers dus aux guerres impérialistes, contribue de façon déterminante au renforcement de la lutte contre la participation du pays aux desseins impérialistes, contre les bases étrangères, le changement et le retracement des frontières dans la région orchestrés par les centres impérialistes. Il lutte fermement pour le désengagement de la Grèce des unions impérialistes et de la voie de croissance capitaliste qui constituent la cause des guerres.

Le KKE examine l'évolution de la situation en ayant comme critères les intérêts des peuples, la nécessité de coordination de leur lutte pour faire face au régime qui engendre toute invasion et occupation. Il insère cette lutte dans l'objectif de la libération globale des liens de l'exploitation capitaliste et de la barbarie impérialiste.

Les mécanismes de répression se revalorisent et se modernisent

15. Au niveau de l'UE et de chaque état bourgeois, la discussion s'intensifie au sujet de ce qui est appelé «le nouveau dogme de sécurité des états». La «sécurité» est mise en avant en tant que la question numéro un pour les états de l'UE. Comme motif et prétexte on met en avant l'action des djihadistes, le contrôle des flux de réfugiés, mais également des questions plus générales ayant trait à la stabilité et la cohésion internes en tant que conditions nécessaires pour la reprise et pour faire face aux effets de la crise.

Derrière ces prétextes se cachent les aspirations des classes bourgeoises à l'intérieur (prévention par rapport à une éventuelle exacerbation de la lutte de classe) et à l'extérieur (défense des intérêts de l'UE et de ses états-membres au moyen d'une intervention plus active dans les conflits internationaux). Fait caractéristique, le «Livre Blanc sur la Sécurité» relie directement la question de la sécurité interne avec l'aspiration de

l'Allemagne de renforcer son rôle militaire sur le plan international. Durant la période précédente, il y a eu les développements suivants :

Les décisions du Sommet de l'OTAN à Varsovie pour une coopération revalorisée avec l'UE en matière de sécurité.

L'instauration de l'état d'urgence en France, en Belgique, dans diverses villes en Allemagne, en activant des dispositions relatives existant dans les textes constitutionnels bourgeois et les Traités de l'UE.

Le renforcement de la tendance à la revalorisation de l'Euro armée et au renforcement des corps militaires de l'UE avec la mise sur pied de l'« Union Défensive Européenne».

La formation de nouveaux mécanismes militaires-policiers (p.ex. en Grande Bretagne).

L'invocation de l'Article 42.7 du Traité de Fonctionnement de l'UE de la part de la France, après l'attaque meurtrière à Paris, pour effectuer des bombardements coordonnés avec d'autres états européens en Syrie.

Le remplacement de Front ex par la Garde Frontière-Côtière Européenne avec possibilité d'intervention immédiate là où on juge qu'il y a un manque de mesures de sécurité et des frontières vulnérables.

Le «Réseau de Sensibilisation sur la Radicalisation» -déjà constitué- qui vise à identifier le terrorisme avec toute activité qui s'oppose ou conteste le système capitaliste. Lui est directement liée la législation réactionnaire de l'UE à propos de la protection d'«infrastructures critiques» (entreprises énergétiques, de transport, de télécommunications etc.).

Ces mécanismes et tendances servent l'objectif de blinder davantage les états bourgeois sur fond d'exacerbation des contradictions intra impérialistes et de l'éventualité de participation à des confrontations plus généralisés. Parallèlement elles visent le contrôle des couches ouvrières-populaires, la restriction des libertés et droits populaires par l'intermédiaire de la militarisation et de l'aggravation du caractère réactionnaire.

Evidemment la possibilité de mise en place d'une «politique commune de sécurité» des états de l'UE dépend du degré de cohésion et de la marche des contradictions à l'intérieur de l'UE elle-même, qui ne se manifeste certainement pas uniquement au niveau économique.

Le mouvement communiste doit faire face à ce réseau de mécanismes de répression et de poursuites en voie d'élargissement par le renforcement de la lutte de classe coordonnée au niveau régional et international.

A propos des flux de réfugiés et d'immigrants. Notre attitude face aux victimes des guerres impérialistes et de l'exploitation capitaliste

16. Le développement inégal capitaliste, mais surtout les interventions et guerres impérialistes, l'action de nouvelles politiques réactionnaires et de formations étatiques (Etat Islamique, Al Kaïda, Boko Charam) dans la région allant de l'Ukraine, du Moyen Orient et de la Méditerranée Orientale jusque à l'Afrique du Nord et Subsaharienne, ont conduit à de grands flux d'immigration et surtout de réfugiés, à une exacerbation du problème des flux depuis ces pays et vers l'Europe.

En 2015, le nombre de réfugiés et de déportés à l'intérieur de par le monde était en augmentation, atteignant 65,3 millions d'hommes (c'est-à-dire 1 sur 113 habitants de la Terre), dont 50% d'enfants. La Syrie, l'Afghanistan et la Somalie sont les pays d'où provient plus de la moitié des réfugiés. Par ailleurs, la Syrie et l'Irak occupent respectivement la 2^e et 3^e position en ce qui concerne les déportés à l'intérieur.

Pendant les années précédentes, la Grèce est devenue le principal pays d'entrée et de passage de réfugiés recherchant refuge en Europe. En 2015 particulièrement, environ un million de réfugiés, en majorité syriens, ont transité par les îles grecques de la Mer Egée vers des pays-membres de l'UE Centrale et du Nord. Ces réfugiés ont également mis à profit la politique de «frontières ouvertes» adoptée par des gouvernements bourgeois et diverses forces de pays-membres de l'UE pendant une courte période, dans le but de procurer à leurs groupes monopolistes une main d'œuvre scientifique et ouvrière bon marché et avec très peu de droits, puisée dans ce réservoir de réfugiés. Par la suite, quand les flux de réfugiés et d'immigrants se sont intensifiés, prévalut la politique des «frontières fermées». L'essence de la politique européenne en matière des réfugiés et immigrants consiste, malgré les contradictions et confrontations observées, au triage d'un certain nombre de réfugiés et d'immigrants pour les besoins de l'économie capitaliste et l'ouverture-fermeture du «robinet» de ces flux en fonction de ces besoins.

Les plus importantes décisions de l'UE qui mettent en application la politique sur la question des réfugiés et immigrants sont : les décisions sur le triage des réfugiés via les hot-spots et les programmes de distribution des réfugiés dans les états-membres (relocalisation), l'adaptation du Règlement de Dublin aux exigences de l'application de la politique globale de l'UE sur la question des réfugiés et immigrants et du contrôle des flux au profit du capital, la nouvelle, encore plus réactionnaire, législation sur l'asile, l'accord UE-Turquie qui viole crûment le droit international sur les réfugiés et -en combinaison avec la fermeture des frontières- a conduit au blocage des réfugiés à l'intérieur de la Grèce, l'opération navale militaire de l'UE «SOPHIA» au large de la Libye, l'opération de l'OTAN en Mer Egée et la mise en place d'une garde frontière-côtière européenne qui pourra opérer à la frontière d'un état-membre, même sans son accord, et les développements concernant l'accord de Schengen.

Le gouvernement SYRIZA-ANEL, malgré sa rhétorique différente par rapport aux gouvernements précédents, a soutenu et appliqué toutes les décisions de l'UE et de l'OTAN qui imbriquent davantage la question des réfugiés et immigrants dans les contradictions des centres impérialistes dans la région. Ces décisions ont eu un effet particulier sur les relations gréco-turques, par exemple les pressions pour l'application de l'accord UE-Turquie.

Le gouvernement a mis en place les conditions d'un blocage permanent pour la majorité des réfugiés et des immigrants, il porte la responsabilité des conditions de vie misérables dans la majorité des camps de réfugiés, des conséquences sur la vie des habitants et de l'action de l'Aube Dorée, des fascistes et autres forces et mécanismes réactionnaires qui fomentent des provocations au dépens des réfugiés-immigrants et des habitants. Il a livré aux ONG le secteur des services qui s'occupent des réfugiés et des

immigrés. Mais également envers les immigrants économiques préexistants, dont un grand nombre sont tracassés à cause du non renouvellement de leur carte de séjour, le gouvernement SYRIZA-ANEL a adopté des mesures provisoires et occasionnelles, qui dans certains cas comme celui des travailleurs de la terre, vont dans une direction encore plus anti-ouvrière.

A l'opposé de la politique des unions impérialistes, du capital et des gouvernements grecs, le KKE a lutté pour soulager les conséquences du problème, pour le déblocage et le transport en sécurité des réfugiés vers leurs pays de destination, pour des conditions d'hébergement provisoire humaines. Avec ses forces dans le mouvement ouvrier-populaire il a contribué à l'organisation d'une véritable solidarité populaire, éloignée de toute charité cosmopolite. Il a accordé et il accorde la priorité à la proclamation des causes qui provoquent l'immigration en masse et les réfugiés, comme également à l'organisation de la lutte du peuple indépendamment de l'origine nationale, de la race, de la langue, de la religion, contre ces causes, contre la guerre impérialiste et son origine, le capitalisme. La lutte anticapitaliste, la lutte contre les conséquences de la crise capitaliste et les guerres capitalistes, est nécessaire pour déraciner les raisons qui empêchent les peuples de vivre avec dignité et sécurité et de devenir maîtres de la maison dans leur propre pays.

Deuxième Chapitre

LA GRECE AU SEIN DU SYSTEM IMPERIALISTE INTERNATIONALE

L'Union Européenne et la Grèce en son sein

17. Les développements suivant la crise internationale des années 2008-2009 confirment que l'UE et la zone euro ne constituent pas une alliance stable.

Dans les années qui ont suivi, le rapport de forces s'est modifié au sein du noyau dirigeant de l'UE en faveur de l'Allemagne. L'écart se creuse au détriment de la France et l'Italie et se manifeste, surtout, à travers les taux moyens annuels de changement du PNB par décennie et se reflète aussi dans leur balance courante et leur état financier.

Au cours de la dernière décennie (2006-2016), le taux moyen annuel d'accroissement du PNB de la zone euro était quasi stagnant, autour de 0,54%. La suprématie de l'Allemagne apparaît aussi dans son taux moyen annuel d'accroissement, qui est de 1,2% contre 0,6% pour l'Italie et 0,7% pour la France.

Un ensemble de facteurs entraînant la lente relance de la zone euro, comme la chute importante du prix du carburant et la dévaluation de l'euro, s'affaibliront. Dans le même temps, une série d'événements (p.ex. le Brexit, la tendance de renforcement du protectionnisme et les graves problèmes affectant les grandes banques européennes) auront un impact sur les perspectives et les taux de croissance capitaliste de l'UE et de la zone euro.

La Commission Européenne s'efforce à soutenir la reprise en relaxant un peu la rigide politique budgétaire alors que la Banque Centrale Européenne, de son côté, applique aussi des mesures d'assouplissement de la politique monétaire. Simultanément, toutes les institutions européennes, en tandem avec les gouvernements des états-membres favorisent une série de réorganisations afin de s'assurer une main-d'œuvre bon-marche en faveur des grands groupes monopolistes.

Les politiques de l'Union Européenne ne peuvent pourtant pas assurer l'atténuation de l'inégalité au sein de la zone euro se manifestant par l'élargissement de la fosse entre les pays avec des excédents commerciaux soutenus (Allemagne, Pays-Bas, etc.) et la majorité des pays marquant des déficits commerciaux équivalents.

C'est dans ce contexte que fut présenté en 2015 le bien-known rapport des cinq présidents (Commission Européenne, BCE, Conseil Européen, Parlement Européen et Eurogroupe) qui devrait servir de cadre de

négociations en vue de « Compléter l'Union Economique et Monétaire Européenne ».

Ce rapport se concentre sur l'Union Financière, l'Union Budgétaire ainsi que sur l'approfondissement en vue d'une éventuelle Union Politique basée sur les Traités existants de l'UE.

18. Le résultat du référendum britannique et la montée de l'euro-scepticisme bourgeois en France, en Italie et dans d'autres états-membres de l'UE laissent entrevoir la possibilité d'un renforcement des forces centrifuges avec l'organisation d'autres référenda et une nouvelle aggravation de la situation dans l'UE.

Le résultat du Brexit reflète dans une certaine mesure, la position négative plus générale de la classe bourgeoise britannique en ce qui concerne l'orientation pour approfondir l'Union Monétaire Européenne et l'UE, sa convergence stable avec les Etats-Unis dans sa concurrence avec l'Allemagne, l'existence de secteurs du capital britannique et américain qui souhaitent la sortie de la Grande Bretagne de l'UE et piège le mécontentement populaire dans le courant de l'euro-scepticisme bourgeois. En même temps, d'aucuns paraissent revendiquer la répétition du référendum.

Il paraît pourtant que les négociations s'orienteront généralement vers le maintien «des relations étroites" avec l'U.E. Sur ce terrain, les dilemmes de la ligne politique bourgeoise en Allemagne et dans le reste des Etats membres de l'UE se compliquent. Tout d'abord, la ligne directrice de la classe bourgeoise allemande vacille entre le maintien du caractère intergouvernemental des décisions de l'UE et l'imposition pratique de l'Europe à plusieurs vitesses, dite aussi Europe des cercles concentriques accompagnée par une politique budgétaire très sévère. Cependant, la social-démocratie allemande converge dans une large mesure avec les propositions réclamant l'approfondissement du processus d'unification européenne venant de la France et de l'Italie.

Les gouvernements de France et de l'Italie – ainsi que ceux des autres pays du soi-disant « Club Med », formé avec la signature de la « Déclaration d'Athènes » - réclament d'un côté le relâchement de la politique budgétaire afin de pouvoir renforcer leurs groupes monopolistes et, de l'autre, l'approfondissement du processus d'unification de la zone euro (Parlement, budget et gouvernance uniques pour toute la zone euro) afin que l'Allemagne assume en pratique le rôle de garant des Etats endettés et les grandes banques à problème de l'UE. En même temps, le courant de l'opposition euro-sceptique monte tant en France qu'en Italie.

Les États membres qui entretiennent des relations étroites avec les États-Unis, tels que le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie) ainsi que la Suède et le Danemark, visent à maintenir le caractère intergouvernemental de l'UE ainsi que le renforcement de l'indépendance de la politique nationale en ce qui concerne diverses questions (par exemple les réfugiés - l'immigration).

La confrontation concernant le mélange de la politique menée est objectivement reliée à la confrontation sur les alliances de l'UE au niveau

international. Sur ce point il y a des grandes divergences, tant entre états-membres de l'UE et au niveau interne, sur les questions concernant les relations de l'UE et de ses états-membres avec les Etats-Unis, la Russie et la Chine.

Les États-Unis soutiennent l'Italie et la France sur la question de la détente de la politique budgétaire, ainsi que le groupe de Visegrad et les pays scandinaves.

La Russie, a son tour, intervient aux antagonismes au sein de l'UE soutenant les forces politiques qui sont contre le renforcement de l'unification capitaliste dans le cadre de l'UE. Le but d'adjoindre l'Ukraine à l'UE, contre les plans russes de l'intégrer dans la Communauté économique eurasienne, a aiguisé d'avantage les relations entre l'UE et la Russie. La Russie s'oppose également aux plans de l'UE portant sur l'intégration progressive des états de l'Ouest des Balkans. Les négociations d'adhésion entre l'U.E., la Serbie et le Monténégro sont déjà ouvertes, malgré la situation peu stable de ces deux pays.

Il convient de noter que sur fond des confrontations susmentionnées sur le mélange de la politique menée par l'U.E., le G-20 a pris position en faveur de la détente de la politique fiscale au profit des investissements publics.

Une série d'évolutions politiques, entre autres le résultat du referendum récent sur la révision constitutionnelle en Italie et les élections prochaines en France et en Allemagne influenceront les relations et pourraient même aggraver les antagonismes au sein de l'UE.

19. Sur base de ces faits, la classe bourgeoise grecque adapte et classe les objectives prioritaires des négociations et généralement de la politique économique du gouvernement SYRIZA-ANEL. Plus particulièrement, les priorités importantes du gouvernement SYRIZA-ANEL sont:

a) La restructuration de la dette publique et, généralement, des termes portant sur le service du financement de l'état de l'étranger, a fin de stabiliser et d'accélérer la sortie progressive de l'économie grecque de la crise capitaliste.

b) La réalisation d'investissements majeures qui contribueront à faire de la Grèce un nœud de transit pour le transport d'énergie et de marchandises dans la région.

c) La reconstruction des forces productives capitalistes en changeant la structure sectorielle actuelle de l'économie, a fin de renforcer l'orientation de cette dernière sur l'exportation ainsi que la création de produits et services innovants. Dans ce contexte, l'accent est mis sur l'attraction d'investissements dans les secteurs industriels de l'extraction d'hydrocarbures, des transports et de la chaîne logistique, des sources d'énergie renouvelables, de l'agro alimentation pour l'exportation et du tourisme spécialisé. Des secteurs et de branches pouvant jouer le rôle de « nouveaux moteurs » de développement capitaliste émergent a cote du renforcement des transports océaniques maritimes.

d) La promotion des restructurations visant à garantir une main d'œuvre bon marché (relations de travail, sécurité sociale), ainsi que la création

de nouvelles sources de revenus pour le capital (libéralisation des marchés, privatisations).

e) La modernisation de l'organisation, du fonctionnement et de l'infrastructure de l'état bourgeois a fin que ce dernier puisse contribuer plus efficacement a la promotion des objectives de la classe dirigeante (amélioration de l'efficacité de perception des impôts a travers la création du registre électronique foncier).

Pour atteindre tous ces objectives, la ligne de négociations de la bourgeoisie grecque :

- S'associe pleinement à la pression exercée par l'Italie et la France pour le relâchement de la politique budgétaire de la zone euro.
- Participe activement a la promotion des plans des Etats-Unis et d'Israël dans l'ensemble de la région.
- Entretient des relations contradictoires, tant de confrontation que de coopération, avec la Turquie.
- S'efforce de rehausser les relations bilatérales avec la Chine et, dans une moindre mesure, avec la Russie a fin d'encourager la réalisation de projets d'investissement dans les secteurs du transport d'énergie et des marchandises vers l'UE.

La ligne dominante de la politique bourgeoise en Grèce considère comme une donnée que le pays reste dans le cadre d'alliances impérialistes de l'UE, tout en maintenant les relations particulièrement étroites existantes entre le Capital maritime grecque et les États-Unis et la Grande-Bretagne, et en renforçant les relations économiques avec la Chine.

Troisième Chapitre

Évaluation des développements en Grèce

Les développements dans l'économie grecque

20. L'économie grecque tend à se rétablir faiblement en 2017. Cependant, la réalisation de cette tendance dépendra d'autres paramètres, en particulier des développements de l'économie internationale.

En calculant le PIB à prix constants de 2010, sa réduction sur une période de cinq ans est de 10,4%, tandis que par rapport au début de la phase de la crise en 2008, la baisse du PIB excède le 26%. En 2015, le PIB a reculé de 0,2%, tandis que pour 2016 on attend une nouvelle réduction de 0,3%. En 2015, l'indice de volume de la production industrielle a légèrement augmenté de 0,7% pour la première fois depuis 2007, une tendance qui a continué dans la première moitié de 2016. Les secteurs dynamiques de la transformation ont été l'industrie pétrolière, les produits pharmaceutiques, les produits chimiques, les métaux de base.

La structure sectorielle de l'économie grecque n'a pas substantiellement changé au cours des quatre dernières années. Il y avait une petite augmentation de la part du secteur primaire dans la nouvelle production totale de 3,7% en 2012 à 4% en 2015 et du troisième secteur de 80,1% en 2012 à 81,8% en 2015, avec une baisse correspondante du secteur secondaire (transformation, énergie, construction, exploitation minière), de 16,2% en 2012 à 15,2% en 2015.

Il convient de noter que, au-delà des problèmes méthodologiques généraux de séparation en secteur primaire, secondaire et tertiaire, ces chiffres sont influencés par le fait qu'un certain nombre d'industries, comme les télécommunications et les transports, sont classées par les statistiques bourgeoises dans le secteur tertiaire. Le problème méthodologique ci-dessus devient encore plus grand en Grèce car le secteur maritime (qui appartient au transport) est traditionnellement le plus puissant secteur de l'économie capitaliste grecque.

La flotte grecque occupe la première place en 2015 à l'échelle internationale, en augmentant la capacité des navires et ayant une part importante dans la flotte mondiale des navires-citernes et des vraquiers, avec un degré élevé d'exploitation des travailleurs du secteur.

Au cours des quatre dernières années la tendance à la baisse du nombre d'employeurs et du nombre de travailleurs indépendants a continué en raison de la crise, alors qu'il y avait une augmentation marginale du nombre d'employés. Plus précisément, le nombre d'employeurs a diminué de 261,000 en 2012 à 248,000 en 2015, le nombre de travailleurs indépendants (les agriculteurs en faisant partie aussi) a diminué de 908,000 à 856,000 et le nombre d'employés a augmenté légèrement, passant de 2,34 millions à 2,35 millions. Le nombre de travailleurs familiaux a été également réduit de 185,000 à 158,000.

Ces changements n'ont pas différencié de manière spectaculaire les proportions entre eux ni leurs pourcentages dans l'ensemble des travailleurs: le pourcentage d'employeurs a diminué de 7,7% à 6,9%, le pourcentage de travailleurs indépendants de 24,6% à 23,7% et le pourcentage d'employés est passé de 63,4% à 65%. Le reste concerne les travailleurs familiaux, dont le pourcentage a légèrement diminué. Il faut tenir compte du fait que ces pourcentages varient légèrement quant à la population économiquement active qui en plus des employés comprend les chômeurs aussi, dont une grande partie provient du travail salarié.

21. Pendant la période de crise la tendance à la concentration-centralisation de l'économie capitaliste grecque a été renforcée. Après une série de fusions et d'acquisitions, les 4 grandes banques systémiques regroupent pratiquement toutes les activités bancaires.

Dans le secteur du commerce on observe une croissance importante de la part de grands groupes commerciaux; dans le secteur des télécommunications, 3 groupes (OTE, Vodaphone, Wind) contrôlent essentiellement l'ensemble du marché, le deuxième plus fort groupe ayant conclu un partenariat stratégique avec le troisième.

Le secteur de l'énergie est dominé par trois grands groupes dans le domaine du combustible qui contrôlent entièrement le raffinage du pétrole, tandis que la concentration dans l'industrie de la construction a été effectuée de façon décisive, les grands groupes s'occupant également de plus petits projets.

Dans l'industrie des métaux, les deux plus grands groupes contrôlent presque 2/3 de l'industrie. Des évolutions similaires sont en cours dans les industries du tourisme et de la restauration, de l'alimentation et des boissons.

22. Les unions impérialistes internationales (OCDE, FMI, Commission européenne), ainsi que la Banque de Grèce, prévoient la reprise de l'économie grecque en 2017-2018, avec l'augmentation des investissements (hors logement) avec la contribution de la nouvelle loi de développement, sur la base du financement communautaire, de l'accélération des privatisations importantes.

Ils prévoient une augmentation des exportations de marchandises en raison de l'amélioration de la compétitivité de l'économie grecque, une augmentation des services (tourisme, transport maritime) et une augmentation de la consommation intérieure résultant de la croissance de l'emploi, du revenu et de l'amélioration des conditions de crédit.

Comme facteurs d'incertitude qui peuvent conduire à des résultats plus négatifs, on distingue la détérioration possible de l'environnement économique international et du progrès de l'UE après le Brexit, l'impact négatif potentiel sur le tourisme et le commerce à cause de l'aggravation du problème des réfugiés et de la situation dans l'ensemble de la région de Méditerranée orientale, et l'impact de la politique du gouvernement (par exemple, hausse des impôts indirects, des charges pour les couches populaires).

Ces observations soulignent l'incertitude des prévisions bourgeoises, en particulier en cas d'une détérioration de la zone euro et d'une augmentation des forces centrifuges.

Il est intéressant de noter que certains grands investissements (par exemple, ports, transport ferroviaire) ne sont pas faciles à mettre en œuvre en l'absence d'un compromis à moyen terme entre les États-Unis, l'UE, la Chine et la Russie dans la région.

La situation de la classe ouvrière, des couches populaires, et la politique gouvernementale

23. Les mesures qui ont conduit à des bouleversements majeurs dans les relations de travail, les salaires, les conventions collectives, les pensions, les prestations sociales, etc., étaient prévues bien avant la crise, par le traité de Maastricht et plus précisément depuis 1993 par le «Livre blanc». Elles concernaient alors tous les pays de l'Union européenne et étaient indépendantes de la phase du cycle de la reproduction capitaliste. Ces restructurations capitalistes et les réformes anti-ouvrières ont servi l'objectif de faciliter la rentabilité capitaliste dans le contexte de l'intensification de la concurrence internationale. Néanmoins, il va sans dire qu'elles deviennent plus urgentes pour le système capitaliste en temps de crise.

Cette planification stratégique était lancée de manière ciblée, méthodique et à long terme par l'UE et les gouvernements bourgeois dans chaque pays. Ces mesures ont été développées rapidement et complètement, en particulier en Grèce, à partir de 2010, avec trois groupes de mesures (mémoires) et dix lois d'application concernant seulement la restructuration des droits du travail (4 lois en 2010, 2 en 2012, 1 en 2013, 1 en 2014, 1 en 2015, 1 en 2016).

En vertu de la stratégie commune sont promues:

- la politique commune pour une réduction drastique des salaires et la promotion des formes d'emplois alternative et à temps partiel. L'abolition dans une large mesure du temps de travail quotidien stable, de l'emploi permanent dans le secteur public et d'un certain stabilité de l'emploi dans le secteur privé. Des changements généraux dans les relations de travail, en augmentant la souplesse et la flexibilité. Ces politiques sont intégrées dans la stratégie de libéralisation du marché du travail au fil du temps et de la tendance d'adapter les salaires ouvriers à des niveaux très bas formés dans le marché capitaliste international.
- La politique commune pour la réduction des services de santé et des services sociaux et surtout en ce qui concerne les systèmes de Sécurité sociale avec l'expansion de la privatisation.
- Des politiques pour la légalisation des agences esclavagistes et l'exploitation des immigrants comme main-d'œuvre moins chère ainsi que comme un moyen de pression pour la réduction globale des salaires.
- De nouvelles restrictions sur le droit de grève, l'action syndicale.
- L'augmentation constante des impôts indirects, entraînant une augmentation des prix des biens de consommation de base (électricité, nourriture, transport, etc.).

La «Stratégie Europe 2020», adoptée par le Conseil européen en juin 2010, est un approfondissement de l'ensemble du cadre anti-ouvrier qui avait été formé. Ces mesures, qui visent à rendre les monopoles

européens, et entre ceux-ci les monopoles grecs, plus compétitifs ne signifie pas qu'ils peuvent surpasser les contradictions du système, le développement inégal, les contradictions inter-impérialistes. Cela est plus clair dans l'UE aujourd'hui, où il est appliqué la «gouvernance économique - semestre européen» et un nouveau «Livre blanc» est préparé, qui sera annoncé au printemps 2017, visant à faire l'UEM plus résistante aux « chocs futurs ».

Les conséquences de la crise économique et les mesures anti-ouvrières prises à travers les mémorandums notoires et les lois d'application ont causé des bouleversements importants, profonds et plus stables dans les conditions de vie et de travail, dans la composition de la classe ouvrière, d'une grande partie de travailleurs indépendants et de petits propriétaires dans les villes et la campagne. La classe ouvrière s'est élargie à de nouvelles parties de couches moyennes détruites des villes et des villages. Plus de parties de la classe moyenne ont approché la classe ouvrière, les sémi-prolétariens sont augmentés. Dans le même temps on avait une immigration accrue, en particulier des jeunes.

Les restructurations et la crise ont réduit la couche de l'aristocratie ouvrière dans le secteur privé et le secteur public, ainsi que les fonctionnaires d'État. Cela ne signifie pas que la bourgeoisie renonce au maintien, au renouvellement et à la création de nouveaux mécanismes pour manipuler le mouvement ouvrier. La différenciation significative, la stratification au sein de la classe ouvrière et des travailleurs salariés plus généralement, reste et augmente, ce qui constitue la base matérielle de formation de l'aristocratie ouvrière.

24. Les données récentes confirment la tendance à l'augmentation de l'appauvrissement absolu de la classe ouvrière. Après la réduction dramatique de la rémunération globale des salariés en 2009-2012 de 85 à 66,1 milliards d'euros, en 2012-2015 elle est passée à 59 milliards d'euros, enregistrant une nouvelle baisse de 10,7%, tandis que la réduction globale par rapport aux niveaux avant la crise est supérieure à 30%. En plus des réductions de salaires, cette réduction drastique de la rémunération globale des salariés reflète naturellement la montée du chômage pendant la crise.

Selon les données de la Banque de Grèce, la rémunération par salarié a reculé de 7% en 2013, 2,1% en 2014 et 2,7% en 2015. La rémunération nominale par salarié a reculé de 24,3 milliers d'euros en 2012 à 21,8 milliers d'euros en 2015, soit une réduction de 10,3%, venant s'ajouter aux réductions de la période 2010-2012 qui ont réduit le salaire nominal annuel moyen de 26,1 à 24,3 milliers d'euros. En termes constants (après prise en compte de l'inflation) la réduction du salaire moyen est supérieure à 20%. Sur la base des données de l'IKA (Institut d'Assurances sociales), la réduction du salaire minimum depuis 2010 est proche de 35%.

Le pouvoir d'achat du salaire brut moyen en Grèce en 2014 atteint seulement 66% de la puissance d'achat moyen des 15 pays les plus avancés de l'UE, de 82% en 2009. Les pertes du pouvoir d'achat des salariés sont encore plus à cause des nombreux impôts de ces dernières années. Compte tenu de tous ces facteurs, on peut estimer que les pertes

totales de niveau de vie des travailleurs vont jusqu'à ou sont proche de 50% dans la période de crise.

L'attaque sur le salaire minimum (réduction de 22% pour les plus de 25 ans et 32% pour les jeunes jusqu'à 25 ans) avait pour effet des rémunérations en 2014 encore plus faibles que celles de début des années 1990.

Les lois de ces dernières années continuent de grever constamment les salaires et le revenu populaire, la vie des familles ouvrières et populaires. Les données présentées reflètent les difficultés rencontrées par les travailleurs, l'état des salaires et les relations de travail.

Les travailleurs à bas salaires représentent environ 60% des travailleurs. En particulier, les travailleurs disposant d'un salaire «net» de moins de 1000 euros atteint 63,17%. En même temps, on a un déplacement vers le bas quant à la classification des employés aux différents échelons. Les employés avec un salaire de 501 à 600 euros ont augmenté de 13,24%, et les employés avec un salaire de 601 à 700 euros de 10,56%.

En ce qui concerne la «mobilité et la flexibilité» du marché du travail résultant des lois récentes et la crise capitaliste, il est révélateur qu'en 2015 les contrats de travail résiliés par les employeurs -avec les «départs volontaires» et l'expiration des contrats à durée déterminée - ont dépassé le nombre d'employés dans la même année.

Les relations de travail se détériorent rapidement. En 2015, le pourcentage des «relations de travail flexibles» (à temps partiel et par tour) dans les nouvelles embauches était supérieur à 55%, quand en 2009 il atteignait 29% et en 2012 45%. Environ 30% des travailleurs du secteur privé sont sous-employés, tandis que 20% travaillent moins de 20 heures par semaine. Dans tous les cas, ces formes d'emploi flexibles s'appliquent à plus de la moitié des recrutements aujourd'hui, ce qui affecte naturellement le niveau de salaire moyen.

La consommation moyenne des ménages en Grèce a été diminuée de 25% dans la période de 2010 à 2014 et est de 1.460 euros contre 1.950 euros en 2010. Au cours de la même période on observe une variation apparente dans le comportement alimentaire du ménage moyen grec. En particulier, les quantités des produits alimentaires consommés ont été différenciées (par exemple, la consommation de viande et de poisson est réduit de 12%). En 2015, 40% de la population connaissaient des privations matérielles, ce qui représente un accroissement significatif par rapport à 24% en 2010.

Le taux de chômage global a légèrement diminué au cours des quatre dernières années, mais il reste extrêmement élevé. En 2015 il atteignait 24,9% par rapport à 27,5% en 2013 et 26,5% en 2014. Le nombre de chômeurs reste très élevé, atteignant 1,2 million. Le taux de chômage est très élevé chez les jeunes (15-29 ans) étant supérieur à 40%. Dans le même temps le taux de chômeurs de longue durée est fortement augmenté (c'est-à-dire les personnes au chômage depuis plus de 12 mois). En 2015, les chômeurs de longue durée étaient 875 000, soit 73,1% de tous les chômeurs, alors qu'en 2012, le taux était de 59% des chômeurs. En outre, les femmes enregistrent des taux de chômage plus élevés que les hommes. En 2015, le taux de chômage chez les femmes était de 28,9% contre 22% chez les hommes. Le taux de chômage chez

les femmes est plus élevé que le pourcentage correspondant de 2012, qui était de 28,1%, atteignant les 618 000.

25. Le récent rapport de la Banque de Grèce confirme la position du KKE que l'amélioration de la compétitivité et la politique pour sortir de la phase de crise a été reposé et reposera sur «les faibles coûts salariaux et le cadre institutionnel qui soutient la flexibilité dans le marché de travail », c'est-à-dire la main-d'œuvre pas cher.

Le SEV (Association des industriels grecs) met toujours la priorité à l'implémentation rapide et efficace du programme du 3^e Mémoire, l'accélération des restructurations et privatisations, la réduction des soi-disant «coûts non salariaux», aux plus grandes incitations fiscales pour attirer des investissements privés. En général, la bourgeoisie du pays (SEV, Union des armateurs grecs, Association des banques grecques) et le FMI et l'UE travaillent dans le même but quant à l'institution des mesures qui augmentent le degré d'exploitation et l'écrasement des droits et des revenus de la classe ouvrière.

Malgré les différences qui existent entre les différents États membres de l'UE, les lignes principales de cette politique sont appliquées fermement partout, les mesures récentes en France et en Italie constituant des exemples éloquentes.

26. Le gouvernement SYRIZA - ANEL fait valoir en faisant de la propagande qu'il suit une orientation différente pour la reconstruction productive capitaliste du pays, par rapport aux gouvernements précédents. Il affiche la proposition de «développement équitable», qui comprend les prétendus nouveaux éléments du passage à l'innovation et la qualité, à l'utilisation des connaissances scientifiques et des technologies spécialisées dans l'intérêt de la croissance de la productivité, l'utilisation de l'État bourgeois reconstitué en tant que levier de développement et principalement du « renforcement de la société et du marché ».

Le gouvernement dissimule que l'utilisation des connaissances scientifiques et de l'innovation pour accroître la productivité n'est pas utilisé dans le capitalisme pour améliorer la situation des travailleurs (augmenter les revenus, réduire le temps de travail), mais pour augmenter les profits du capital. Ceci est démontré par le fait que même dans les États qui ont des positions dominantes dans l'exploitation de nouvelles technologies dans la production et qui ne se trouvent pas dans la phase de crise, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les États-Unis, l'inégalité des revenus augmente rapidement.

La vérité est que la politique du gouvernement non seulement ne conduit pas à une récupération partielle des grandes pertes des couches populaires pendant la crise, mais elle aggrave la situation du peuple. Dans le même temps, les déclarations du gouvernement au sujet d'un État effective cachent que l'État bourgeois fonctionne en faveur du capital et donc les ajustements effectués servent à accroître l'efficacité de ses actions en faveur de celui-ci. Les impôts saignant à blanc le peuple et les réductions des dépenses sociales d'un part, ainsi que l'aide d'État aux groupes nationaux et en général à la rentabilité capitaliste de l'autre part, servent cet objectif.

L'augmentation des impôts indirects, la réduction du seuil fixé pour le paiement de l'impôt, le maintien de l'ENFIA (impôt foncier unifié), la réduction des pensions, l'augmentation des cotisations sociales sont des exemples typiques de l'escalade de l'attaque antipopulaire. En ce qui concerne les travailleurs indépendants et les agriculteurs, la forte augmentation des charges fiscales et d'assurance est combinée à une réduction drastique de leur chiffre d'affaires, ce qui entraîne une grande détérioration de leur position. Au contraire, les groupes monopolistes contribuent moins de 5% aux recettes fiscales annuelles et le gouvernement lance des nouvelles aides d'État à travers la «loi de développement».

Même une reprise ne va pas absorber le chômage, ni de faire un retour à la période avant la crise en termes des acquis et des droits fondamentaux de la classe ouvrière qui ont été obtenus dans le 20e siècle.

Les développements brisent l'illusion sur la possibilité d'une gestion du capitalisme en faveur du peuple, où l'augmentation de la rentabilité du capital sera compatible avec le bien-être des employés et des travailleurs indépendants. Il s'avère que «dans les murs» du pouvoir du capital, de l'UE, de l'OTAN, une politique en faveur du peuple n'est pas possible.

Le processus de réforme du système politique bourgeois

27. La réforme du système politique bourgeois s'effectue sous l'influence significative des développements internationaux, des contradictions inter-impérialistes, des difficultés de cohésion de l'UE et de l'UEM, des contradictions dans les alliances internationales que la bourgeoisie de la Grèce vise à établir dans le cadre de ses efforts pour gérer la transition vers la phase de récupération après la crise de huit ans des années 2008-2016.

Les forces principales du système politique bourgeois concordent dans les objectifs stratégiques de la bourgeoisie, en résumé relatives aux questions suivantes:

- Le processus de relance de l'économie capitaliste.
- La tentative d'un renforcement du pays sur le plan géostratégique, comme centre de commerce et d'énergie.
- Le renforcement du rôle actif au sein de l'OTAN et l'UE.
- La restauration des positions de la bourgeoisie grecque en Europe du Sud et à la Méditerranée orientale qui ont été touchées au cours des années précédentes de crise.

Les différentes opinions entre les partis bourgeois autour des questions de gestion particulières ne contestent pas des éléments principaux tels que la nécessité d'accélérer les restructurations antipopulaires, la participation plus profonde aux projets de l'OTAN, la nécessité pour le relâchement budgétaire et l'aide d'État aux plans d'investissement du capital, etc.

Bien entendu, il ne faut pas que ces objectifs uniformes, l'identification stratégique, dissimulent les contradictions qui existent au sein de la bourgeoisie et qui sont présentes chez tous les partis bourgeois. Ces contradictions -qui s'accroissent objectivement- concernent à la fois les secteurs prioritaires à soutenir de l'économie capitaliste et les choix et les

hiérarchies dans les alliances internationaux du capital. Ainsi, quelques parties de la bourgeoisie grecque sont plus proche du centre allemand, d'autres sont plus proche des États-Unis ou de la France (qui a amélioré son influence sur le pays) et d'autres de la Chine, la Russie, etc.

Les forces politiques en Grèce

28. Au cours des deux dernières années, les gouvernements SYRIZA – ANEL se sont avérés plus efficaces pour le capital, la bourgeoisie en général, mais aussi pour ses principaux alliés internationaux. Ce qui est reconnu par la classe bourgeoise et ses alliés internationaux, au delà du rôle décisif du gouvernement de Tsipras dans la législation antipopulaire pour le soutien de la rentabilité capitaliste (un caractère qui est en effet commun à tous les partis bourgeois), est sa capacité d'« étiqueter le poisson comme viande ». Ils reconnaissent sa capacité à atténuer la résistance du peuple, en se différenciant idéologiquement de la Nouvelle Démocratie, à intégrer dans le système, désorienter, tromper massivement et de façon répétée les couches populaires, quelque chose qui avait eu lieu depuis 1981, sous le premier gouvernement de PASOK.

Ceci est la « carte » essentielle jouée et exploitée par le gouvernement de SYRIZA dans sa confrontation avec les autres partis bourgeois. Bien entendu, cet effort intensifie les contradictions au sein de SYRIZA, bien qu'elles ne se manifestent pas avec la même acuité comme au cours de l'été 2015.

Dans le même temps, SYRIZA fait des efforts pour l'extension au centre-gauche, en bénéficiant de la coopération avec la social-démocratie européenne. Cependant, cette tentative rencontre les rivalités au sein de la social-démocratie et en particulier son vecteur principal en Grèce pendant des décennies, le PASOK. Par exemple, de telles rivalités sont alimentées par le fait que SYRIZA n'a pas réussi à acquérir une forte influence syndicaliste dans plusieurs lieux, tandis que le PASOK est profondément ancrée dans certaines parties de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes. En dépit de ces compétitions, de divers canaux sont maintenus, dans la perspective d'une composition gouvernementale au futur, par l'extension de la majorité gouvernementale au soi-disant « centre », avec un ton de « centre-gauche » plus claire, abandonnant au fur et à mesure la coopération avec l'ANEL.

La tactique du gouvernement de s'emparer de manière vulgaire de l'histoire et des luttes du mouvement ouvrier populaire, d'être présenté comme une puissance communiste, une tactique renforcée par les autres partis bourgeois et les médias, est particulièrement dangereuse. Ce manteau idéologique lui permet de piéger des travailleurs qui ont le sentiment de faire partie de la gauche, qui sont d'origine militante. La tentative d'exploiter l'héroïque Résistance de l'EAM, la lutte de milliers de communistes, de militants de gauche, d'autres militants radicaux constitue un élément de cet effort. En même temps, le gouvernement cherche à faire certains modernisations bourgeoises, et ça pas toujours, en les propageant faussement comme radicales, subversives.

29. La Nouvelle Démocratie (ND), l'opposition actuelle, fait des efforts pour être reconnu comme la formation gouvernementale alternative la

plus cohérente, ayant le potentiel pour une adhésion plus stable aux objectifs financiers. Au cœur de la confrontation avec le gouvernement se trouve l'approche à l'égard des restructurations - réformes, les retards, l'accélération de leur mise en œuvre. Néanmoins, il semble qu'elle n'a pas encore le pouvoir de servir comme un choix direct pour le remplacement du gouvernement de SYRIZA.

Des efforts considérables sont déployés récemment pour mettre en place au sein du système politique un nouveau système bipolaire, le SYRIZA d'une part et la ND de l'autre part constituant le noyau central, avec leur satellites - partenaires gouvernementaux disponibles qui sont nécessaires à cet effet. Leur lutte s'intensifie pour savoir qui sera le représentant le plus effective du capital, qui mettra en œuvre plus efficacement la politique antipopulaire des restructurations capitalistes et des directions de l'UE, du FMI, de l'ensemble du quartet.

En ce qui concerne la social-démocratie, l'émergence de SYRIZA comme le pilier essentiel du pays et sa reconnaissance par la social-démocratie européenne crée des difficultés considérables dans les efforts de réforme de la soi-disant «centre-gauche», comprenant la social-démocratie classique (PASOK), la Rivière (POTAMI) et d'autres configurations politiques plus petits. Compte tenu de la difficulté actuelle de cet espace à jouer un rôle plus indépendant, il y a des luttes et des oscillations concernant la question de servir, en tant que troisième pôle, d'interlocuteur privilégié de SYRIZA ou de la ND.

Il y a deux tendances différentes:

- D'une part, la tendance à la coopération sous conditions avec SYRIZA, à condition qu'il y ait un virage plus substantiel du dernier au centre, qui sera exprimé aussi par les choix de personnes respectifs. Cette tendance semble être soutenue par des cercles de la social-démocratie européenne.
- D'autre part, il y a une tendance à favoriser la nécessité de l'alliance des forces européennes et réformistes cohérentes qui comprennent également la ND sous la direction de K. Mitsotakis.

30. Le «courant eurosceptique» en Grèce est actuellement encore en cours de développement. Les sentiments eurosceptiques, même s'ils existent parmi des forces populaires plus larges et ils font naître des doutes, à travers de divers éléments, quant à l'UEM et l'UE (y compris le référendum en juillet 2015), ils n'ont pas acquis des caractéristiques politiques constantes, ils sont caractérisés par l'incohérence.

Il y a des forces dans tout l'éventail politique du système politique bourgeois suivant cette direction. Le «Trajet de Liberté» (Plefsi Eleftherias) de Z. Konstantopoulou, mais également les opportunistes LAE et ANTARSYA avec quelques satellites plus petits, cherchent à jouer un rôle essentiel. Ces partis et groupes déguisent leur euroscepticisme –avec une gradation entre eux– par quelques slogans anticapitalistes aussi, contribuant ainsi à la désorientation et l'enfermement des éléments potentiellement radicaux dans une version de gestion bourgeoise. Dans l'ensemble, ce sont des forces cherchant à agir comme un barrage à la radicalisation et l'alliance des forces populaires avec le KKE, adoptant essentiellement des positions et des pratiques de SYRIZA, quand ce dernier était encore dans l'opposition. Plusieurs d'entre eux étaient dans les rangs de SYRIZA, l'aidant à devenir gouvernement, ont

occupé des fonctions ministérielles ou ont servi en tant que ses acteurs institutionnels élus, ont contribué à leur manière à donner une excuse pour imposer des politiques anti-ouvrières dures et cultiver massivement des illusions.

31. Il existe également des forces qui ont été détachées de la ND et qui gravitent autour du soi-disant « euroscepticisme ». Les processus au sein de la soi-disant extrême droite ne doivent pas être sous-estimés, même si actuellement ils ont un caractère marginal (par exemple la création de L.E.P.EN. par d'anciens cadres de l' « Aube Dorée », le parti « Nouvelle Droite » de Failos Kranidiotis, le parti « Unité Nationale » de Karatzaferis et de Baltakos, le parti « Association d'Unité Nationale » de Velopoulos, le parti « Première Ligne » de Plevris, le « Front National », le parti « Assemblée de Grecs » de Artemis Sorras, etc.).

Cet espace est également en cours de formation; le résultat final du procès de l'organisation nazie criminelle « Aube Dorée », ainsi que des procédés qui se déroulent chez de sections de la ND contribueront à ce processus.

Les criminels nazis inculpés de l' « Aube Dorée » continuent, en tant que forces de soutien du système, à verser le venin raciste, menant un anticommunisme primitif. Ils ont des diverses interconnexions suspectes avec des centres et des services étrangères, avec des groupes sombres. Dans le Parlement ils prétendant d'être une force anti-systémique, en même temps exigeant plus de privilèges et d'exemptions pour des sections du capital et continuant à agir comme des trafiquants des grands employeurs.

Le fait que la direction de l' « Aube Dorée » fait l'objet de poursuites pénales, alors qu'en même temps elle est acceptée comme un parti parlementaire bourgeois respectable constitue une contradiction apparente qui confirme que la bourgeoisie veut une réserve ayant les caractéristiques de l' « Aube Dorée », mais plus modérée, pour être utilisée plus efficacement pour attaquer le mouvement et dans le cadre l'anticommunisme.

Une caractéristique commune des nazis et d'autres forces politiques nationalistes est l'utilisation des grands flux de réfugiés et de migrants, et de l'anxiété qu'ils causent chez des parties du peuple, pour les désorienter au regard de la cause réelle des problèmes et pour diffuser des idées réactionnaires.

32. Au sens large et en conclusion: Il est une question cruciale à faire face de manière plus décisive à la propagande bourgeoise qui accompagne l'effort de réformer le système politique bourgeois et vise à obtenir le soutien populaire actif.

Il faut faire face à des illusions cultivées systématiquement, notamment que quelque chose positif et dans l'intérêt du peuple peut résulter d'un processus de création de nouveaux partis et de nouvelles alliances gouvernementales. On a par ailleurs l'expérience récente riche du processus de transformation qui a eu lieu pendant la promotion de SYRIZA en tant que réserve gouvernementale pour le système.

Il est également essentiel de dépasser la peur cultivée par rapport à la possibilité d'une instabilité politique, les préoccupations concernant

l'existence de gouvernements bourgeois stables et des majorités parlementaires, les appels à un consensus et à la cohésion. Tous ça a pour objet que les travailleurs facilitent par leur attitude -dans le nom de l'unité nationale- la politique antipopulaire, qu'ils acceptent même des changements institutionnels dans une direction réactionnaire.

À propos de la révision constitutionnelle

33. SYRIZA a présenté une série de propositions de réformes institutionnelles de l'État bourgeois, culminant dans la révision constitutionnelle, les éléments clés étant le changement de la loi électorale et l'augmentation des compétences du Président de la République qui soit élu directement par le peuple. Ce sont des interventions qui sont présentées sous la propagande de « l'élargissement de la démocratie », tout en visant à protéger l'État bourgeois et à assurer les conditions pour une alternance gouvernementale sans problèmes. Les propositions des autres partis bourgeois, en dépit de leurs différences, visent également à renforcer le pouvoir civil.

Ces interventions adaptent le système politique bourgeois à la nouvelle situation créée par la crise capitaliste, les difficultés de sa gestion et l'urgence d'accélérer l'aide d'État à la rentabilité capitaliste au détriment des classes populaires. Tout cela a affaibli la capacité des partis bourgeois à intégrer massivement les classes populaires au cadre des gouvernements constitués d'un seul parti et a augmenté la nécessité d'un consensus plus large entre les partis bourgeois en faveur de la mise en place de gouvernements de coalition. Ce qui précède sous-tend, en grande partie, le long cours de rénovation et d'adaptation du système politique bourgeois aux nouvelles circonstances.

Dans ce sens, une plus grande proportionnalité de la loi électorale ne sert pas le renforcement de la volonté populaire, mais vise à agir comme accélérateur d'adaptation du système politique bourgeois aux besoins actuels de formation de gouvernements de coalition, de grands ou petits coalitions, comme ceux formés dans d'autres pays capitalistes, comme l'Allemagne, la Belgique, etc. La proportionnalité augmente objectivement la pression pour un consensus et une coopération plus large entre les partis bourgeois, et atténue les « petits » intérêts et ambitions.

Il en va de même pour la proposition visant à renforcer le rôle du Président de la République, en augmentant ses compétences réglementaires en cas de difficulté à former le gouvernement, et en le transformant en un point de référence du système politique bourgeois, qui organisera des majorités gouvernementales et de consensus au Parlement. De cette façon, le rôle du Président de la République est relativement renforcé en tant que source de légitimation de l'exécutif et en tant que l'une des constantes de la gouvernance bourgeoise, sans que le Parlement perde le rôle principal.

Dans chaque cas, le système politique bourgeois deviendra plus agressif afin de servir plus efficacement les besoins du capital, la compétitivité et la rentabilité.

Sur la séparation de l'État et de l'Église

34. La question de séparation de l'État et de l'Église ne figure pas du tout dans la révision constitutionnelle proposée jusqu'aujourd'hui par SYRIZA. Le gouvernement soulève –comme « poussière» dans les yeux des gens radicaux - de questions particulières de confrontation avec la hiérarchie de l'Église, qui en contre-attaquant périodiquement glisse vers des positions obscurantistes datant des périodes antérieures de l'existence de l'État bourgeois grec.

Le KKE estime qu'en Grèce la question de séparation de l'État et de l'Église est mûre depuis longtemps, avec tout ce que cela implique pour l'éducation, les procédures rituelles chez des institutions publiques, le mariage civil, l'enterrement civil, la possibilité de crémation, l'attribution du prénom, la question de la propriété de l'Église.

La séparation de l'État et de l'Église et la laïcité de l'État, de l'éducation, de toutes les institutions, était réalisée dans de nombreux pays par la bourgeoisie et son État, même avant la Révolution d'Octobre de 1917 et l'émergence des États socialistes au cours du siècle dernier.

Le KKE continuera à lutter constamment contre tous les efforts de division du peuple sur la base des convictions religieuses. La conscience religieuse est une forme de conscience sociale dans les sociétés de classe, dans les conditions du système capitaliste, et elle survit très longtemps dans des conditions de construction socialiste. Elle ne peut pas être éliminée par décret ou par loi.

La position constante du KKE sur ces questions consiste d'abord à protéger le droit de la liberté religieuse, à ne pas poursuivre la foi religieuse ou l'athéisme, et à assurer l'égalité de traitement indépendamment des croyances religieuses. Dans le même temps, le KKE plaide pour l'assurance de la possibilité de mener un débat idéologique - philosophique autour des questions liées à la fois à la religion en tant que phénomène social et à diverses religions du monde et leur histoire. Dans cette discussion, le KKE intervient en luttant systématiquement contre l'irrationalisme et la pensée métaphysique et en défendant l'interprétation dialectique de la nature et de la société, le matérialisme dialectique et historique.

Sur l'administration locale et régionale

35. L'administration locale et régionale en tant qu'institution de l'État bourgeois qui est structuré objectivement plus proche des masses ouvrières et populaires, a joué tout au long de la crise capitaliste un rôle important dans l'intégration des travailleurs aux besoins du système bourgeois. Ses fonctions ont été adaptées aux nouvelles données de connexion à l'administration centrale (le gouvernement) afin de servir de manière uniforme la stratégie générale du capital, et d'intégrer les masses ouvrières et populaires à travers de divers programmes et interventions. Dans cet effort l'axe de la politique sociale, les divers programmes de l'UE et d'autres visant à « lutter contre la pauvreté et le chômage » ont été utilisés à grande échelle. De nombreux types de structures ont été créés, soit indépendamment ou avec la contribution des ONG, des volontaires, des « coopératives sociales » etc. qui sont inclus dans la « politique de

l'économie sociale ». SYRIZA, avec ses forces gouvernementales et de parti, joue un rôle de premier plan dans ce sens.

Les réformes dans l'administration régionale et locale ont contribué à la discipline budgétaire, l'élargissement de l'imposition antipopulaire, la commercialisation des services et des biens, le renversement des relations et des droits de travail. Elles sont soutenues par l'ensemble du personnel politique bourgeois qui y serve.

Le meilleur suivi détaillé de l'action des autorités municipales et régionales, des forces politiques bourgeoises y travaillant est toujours nécessaire. La confrontation avec la politique de l'administration locale et régionale se fonde sur les problèmes populaires et leur aiguïsement dans le cadre de l'attaque du capital, et doit souligner le caractère de classe de l'État et de ses institutions locales.

Sur l' «Économie sociale et solidaire»

36. Le système politique bourgeois, de manière plus marquée au cours des dernières années, présente le secteur de l'« Économie sociale et solidaire» comme étant le «troisième secteur» de l'économie, après le secteur public et le secteur privé, qui prétendument assume des activités en tenant compte non seulement des profits, mais aussi des besoins sociaux aiguïsés.

L'« Économie sociale et solidaire» vise à « innocenter » la route capitaliste de développement, en présentant prétendument la possibilité d'avoir des activités économiques au sein du capitalisme dont le seul but est de satisfaire les besoins sociaux. C'est un terme trompeur, à la fois parce que les secteurs public et privé dans le capitalisme répondent aux besoins de la reproduction élargie du capital social, et parce qu'au sein du capitalisme toute activité privée n'ayant pour bût le profit est sans importance économique.

L'«Économie sociale et solidaire» est utilisée par l'État bourgeois comme un mécanisme pour réduire davantage les prestations sociales de l'État, en transférant la responsabilité d'un nombre d'activités à elle. Avec les Municipalités et les Régions servant de vecteurs essentiels, elle contribue principalement à disculper les entreprises. Entre autres choses, elle se développe dans les domaines des services sociaux, en lieu et place de la nécessité des embauches massives permanentes et des mesures de soutien supplémentaires des chômeurs. Elle aide à éliminer des droits du travail et d'autres droits des travailleurs, en utilisant le «volontariat», qui bien sûr n'a rien à voir avec la solidarité populaire et la véritable offre volontaire.

Dans le même temps, l'« économie sociale » ne concerne pas uniquement les prestations sociales de l'État, mais à travers des « entreprises coopératives sociales » elle s'étend à de nombreux secteurs de l'économie (par exemple le secteur de la construction) et est utilisée comme un mécanisme de réduction temporaire du chômage élevé. Essentiellement, l'« économie sociale » sert comme un levier additionnel pour la détérioration des relations de travail et une nouvelle augmentation du degré d'exploitation, avec le travail « volontaire », les horaires extensifs et les bas salaires des travailleurs dans ce domaine, au nom du « caractère

social» de ces activités. Dans le cadre de l'UE, un « Corps européen de solidarité » est mis à place de 100.000 volontaires pour la «répondre aux situations de crise» dans ses États membres.

Dans l'ensemble, la position du Parti que le système politique bourgeois dispose encore des possibilités de fermer les fissures est confirmée, dans la mesure où le mouvement ne le menace pas de manière uniforme par son organisation, sa massivité et la direction de sa lutte. La principale conclusion est que la lutte du mouvement ouvrier-populaire doit être dirigé entièrement contre la bourgeoisie et ses partis, pas seulement contre la majorité gouvernementale chaque fois.

Quatrième Chapitre

Évaluation de l'action et les nouvelles tâches du Parti et de sa Jeunesse jusqu'au 21e Congrès

Évaluation générale du travail des quatre dernières années dans le but de renforcer le Parti et la KNE

37. Le Parti après le 19e Congrès a travaillé dans des conditions complexes et, dans une certaine mesure, nouvelles aussi. Les développements politiques et la réorganisation des forces politiques bourgeoises, les batailles électorales répétées, le gouvernement social-démocrate de SYRIZA ont apporté à la surface de nouvelles questions exigeant une préparation politique, idéologique et organisationnelle élevée de la part du Parti, une plus grande exigence à tous les niveaux, du Comité central jusqu'aux Organisations de base, pour y faire face.

Le Parti, muni des décisions de son 18e et 19e Congrès, a lutté dans ces conditions complexes sans osciller sur l'axe principal qui définit son caractère d'avant-garde idéologique-politique organisée de la classe ouvrière. Il a essayé d'améliorer son action pour que la mise en œuvre des tâches de regroupement et de développement de la lutte populaire autour de problèmes quotidiens aigus soit intégrée dans et liée à la fermentation et la lutte pour la mission historique de la classe ouvrière, l'abolition des rapports sociaux d'exploitation et leur remplacement par les relations socialistes - communistes. Il a essayé de connecter toute lutte économique et politique sous n'importe quel rapport de forces avec la tâche politique principale, la lutte pour le pouvoir ouvrier révolutionnaire, et de repousser l'attaque anticommuniste.

Il est confirmé qu'alors que la lutte pour des problèmes aigus reste importante, elle ne suffit pas. En revanche, la nécessité que la lutte soit dirigée vers la rupture, le renversement, que son contenu soit anticapitaliste, apparaît encore plus clairement.

L'objectif pour un «Parti tout terrain» reste à réaliser. Dans cet effort on utilise à la fois l'expérience positive que nous avons acquise dans tous les aspects de notre travail (massive, idéologique, organisationnelle) et l'expérience négative correspondante.

Au cours des quatre années après le 19e Congrès on avait quelques changements importants au sein du système politique bourgeois, la plus caractéristique étant l'émergence de SYRIZA en tant que parti au gouvernement, en collaboration avec l'ANEL. Finalement, le gouvernement SYRIZA - ANEL résultant des élections législatives du 25 janvier 2015 a signé le 3e Mémoire avec l'UE, la BCE et le FMI, qui contenait bien sûr les nouveaux paquets de mesures anti-ouvrières -antipopulaire. Sa

« réussite » anti-ouvrière - antipopulaire a été réalisée avec le consentement et l'appui de l'opposition (ND), du PASOK et de POTAMI.

La « réussite » remarquable de SYRIZA par rapport aux gouvernements précédents de la ND et du PASOK était la significativement plus grande capacité à manipuler des forces ouvrières-populaires en cultivant à grande échelle de fausses attentes et puis les décevant. Dans son effort, SYRIZA a exploité des perceptions des périodes précédentes qui restent dans la conscience de larges masses ouvrières-populaires. Ces perceptions concernent la nature des marchés, le rôle du parlement bourgeois et de la démocratie bourgeoise, le rôle des « forces étrangères » déconnecté des choix de la bourgeoisie du pays, etc.

38. Pendant ce temps, le KKE a résisté fortement aux pressions à soutenir ou à tolérer cette politique, il a mis en garde contre et a révélé le vrai caractère de SYRIZA, sa relation avec les capitalistes nationaux et étrangers, avec divers centres impérialistes. La vie a clairement justifiée les estimations et les positions du KKE sur la nécessité de diriger la lutte du peuple contre le capital, les unions impérialistes, les partis bourgeois, libéraux et sociaux, anciens et nouveaux.

Le KKE a lutté contre l'ensemble de l'opportunisme, qui, à travers des forces entourant SYRIZA, essentiellement exerçait des pressions sur le KKE pour qu'il adopte une politique de gestion et d'humanisation du système capitaliste pourri.

Tout au long des 4 années, le KKE a répondu avec succès à la lutte idéologique et politique contre:

- L'objet de le marginaliser, mais aussi contre l'effort de le classer parmi les partis du système, selon la perception qu'«ils sont tous les mêmes ».
- Les attaques d' « amitié », d'abord par SYRIZA et plus tard par l' « Unité populaire » (LAE) et par d'autres forces opportunistes, pour qu'il suive la ligne « anti-mémorandum », au nom de la revendication d'une soi-disant «répartition plus équitable dans des conditions de sacrifices ».
- La diffamation, la distorsion, la révision du rôle du KKE dans le mouvement de libération dirigé par l'EAM, et surtout du caractère du DSE.
- L'anticommunisme et l'antisoviétisme, le fascisme-nazisme, la xénophobie et le racisme.
- La perception que le capitalisme, malgré ses problèmes inhérents, la crise économique, la concurrence, et même les guerres, est le système le plus durable qu'on peut moraliser et humaniser.
- La perception opportuniste que le changement du rapport de forces (entre classes rivales et leurs alliés) peut commencer en changeant le rapport dans le Parlement, avec l'accession du parti ouvrier-populaire au gouvernement au sein du capitalisme, et puis respectivement au niveau du Parlement européen et des organes de l'UE et de la zone euro.

Le KKE a développé des vastes activités idéologiques-politiques internes et publiques contre les illusions parlementaires, la politique de réforme (réduite à la reconnaissance et la revendication des «étapes de transition» entre le capitalisme et le socialisme-communisme), qui prévalait pendant des décennies et continue à prévaloir dans le mouvement communiste international. Cette bataille pionnière n'a pas été menée seulement dans les lignes du parti, de la KNE et parmi ses supporteurs, mais elle a été

déployée parmi ceux qui collaborent avec lui, au sein du mouvement plus généralement.

Tout au long de cette lutte, les outils idéologiques-politiques du Parti étaient la «Revue communiste», le journal « Rizospastis », les éditions de « Synchroni Epochi », le portail 902.

39. En 2015, la durabilité du Parti dans des conditions d'une grande pression idéologique-politique pour qu'il abandonne sa stratégie ou pour qu'il soit isolé des masses ouvrières-populaires, a été mise en évidence à travers divers indicateurs. Les forces du Parti et de la KNE ont été renouvelées.

Une légère tendance s'est manifestée au rétablissement du Parti à la suite des effets négatifs résultant de la réforme continue depuis 2012 de la social-démocratie en faveur de SYRIZA, des effets contradictoires de la crise économique sur les attitudes des masses ouvrières-populaires. Cette tendance s'est manifestée dans des conditions de montée du courant réformiste et même du courant fasciste, d'une retraite globale du mouvement ouvrier révolutionnaire, d'un renversement généralisé de la construction socialiste, et d'érosion opportuniste du mouvement communiste dans le monde.

Le Parti a été muni de nouvelles élaborations et décisions concernant son action parmi les jeunes, à travers le processus de la «Conférence nationale pour la jeunesse et son mouvement, notre action parmi les jeunes âges» (Décembre 2013), et aussi le processus lui-même de la tenue du 11e Congrès de la KNE (Décembre 2014).

Il a mené la Session Plénière du CC (Décembre 2015) sur le regroupement du mouvement ouvrier syndical, le travail du Parti dans la classe ouvrière et la construction du Parti, mettant à jour et équipant le Parti et le mouvement des décisions et des objectifs de lutte dans les conditions actuelles.

Il a mené la lutte pendant des élections successives: les élections générales (en janvier 2015 et septembre 2015), le référendum frauduleux et désorientant pour le peuple (juillet 2015), les élections européennes et les élections municipales et régionales (mai 2014). Dans toutes ces batailles il a développé un travail éclairant important, en discutant la proposition politique et les positions du KKE avec de larges masses de travailleurs, d'autres couches populaires.

On avait un plus grand regroupement des forces au sein du PAME, son influence sur des forces militantes de petits et moyens agriculteurs, de travailleurs indépendants a augmenté. Les activités des femmes dans le mouvement des femmes radicales se sont intensifiées. L'influence politique du Parti, de la KNE dans les universités et les collèges techniques a augmenté.

Au cours des deux années qui ont suivi le 19e Congrès, le CC a discuté spécifiquement des «questions d'amélioration de l'éducation à l'intérieur du Parti et d'amélioration du travail idéologique », en confirmant que la relation de la théorie révolutionnaire et de l'action politique révolutionnaire est fondamentale pour l'identité communiste du Parti. On a organisé plus d'écoles d'éducation marxiste au niveau des Organisations régionales et sectorielles du Parti et de la KNE. On a enregistré une

augmentation dans la circulation des livres idéologiques - politiques - historiques de « Synchroni Epochi », surtout l'augmentation constante de la circulation de la «Revue communiste». Le nombre de visites aux médias en ligne du Parti est augmenté aussi (portail 902, sites internet du KKE, de son archive, de la KNE, de « Rizospastis », etc.). Le CC, en considérant que la circulation de ses publications constitue un indicateur infaillible de renforcement de la conscience communiste, a fixé des objectifs pour l'augmentation de leur circulation en 2018, en l'honneur du 100e anniversaire du Parti.

En particulier, lors d'une réunion spéciale, le CC a porté sur la nécessité d'une diffusion accrue de son organe journalistique d'instruction « Rizospastis », quotidienne et du dimanche, et de son étude, en tant que partenaire irremplaçable et dirigeant dans l'activité quotidienne de chaque membre et cadre du KKE et de la KNE.

Le travail d'instruction politique doit se mettre en adéquation avec les besoins courants. L'échelon essentiel est l'Organe de section

40. Malgré cette légère tendance ascendante, le CC continue à apprécier son action d'instruction et le niveau d'intervention des organisations du parti et de la jeunesse en fonction des besoins objectifs de la complexe lutte de classe.

La résolution politique du 19ème Congrès estimait que *«Du CC aux cellules, les organes du Parti doivent mettre en adéquation leur action avec les besoins de la lutte de classe. Ils doivent devenir un véritable état-major de la lutte, utiliser tout foyer de résistance venant de la base, en généralisant l'expérience de la lutte. Les organisations du Parti doivent multiplier leurs initiatives pour le rassemblement et l'organisation des masses populaires. Les supporters du Parti doivent être informés de manière systématique et permanente et des propositions qui émergent de l'expérience de la lutte de classe doivent être utilisées et incorporées dans l'organisation de notre action».*

L'objectif ci-dessus, qui résume aujourd'hui toujours les exigences de la lutte, reste à atteindre par tous les organes, du CC aux cellules de base et cela malgré les importantes avancées réalisées. Il est lié au renforcement de la capacité du Parti à agir en tant que « Parti tout terrain », à rassembler des forces dans toutes les situations, tant aux conditions de victoire de la contre-révolution, de recul du mouvement, de crise économique et de liquidation des conquêtes sociales accomplies au cours des années, de conflits impérialistes locaux ou d'une guerre plus générale, qu'aux conditions de montée subite de la lutte de classe, de révolte des masses, d'apparition objective de situation révolutionnaire.

La construction d'un tel Parti aujourd'hui, d'un parti capable d'agir au niveau idéologique-politique de façon plus décisive pour l'organisation et la mobilisation des masses populaires, est une responsabilité primordiale du CC du Parti, des comités régionaux et du Conseil Central de la KNE. Tout de même, l'échelon qui doit être renforcé de façon décisive est l'organe de section, ce qui nécessite bien entendu l'amélioration et la spécification du travail d'instruction des organes mentionnés ci-dessus.

La notion de spécification est souvent comprise de façon formelle, se limitant à des références aux associations et aux organes locaux, aux usines locaux, à la municipalité de proximité etc. Or, spécification veut dire de l'aide du CC et des Comités régionaux aux organes de section pour que ces derniers développent la capacité d'adapter les orientations générales à la situation de leur espace de responsabilité, en tenant compte des aspects tels que la composition sociale, le véritable niveau de vie, des perceptions spécifiques etc. et de ne pas simplement les répéter, ce qui mène à une perception stérile et formelle de l'organisation et de la vérification de notre travail. Par la suite, les organes de section doivent généraliser leur propre expérience, fournissant ainsi de la nouvelle matière à l'élaboration des orientations et des analyses centrales. Pour développer cette capacité, il faut être capable de suivre et d'analyser les effets des développements généraux dans son espace de responsabilité. La spécification comprend aussi hiérarchisation des objectifs en fonction des objectifs centraux concernant le regroupement du mouvement ouvrier, la concrétisation de l'alliance sociale, la maturation idéologique et politique des cadres, la conduite d'une lutte idéologique tant indépendante qu'au sein du mouvement. Il s'agit d'actions qui servent la même direction de lutte, sans pour autant être identiques en ce qui concerne leur profondeur et le but de la lutte de classe.

À ce jour, les mesures et la vérification dans les organes de section n'ont pas acquis cette orientation. Par conséquent, les organes peinent à suivre les développements dans leur périmètre et tirer des conclusions de leur expérience, tandis que, souvent, la vérification se limite exclusivement ou principalement aux résultats quantitatifs de notre travail. La question n'est pas uniquement ou principalement une question d'organisation, même si elle en est en ce qui concerne la partie de la prise de mesures et du suivi de leur concrétisation pour développer cette capacité. Il va sans dire que pour cela, il faut entre autres valoriser la critique et autocritiques collectives de l'histoire de la construction socialiste et du mouvement révolutionnaire, international et du pays, étant donné que l'expérience individuelle ou même l'expérience collective partielle ne suffisent pas.

Le fait de sous-estimer la position que même l'action d'avant-garde la plus poussée ne conduit pas spontanément à la capacité d'élaboration et de généralisation, qu'elle ne peut pas, à elle seule, contribuer à la maturation et à la prise de conscience politique et de classe, joue un rôle sur cette inadéquation du travail d'instruction avec les exigences actuelles. Sur cette question, il faudra rejeter des conceptions erronées exerçant sur nous une force d'inertie venant du passé. La lutte quotidienne d'avant-garde et le tissage de liens plus étroits et plus solides dans les lieux de travail peuvent contribuer de façon déterminante à la prise de conscience politique seulement s'ils se développent simultanément avec l'intervention politique et idéologique du Parti.

Autrement dit, il faut avoir développé un certain niveau de pensée matérialiste et dialectique à côté des réflexes de classe et de l'attitude communiste spontané. Il faut encore conquérir une bonne connaissance des conclusions, collectivement élaborés, de l'histoire du Parti et du mouvement communiste international couplée à un niveau minimum, mais satisfaisant, d'assimilation des thèses de la philosophie dialectique-matérialiste, de l'analyse marxiste de l'économie capitaliste, des lois

scientifiques de la société socialiste-communiste et des conclusions tirés de la construction socialiste au 20e siècle. Enfin, il faut avoir une bonne connaissance des thèses et des élaborations du Parti sur toute une série de questions économiques, sociales et politiques.

Seulement si nous conquérons ces caractéristiques, le travail d'instruction prendra-t-il un contenu de fond, dirigeant les organes et les cellules à suivre les questions générales et spécifiques de la lutte, à l'élaboration et à la spécification de notre intervention et à la généralisation de l'expérience tirée de cette intervention. La question essentielle à laquelle nous devons nous attaquer n'est pas seulement celle de combien nous travaillons mais aussi celle de comment.

L'effort pour que les organes contribuent de façon spécifique à la lutte idéologique-politique en tant que élément essentiel du planification et de la vérification de leur travail aide objectivement à l'assimilation de nos élaborations, pousse à étudier notre théorie, à utiliser le « Rizospastis », la « Revue communiste » et le livre politique, alors que, dans le même temps, cet effort alimente avec de la nouvelle matière (événements, questions, opinions, thèses) les élaborations et orientations centrales.

Une difficulté supplémentaire que rencontre cet effort est que le Parti est affecté par la tendance générale, observée dans la société, de remplacer la connaissance par l'information. Dans une mesure importante, la relation des communistes avec la lecture s'est rompue. Il en résulte de fait, avec tout un tas d'autres problèmes, un danger d'écart et de différence de niveau ayant de multiples conséquences sur la collectivité et la vérification.

Un critère d'avancement de notre travail d'instruction est le renforcement de la capacité de nos forces à promouvoir la stratégie du Parti en opposition aux choix stratégiques et aux éventuelles adaptations de la politique bourgeoise, à créer des conditions pouvant contribuer au regroupement du mouvement ouvrier et à l'avancement de l'alliance sociale, au rassemblement, à la concentration et à la préparation des forces ouvrières et populaires pour la lutte pour le pouvoir. Un autre critère d'avancement est la capacité de nos forces à étayer la supériorité du socialisme, à orienter de manière efficace le mécontentement populaire envers le véritable adversaire, parant ainsi les tentatives de la bourgeoisie de canaliser ce mécontentement à des canaux anodins pour le système. On doit bien sûr prendre en considération le niveau idéologique-politique des masses, pas pour se résigner et limiter nos efforts en fonction de ceci, mais plutôt comme une condition pour son renforcement.

Atteindre le niveau idéologique et politique que la situation actuelle commande est un processus très exigeant et continu, qui doit se développer en parallèle avec l'action d'avant-garde dans les luttes ouvrières et populaires.

41. Une base idéologique – politique solide des organes est une condition préalable à leur fonctionnement en tant que véritables états-majors de lutte, au relèvement de l'esprit d'initiative des organisations du Parti en ce qui concerne le rassemblement et l'organisation des masses populaires, à l'utilisation et à l'intégration, dans le planification du travail

du Parti, des propositions qui émanent de l'expérience de la lutte de classe. Il s'agit d'une condition préalable, entre autres, au développement d'un front idéologique-politique réussi dans les secteurs industriels et autres de l'économie capitaliste, dans tous les niveaux du système d'éducation, dans la culture et les sports, dans le mouvement paysan et celui des travailleurs indépendants dans les villes et enfin, à l'égard de la question de la parité et de l'émancipation des femmes.

Le travail continu pour le développement de la base idéologique des organes et de chacun de leurs membres, est une condition pour le développement de la capacité d'éducation de masse du Parti, pour l'amélioration des moyens d'éducation et de propagande du Parti et pour la spécialisation des cadres dans ce secteur très exigeant.

Les Organes de section doivent discuter des questions plus larges de façon planifiée dans les assemblées des cellules, d'en extraire de l'expérience et d'essayer de la généraliser au niveau de l'organe. L'hiérarchisation nécessaire de la discussion de telles questions par les organes ne doit pas mettre en retard d'autres problèmes de la vie quotidienne des familles ouvrières et populaires. Pour répondre à ces problèmes, la bourgeoisie met en œuvre des dispositifs et des services divers aux lieux de travail, aux quartiers et aux lieux d'éducation, intervenant ainsi de façon drastique (municipalités, ONG, l'Église, de divers services d'État, les forces de répression etc.).

42. Il existe d'autres questions de notre travail d'instruction que nous devons prioriser suivant le bilan du travail du Parti :

- L'utilisation quotidienne de la presse du Parti en tant que outil pour une instruction plus directe et plus efficace, pour transmettre la ligne sans trop de longues démarches. Cette question est liée directement à celle de l'augmentation de la diffusion de « Rizospastis » et d'autres éditions du Parti. Il s'agit d'une obligation individuelle de chaque membre du Parti et une condition incontestable pour que les communistes agissent dans un esprit d'instruction et d'avant-garde là où ils travaillent, habitent ou font leurs études.
- Le travail d'instruction suivant les objectifs du regroupement du mouvement ouvrier et de la constitution de l'alliance sociale. Cette question est liée à l'organisation et la mobilisation des forces ouvrières-populaires et au fonctionnement et l'action des organisations du mouvement, tout en étant assez complexe surtout en ce qui concerne les organes dans les quartiers, sans pour autant qu'elle soit résolue pour les organes de secteur. Toute la disposition et la répartition de travail des organes doivent soutenir cet effort. D'importance cruciale sont l'intégration de ce travail dans tous les quartiers des grandes villes et des petites villes de campagne, l'organisation des travailleurs aux syndicats et leurs antennes dans tous les branches de la Fonction publique et du secteur privé, ainsi que l'organisation des travailleurs indépendants en ville et dans la campagne, des élèves, des étudiants et des femmes issus des familles populaires. Dans le même temps, il faut insister sur l'organisation de l'action conjointe des forces populaires à travers des Comités

populaires et d'autres formes de rassemblement, pour approfondir le contexte de la lutte, pour la promotion de l'alliance sociale sur une ligne anticapitaliste – antimonopoliste ayant comme objectif le pouvoir ouvrier. Ceci doit être l'objet essentiel du travail d'instruction de la part des organes.

- La concentration et la disposition de nos forces suivant les critères de la construction des organisations du Parti dans des secteurs critiques (secteurs industriels et d'importance stratégique), de l'organisation des travailleurs et en particulier, les jeunes travailleurs, dans le mouvement. Malgré les avancées significatives sur cette question, il faudra se tourner de façon plus audacieux envers les travailleurs qui sont dans les tranches d'âge dites productives et de réorienter nos forces convenablement.
- La capacité et la préparation pour des ruptures soudaines de la lutte de classe. Il s'agit de la préparation idéologique et politique et des mesures pour l'atteindre. En particulier, il s'agit des mesures qui doivent être prises dès aujourd'hui dans une série de secteurs, de l'instruction et de l'éducation pour intervenir et construire des organisations du Parti dans une série de secteurs d'importance stratégique liés à la capacité d'action dans une situation évoluant rapidement.

Les axes principaux de l'intervention idéologique du Parti

43. D'ici le 21^e Congrès, le cœur de notre travail idéologique reste toujours l'assimilation plus approfondie du programme du Parti, des conclusions de la construction socialiste dans l'URSS, de ceux émanant de l'histoire du Parti de sa fondation à la crise de l'année 1991 et de ceux de l'histoire du mouvement communiste international.

Nous avons conquis un degré important d'assimilation, par les membres du Parti, de la KNE et par des supporteurs du Parti, des aspects du programme liés au caractère socialiste du changement révolutionnaire et aux traits fondamentaux de la société socialiste-communiste qui peuvent objectivement donner une issue aux questions sociales aiguës, aux besoins modernes de la classe ouvrière et des couches populaires.

Or, nous devons approfondir sur les aspects du programme liés à la relation entre les conditions subjectives et objectives nécessaires pour que le conflit de classe prenne un caractère de renversement révolutionnaire. À cause du rapport de forces négatif au niveau mondial, il existe toujours le danger de sous-estimer la nécessité de développer le facteur subjectif dans des conditions non révolutionnaires. Et à l'envers, en essayant de parer ce danger, on pourrait sous-estimer le rôle de l'aspect objectif dans l'évolution du rapport de forces entre les classes opposées. La bonne compréhension de cette relation nécessite qu'on se rende compte des contradictions internes du capitalisme qui mènent à des crises économiques profondes, à des crises dans les partis bourgeois, à l'aggravation des contradictions dans le cadre des alliances impérialistes et à une éventuelle escalade militaire de ces contradictions.

Le PC, en tant que parti qui se trouve en face des partis de gestion bourgeoise, doit suivre ces développements, afin d'être capable, tant qu'il peut, les aggraver et les utiliser au profit du renversement révolutionnaire.

Il faut garder en tête qu'il existe une extrême fluidité dans les développements et les procédés au sein du système capitaliste mondial et de l'économie capitaliste. Ce qui semble aujourd'hui être immobile, immuable, peut changer soudainement demain. D'autant plus que s'accumulent actuellement des éléments pouvant conduire à des changements abrupts. Dans ce sens, nul ne peut anticiper le cours des choses, la possibilité pour des brèches à ouvrir, pour l'avènement de la possibilité et des conditions pour des renversements soudains au rapport de force. Il en résulte qu'il faut être prêts et préparés ; des caractéristiques qui sont développés au quotidien dans des conditions non révolutionnaires.

Un autre aspect de la même question est la meilleure compréhension de la relation dialectique entre le rapport de force de la lutte de classe à l'intérieur du pays, au niveau régional et à l'international. Le fait que pour chaque PC la priorité est l'instruction de la lutte de classe dans son pays afin d'abolir l'exploitation, ne contredit pas l'importance du rapport de force régional (au moins) pour l'évolution de la lutte de classe dans un pays ou un groupe de pays.

L'histoire des périodes de montée révolutionnaire du mouvement ouvrier et des révolutions ouvrières montre que la difficulté principale pour les forces révolutionnaires a été le manque des conditions subjectives pour la victoire de la révolution au moment du déclenchement de la situation révolutionnaire et pas l'existence, aux pays de proximité, des conditions de stabilité capitaliste capables d'étouffer le révolte dans un pays ou un groupe de pays.

44. Un aspect déterminant de la mise en œuvre de la stratégie révolutionnaire est la relation entre la guerre impérialiste et la déstabilisation du pouvoir bourgeois dans toutes ses formes. L'aggravation de la crise économique et l'escalade éventuelle des contradictions inter-impérialistes pouvant conduire à des conflits militaires ou même à une guerre impérialiste généralisée pourraient créer une situation de déstabilisation du pouvoir bourgeois tant en Grèce qu'à d'autres pays de la région.

Dans le cas de la participation de la Grèce à une guerre impérialiste et à des ingérences impérialistes, le Parti devra mener l'organisation de la lutte ouvrière-populaire pour que la Grèce sorte de la guerre, défendant ainsi les intérêts de la classe ouvrière et du peuple. Cela veut dire pas seulement vaincre un assaillant impérialiste éventuel, qu'il soit un « allié » ou un « adversaire » temporaire de la classe bourgeoise du pays, mais aussi vaincre complètement cette dernière. C'est la seule façon de rendre possible le passage du pouvoir aux mains de la classe ouvrière et l'issue de la barbarie du système capitaliste qui, lorsqu'il domine et pourrit, alterne entre la guerre et la « paix » impérialiste avec le pistolet sur la tempe des peuples.

Dans l'éventualité d'une telle guerre, le CC devra se montrer prêt à évaluer le cours de la guerre impérialiste pas à pas, pour intervenir à temps et avec succès et pour préparer les forces ouvrières-populaires. Il peut y avoir une longue période de participation du pays à une guerre impérialiste, sans avènement de situation révolutionnaire, surtout dans le cas d'une invasion/occupation. Certes, il faudra d'un travail particulier dans des conditions non révolutionnaires pour réussir à mettre les bases pour la défaite de la bourgeoisie du pays et celle de l'étranger. Il s'agit d'un travail ayant des difficultés particulières qui ne se résolvent pas simplement par quelques slogans vagues de condamnation ou de sortie de la guerre. Ce travail comprend aussi des questions complexes que l'avant-garde politique doit étudier constamment.

Dans son intégralité, la maturité du facteur subjectif lors de la situation révolutionnaire est aussi déterminée par le travail que nous faisons aujourd'hui, à savoir le travail de maturation idéologique-politique, d'assimilation du Programme du Parti, de capacité d'action dans toute sorte de situation et de formation des masses ouvrières-populaires à l'action d'orientation anticapitaliste-antimonopoliste aujourd'hui.

En parallèle avec la compréhension plus approfondie des sujets ci-dessus dans la dialectique des aspects objectifs-subjectifs pour la révolution, il faut conquérir aussi l'endurance communiste nécessaire pour qu'un communiste continue à lutter dans des conditions non révolutionnaires sans être assimilé lors de la période relativement « légale » et « paisible ».

Voilà la question-clé à laquelle vont faire face les nouvelles générations des communistes, tant au niveau idéologique qu'à celui de l'attitude qu'elles devront adopter. L'ensemble de l'activité menée à ce jour à l'approche de la célébration des 100 ans de vie du KKE, a eu un impact très positif et à plusieurs niveaux sur les communistes et surtout sur les jeunes communistes. Les objectifs pour honorer cet anniversaire, programmés d'ici deux ans, sont liés aussi à la maturation, à la formation et au renforcement de la combativité et de la morale de la KNE et de ses amis.

45. Devant l'activité idéologique et politique pour célébrer l'anniversaire de 100 ans du KKE et de 50 ans de la KNE, le travail de formation sur le caractère socialiste de la révolution, du pouvoir et de l'économie devra s'approfondir en ce qui concerne son contenu et l'explication des causes et du caractère des renversements contre-révolutionnaires. Une condition pour ce faire est de confronter l'offensif bourgeois et opportuniste, « armés » de la connaissance des lois scientifiques des sociétés capitaliste et socialiste-communiste.

Il existe toujours des faiblesses significatives dans la compréhension de ces lois scientifiques, manifestées dans des idées telles que celle de la « désindustrialisation » à cause de la crise économique, celle de la perte de « identité grecque » à cause du renforcement des mécanismes de contrôle de l'UE ou à cause des acquisitions-fusions des grands groupes, ou encore celle de la « particularité grecque » en ce qui concerne l'importante proportion de l'activité économique attribuée au secteur de services par les analyses bourgeoises, ou celle de la « sous-

consommation » ou de la « sur-consommation » ou, enfin, celle de la présentation de la méthode de gestion de la dette publique comme une cause de la crise économique etc.

Un autre problème du même genre est l'association erronée de l'entreprise publique capitaliste à l'unité de production socialiste. Hormis les thèses du Parti sur le sujet, il faut aussi que les objectifs de lutte dans le mouvement syndical ouvrier aident à renforcer la lutte contre cette association et à mettre en évidence la distinction complète entre ces deux formes d'organisation de la production. Les aspects similaires tels que l'effort pour minimiser les dépenses de travail ou de matières premières, ne doivent pas cacher la différence de fond entre les deux, une différence qui vient du fait qu'il existe des relations de propriété des moyens de production radicalement différentes qui donc, profitent à des forces sociales différentes.

De plus, dans les thèses du Parti et les objectifs de lutte du mouvement syndical ouvrier, on doit renforcer la mise en avant des besoins ouvriers-populaires contemporains, qui sont déterminés par les capacités de la science et de la production, ainsi que la mise en avant des conditions préalables à leur satisfaction.

Ils sont donc nécessaires une compréhension approfondie des lois scientifiques de mouvement de l'économie capitaliste et des caractéristiques spécifiques à chaque phase et conjoncture, une analyse des développements économiques et politiques actuels (chômage, baisse de salaire, changement de gouvernement etc.) à travers ces lois scientifiques ainsi que leur opposition aux lois scientifiques de la production socialiste et leurs conséquences pour les producteurs de richesse.

46. Il est nécessaire d'assimiler la thèse que seulement la classe ouvrière est une classe objectivement révolutionnaire, le maçon de la société socialiste-communistes et donc, la force en chef par rapport aux autres forces populaires. Seul le mouvement ouvrier peut acquérir des caractéristiques révolutionnaires, lui seul peut évoluer à un mouvement révolutionnaire conséquent en terme de classe, tandis que les mouvements d'autres forces populaires ne peuvent pas devenir des porteurs conséquents du rejet de la propriété individuelle aux moyens de production. Il faut encore assimiler la thèse que le rôle de chef objectif de la classe ouvrière dans la révolution profite objectivement aux travailleurs indépendants (producteurs de marchandises individuels) aussi, leur donnant une issue aux problèmes actuels à travers la perspective de leur intégration dans le travail directement social. Le KKE garantit, en tant que l'avant-garde ouvrière idéologique et politique en Grèce, la mise en avant de la nécessité d'action commune des travailleurs indépendants et de la classe ouvrière dans un cadre capitaliste, mais aussi leur intégration sans problème dans la production sociale directe dans un cadre socialiste-communiste.

Les efforts pour développer la lutte anticapitaliste et la lutte pour le pouvoir ouvrier se heurteront sur la pression constamment renouvelée de la part des forces politiques opportunistes et bourgeoises ou des masses

ouvrières-populaires manipulées, pour suivre des solutions politiques de gestion dans le cadre capitaliste au nom de la fameuse union nationale.

Ces appels subordonnent les intérêts de la vaste majorité populaire aux intérêts de la bourgeoisie minoritaire qui les exploite. Leur dangerosité croît dans un cadre de reclassements dans la pyramide impérialiste, de déstabilisation des coalitions impérialistes et d'apparition de nouvelles, de crise des partis bourgeois de gouvernement et de création de nouveaux, de reprise de la confrontation entre le libéralisme bourgeois et la social-démocratie, entre le parlementarisme bourgeois et la dictature fasciste ou militaire, entre le modernisme bourgeois et des anachronismes relatifs à la religion, à la race ou à d'autres aspects.

Une question principale de la lutte idéologique-politique reste toujours la capacité du Parti à confronter les illusions portant sur la possibilité, à travers les réformes parlementaires et l'amélioration graduelle du rapport de force électoral, de réaliser le passage au socialisme, ainsi que sa capacité à mettre en lumière le rôle que tout gouvernement bourgeois joue objectivement et à souligner et utiliser dans ce sens l'expérience historique contemporaine dans une série de pays d'Europe, d'Amérique Latine etc.

Tant la théorie que l'histoire du mouvement communiste montrent que la proclamation du caractère socialiste de la révolution est impuissante quand on introduit dans la pratique des objectifs transitoires de gouvernement dans le cadre capitaliste, au nom de la crise économique prolongée, de l'intensification de la violence d'état et de patrons, du terrorisme ouvert contre le mouvement ouvrier et communiste, de la violence nazi-fasciste, de la suspension du système parlementaire ou enfin, du menace ou du déroulement d'une guerre.

La lutte politique quotidienne pour toutes les questions ne doit jamais être détachée de la tâche révolutionnaire principale qu'est la lutte pour le pouvoir ouvrier.

Dans la période suivante, les problèmes de cohésion de l'UE et de la zone euro, la consolidation des BRICS, les interventions des États-Unis afin de consolider leur position en Europe et en Asie, créeront des conditions qui vont remettre en actualité l'importance du lien de la lutte contre la guerre impérialiste à la lutte pour le pouvoir ouvrier, une question d'importance cruciale pour le mouvement révolutionnaire.

47. D'une importance particulière est l'approfondissement de notre argumentaire sur les différences radicales entre la démocratie bourgeoise et les institutions du pouvoir ouvrier. Le caractère purement typique de la participation dans la démocratie bourgeoise s'oppose au caractère de fond que prend la participation dans le pouvoir ouvrier. Le pouvoir ouvrier est une forme supérieure de démocratie parce que son trait principal est la participation active du peuple à la mise en forme de la société socialiste. Le fondement du pouvoir ouvrier est l'unité de production, le service social, l'unité administrative, la coopérative.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire d'intensifier la lutte pour illustrer le fait que la démocratie bourgeoise est une forme d'exercice du pouvoir bourgeois, à savoir de la dictature du capital. Il est indispensable de démystifier avec des arguments les outils de la démocratie bourgeoise

(par exemple, les élections législatives, européennes, locales) et de souligner le caractère de classe de toute Constitution bourgeoise dans le capitalisme etc. Dans ce sens, il faut aussi profiter de l'analyse sur les changements réactionnaires contemporains relatifs à l'État et le système politique bourgeois, tels que la modernisation des forces de répression, les changements à la Constitution etc.

De plus, il faut aussi intensifier nos efforts pour que la classe ouvrière et les couches populaires rejettent la théorie réactionnaire de « deux extrêmes », qui dissimule les véritables deux « extrêmes » dans la société capitaliste, qui ne sont autres que la classe capitaliste exploiteuse et la classe ouvrière exploitée. On doit lutter plus sévèrement contre les illusions dictant que le mouvement ouvrier doit faire face au courant fasciste sous la bannière de la démocratie bourgeoise, en soulignant que la social-démocratie et le fascisme ont été historiquement les « deux extrêmes » du pouvoir du capital.

Sur le «Rizospastis» et le portail «902»

48. Il va sans dire le rôle important que les médias du Parti, le journal « Rizospastis » et le portail électronique « 902 » ont à jouer dans tout ce qui a été mentionné ci-dessus.

Le CC a fait un effort d'améliorer le contenu de son organe quotidien, tout en le renforçant avec des cadres. Malgré les efforts réalisés et jugés positifs, malgré le fait que sur le plan général, « Rizospastis » a tenu bon dans sa tâche générale en tant que moyen qui diffuse la ligne politique du Parti à ses membres et à ses amis et supporteurs, nous sommes encore très loin du besoin qui existe pour le journal d'être au quotidien un guide pour l'action.

Il faudra améliorer encore son contenu, ainsi que sa capacité de transmettre au quotidien la lutte idéologique-politique de façon bien ciblée, de présenter de façon compréhensible et simple la politique du Parti, de mettre en avant avec vivacité les petites et grandes batailles que les travailleurs et les couches populaires mènent contre l'adversaire de classe. Toutes ces tâches doivent être accomplies en n'oubliant pas qu'il s'adresse surtout à la partie « active » (tranches d'âge productives) de la classe ouvrière et des couches populaires.

La faible diffusion du journal reste toujours un gros problème, une diffusion qui en plus est loin du potentiel existant. La tendance descendante continue. Ce problème doit être résolu prochainement. Au cœur de ce problème se trouve l'utilisation de l'organe quotidien du Parti, sous la responsabilité des organes d'instruction du Parti, du CC aux comités de section, ainsi que son intégration en tant qu'élément du travail d'instruction et du fonctionnement quotidien du parti.

La création du portail d'information en ligne « 902 » en tant que moyen d'information du Parti a été un pas significatif de l'intervention du Parti dans le milieu de l'Internet et de l'information directe. Depuis sa création, il y a eu un considérable effort pour son amélioration et une nouvelle version est en ligne depuis 2015. Il faudra améliorer encore sa thématique et son apparence afin qu'il puisse gagner un plus large public au quotidien. Cette question doit être traitée à l'horizon de l'anniversaire

de 100 ans du KKE, en 2018, couplée à la mise à jour de la page web de « Rizospastis ».

Tout de même, l'existence et le fonctionnement du portail 902, ainsi que de n'importe quel autre portail ou page électronique du Parti, ne peuvent pas remplacer la lecture et l'utilisation de « Rizospastis » tant pour s'équiper en argumentaire que pour diffuser les positions et la politique du KKE. Dans cette direction, il faudra, dans le travail quotidien d'instruction, d'expliquer adéquatement la différence majeure entre la connaissance et la véritable information, d'un côté, et la simple information et l'actualité, de l'autre.

De même, il faudra souligner le rôle particulier de la « Revue communiste » qui concentre les élaborations contemporaines du Parti et des textes d'importance historique du mouvement communiste international. Il faudra aussi insister plus sur le rôle de la lecture d'un ouvrage, le besoin pour chaque local du Parti et chaque maison de communiste de s'équiper avec des livres marxistes, des éditions politiques, de la littérature etc.

La lutte pour le regroupement du mouvement ouvrier

49. Aujourd'hui, le cours même du mouvement est d'une importance cruciale. De même pour le développement des luttes, la lutte pour le regroupement du mouvement ouvrier syndical et la promotion de l'alliance sociale.

Les questions auxquelles nous devons nous attaquer, principalement dans la classe ouvrière et dans le mouvement ouvrier, se trouvent dans une nouvelle phase à un certain degré, comme il a été mentionné dans le chapitre couvrant les développements politiques économiques à l'international et à l'intérieur. Notre appréciation de la situation du mouvement ouvrier syndical, du degré de développement de la conscience politique de la classe ouvrière, de la disposition et des luttes des alliés naturels de la classe ouvrière (paysans pauvres, travailleurs indépendants) n'a pas changé et affecte en plus les jeunes « actives ». L'image du recul général, de l'insécurité généralisée, du fatalisme, de la peur est bien familière, on l'aperçoit partout.

Tout de même, il existe de nouveaux foyers de résistance et des luttes se développent. Les mobilisations lancées à l'initiative du Parti et des communistes dans le mouvement syndical de la classe ouvrière sur le grand front de la Sécurité sociale ont été massives et ont mis les bases pour le développement du mouvement. On en déduit qu'il existe des possibilités, malgré le fait que persistent toutes les difficultés objectives et subjectives.

Si le travail pour le développement des luttes dans des fronts de lutte plus spécifiques et pour tous les problèmes de la classe ouvrière dans les lieux de travail et dans les branches est nécessaire, il ne peut pas y avoir une montée décisive du mouvement ouvrier sans une avant-garde ouvrière, croissante en nombres, principalement dans les usines, les entreprises et

les lieux de travail. Une avant-garde qui sera convaincue du besoin de renverser le système et qui s'inspirera de la perspective socialiste.

Ceci est lié essentiellement au travail indépendant du Parti, au travail des communistes dans les lieux de travail et dans les organisations syndicales. La lutte au sein du mouvement ouvrier syndical et l'expérience gagnée, ainsi que le travail dans une ligne anticapitaliste aident et facilitent ce processus, mais ils ne peuvent pas donner une réponse complète.

Les mobilisations en 2016 ont donné des exemples vivants de la force que la classe ouvrière peut avoir et de l'importance de l'alliance sociale. Elles ont renforcé l'influence politique et le prestige du Parti, ainsi que son influence dans le mouvement des rassemblements radicaux dans lesquels travaillent activement les membres du Parti.

Une conclusion essentielle est validée : pour avoir de puissantes forces sur les fronts principaux, pour améliorer notre capacité de travailler et d'influencer des forces populaires en lutte ayant de différents niveaux de conscience, il faut atteindre un niveau supérieur dans l'intervention idéologique, politique, d'organisation et pratique du Parti, de ses membres et amis, dans les masses ouvrières et populaires.

Un critère fondamental de notre travail d'instruction doit être le maintien des liens de lutte avec tous ceux et celles qui veulent résister, indépendamment du niveau de compréhension et d'acceptation de l'ensemble de nos positions qu'ils ont actuellement. Certes, cela ne veut pas dire qu'on va affaiblir la tâche d'expliquer la véritable cause des problèmes et, de façon spécialisée et étayée, la direction pour les résoudre, qui, de fait, est la direction antimonopoliste-anticapitaliste. Objectivement, la lutte idéologique-politique dans le mouvement sera intensifiée, mais il faudra de la vigilance, de la promptitude et une capacité à la mener avec des termes de mouvement.

Le KKE peut mener de grandes luttes. Dans les mobilisations développées, il y a eu une élaboration des positions et des objectifs de lutte pour les grands problèmes sociaux, qui, à une certaine mesure, ont été acceptés largement. Il y a eu un plan d'action et de préparation. Certes, les diverses idées des adversaires (bourgeoises, réformistes, opportunistes) existent toujours et avec elles, les idées sur le manque de résultats des luttes, les illusions, la peur, tout le panorama des idées entravant l'adoption de nos positions.

Il n'est pas un hasard si, à côté de la guerre économique pour l'intensification de l'exploitation, la guerre politique et idéologique s'intensifie aussi afin de diviser, de manipuler, de désorienter et de piéger des masses ouvrières et populaires. L'intervention idéologique et politique du patronat, surtout dans les grandes entreprises, prend plusieurs formes. Cette intervention n'est pas limitée aux logiques du « partenariat » et de « notre » entreprise, mais s'étend à un aspect plus pratique à travers des initiatives telles que le « Responsabilité sociale des entreprises » et d'autres (« tous ensemble, nous pouvons le faire ») ou même des initiatives de soutien psychologique et de bien-être au sein des entreprises par les équipes des ressources humaines.

50. Un important problème concernant la montée de la lutte de classe est la supériorité des forces réformistes et opportunistes dans des

secteurs d'importance stratégique, dans des usines et des grandes entreprises, où nous avons une faible force. Il s'agit d'un puissant obstacle à la radicalisation. Cette conclusion a été validée encore une fois dans les mobilisations récentes pour la Sécurité sociale. Dans cette lutte, il a été démontré encore une fois le rôle dangereux des réformistes, de l'opportunisme en tant que pilier utile du système dans les moments cruciaux et le rôle des directions syndicales majoritaires au sein de la GSEE et de l'ADEDY et au sein des grandes fédérations et syndicats.

Ces forces sont responsables pour la désorganisation du mouvement syndical, pour l'entrave à la radicalisation du mouvement dans un cadre de longue crise. Leurs responsabilités sont immenses et historiques, parce que, avec toute la gamme de leurs positions idéologiques et politiques, elles sèment la confusion et la désorientation. Elles ont contribué à piéger des masses ouvrières et populaires dans des idées utiles au système, avec comme moyen principal l'idée de la collaboration des classes et le rejet de la solidarité et de l'unité de classe.

Ces idées se prévalent dans des secteurs d'importance stratégique tels que l'Énergie, les banques, les transports, les télécoms, l'administration publique, la Santé et l'Éducation Nationale et d'autres. Dans certains de ces secteurs, les forces soutenues par le Parti sont majoritaires dans les CE des fédérations et des grands syndicats, mais dans le même temps, la présence, l'intervention et l'organisation du Parti sont très faibles dans des lieux de travail qui se trouvent sous la responsabilité de ces organisations syndicales.

Sur la base de son domination idéologique et politique, l'adversaire de classe, à l'aide des réformistes et des opportunistes, a réussi à faire croire à la classe ouvrière et aux couches populaires que la crise serait la conséquence de la mauvaise gestion des partis libéraux et sociaux-démocrates et qu'elle n'est qu'une déviation d'un système capitaliste généralement sain et par conséquent, que le système et l'UE pourraient être améliorés avec un meilleur « mélange » de politique.

Après la gouvernance de SYRIZA, qui entre dans son troisième année et qui a semé de la déception dans de larges couches de la classe ouvrière et des couches populaires, apparaît plus souvent l'idée que « *on n'y peut rien, ça change rien* », « *les étrangers prennent les décisions* » etc. C'est pourquoi il est crucial d'expliquer adéquatement où nous ont conduit les luttes et le rapport de force créés depuis 2009 et pourquoi le mouvement doit changer d'orientation. En parallèle, on doit discuter des marges de manœuvre différents dont le système dispose dans ses différentes phases.

On a ici à faire à une tâche idéologique-politique majeure pour le Parti dans son intégralité. La tâche d'intégrer dans l'expérience de lutte des ouvriers et des couches populaires tout ce cours du mouvement, des luttes et des développements de ces 8 années de crise. Nous sommes tout à fait conscients de l'effet contradictoire des aspects mentionnés sur la conscience ouvrière et sur la majorité de la classe ouvrière.

Il revêt d'une importance particulière aujourd'hui d'éclaircir le caractère du réformisme contemporain, dont les porteurs principaux sont les forces opportunistes dans le mouvement ouvrier syndical. A nos jours, la ligne réformiste dans le mouvement syndical prend plus ouvertement le caractère d'un projet de gestion du système avec des revendications et des objectifs de lutte qui, non seulement sont détachés de la lutte pour le

renversement révolutionnaire, mais sont pleinement intégrés dans la stratégie du capital. Par exemple, le contenu du slogan du redressement productif, mis en avant dans le cadre de divers programmes transitoires, s'identifie en réalité à l'objectif de la reprise capitaliste et du changement du modèle productif, malgré le fait que ceci est dissimulé sous des slogans et des revendications radicaux en apparence (tels que la démocratie directe, la sortie de l'euro etc.). Il s'agit d'objectifs de lutte dans le mouvement qui, à travers leur intégration dans de divers programmes transitoires et d'autres projets politiques prétendument immédiats, sont utilisés pour piéger le mouvement dans de différentes versions de la politique bourgeoise et dans la ligne du gouvernementalisme.

Par conséquent, la confrontation avec la ligne opportuniste-réformiste dans le mouvement est liée à la confrontation concernant les revendications, les objectifs et même l'orientation de la lutte. L'élaboration, à chaque fois, de la ligne de lutte disposant ces traits de rigidité et de flexibilité qui pourraient faciliter la libération des forces ouvrières radicales, surtout des jeunes, qui sont piégées dans des projets de gestion divers.

Les communistes doivent se trouver en premier rang dans cette bataille idéologique et politique, en utilisant dans le débat le fait que les positions du Parti sur les questions fondamentales ci-dessus ont été confirmées.

Le fait que le Parti n'a pas reculé, au niveau idéologique et organisationnel, malgré la très forte pression et qu'il a mené des grandes luttes sur des grands fronts idéologiques et politiques, pose de fait de nouveaux fondements en ce qui concerne les contacts avec la classe ouvrière et les couches populaires. En particulier, la position du Parti de ne pas participer dans des gouvernements bourgeois a été visiblement une arme puissante pour l'émancipation de la classe ouvrière et a créé un bouclier de protection pour les forces du mouvement ouvrier contre la subordination et le compromis avec les plans bourgeois.

L'évolution du rapport de force dans le mouvement ouvrier syndical et l'influence du Parti

51. Le taux de participation total des travailleurs aux syndicats, d'après des chiffres présentés lors des congrès de GSEE et d'ADEDY et des chiffres issus des élections professionnelles pour les syndicats du premier degré dans les secteurs, ne dépasse pas aujourd'hui le 25 % et va décroissant. Un recul peut aussi être constaté dans l'organisation et la participation des femmes (surtout des plus jeunes) et des migrants. C'est un des problèmes les plus fondamentaux auquel nous faisons face.

Pour de diverses raisons, la situation réelle est bien pire que celle que les chiffres officiels décrivent. Une des raisons est l'intervention du patronat et du syndicalisme patronal-gouvernemental visant à manipuler les résultats dans toute une série d'élections professionnelles à travers des faux-inscrits ou des doublons dans les listes électorales etc.

Le degré d'organisation aux syndicats et aux unions dans le mouvement des travailleurs indépendants et dans le mouvement paysan est encore pire.

Le Parti a gardé ses forces dans le mouvement ouvrier syndical et dans certains lieux de travail et secteurs, il a gagné de nouvelles positions et de nouvelles forces. Selon des chiffres, les principales pertes du Parti se concentrent dans des secteurs qui ont reçu des grands coups, avant et lors de la crise, à cause de la diminution des ouvriers (BTP, textile, habillement, industrie du tabac etc.) et les départs en retraite.

Les mobilisations des années précédentes ont renforcé l'influence politique du Parti, l'influence des rassemblements dans lesquelles travaillent activement les membres du Parti. À cause de la consolidation du capital monopoliste, nous devons s'attendre à un aiguisement supplémentaire de la contradiction capital-travail salarié et sur cette base, à une aggravation de l'ensemble des contradictions sociales.

Il en résulte le besoin et le potentiel d'un travail mieux planifié de la part des organisations du Parti, de l'ensemble du Parti, dans les rangs de la classe ouvrière et de son mouvement, pour intensifier la lutte de classe contre les capitalistes, les partis et leurs gouvernements, globalement contre le pouvoir capitaliste, dans la perspective d'un conflit pour son renversement, pour le pouvoir révolutionnaire ouvrier.

Le Parti, équipé de sa stratégie, de ses élaborations sur les diverses questions qui émergent dans le cours de la lutte de classe, de l'expérience élaborée de la période récente et de ses presque 100 ans d'histoire, a la capacité de peser de façon déterminante pour renforcer et faire approfondir la nécessaire orientation anticapitaliste de la lutte.

L'expérience récente montre que des forces politiquement immatures sortiront dans les rues sous le poids de leurs problèmes aigus, malgré le fait que leur accord avec nous ne sera pas totale et qu'elles auront une endurance limitée devant les difficultés et les hauts et les bas de la lutte. La capacité du Parti à apprécier à temps et objectivement les dispositions des masses a été démontrée dans la pratique, ainsi que sa capacité d'intervenir de façon planifiée et organisée en tant qu'avant-garde dans le contenu et les revendications de la lutte, dans les formes d'organisation et de lutte, dans le débat, en participant en premier dans les processus collectives et de masse du mouvement, avec une attention et une flexibilité concernant l'élargissement, sans pour autant que les éléments de la vigilance et de la confrontation ne faiblissent.

Une telle intervention ne se réalise pas tout d'un coup et sans un plan. Elle nécessite un travail collectif et individuel du Parti longue de plusieurs années, un travail aux traits d'avant-garde. Ce travail porte ses fruits, au bon moment et dans les bonnes conditions, en ce qui concerne l'épanouissement, la reconnaissance et à travers ces deux, la capacité de rassemblement des forces ne suivant pas le Parti au niveau politique ou le suivant de façon opportune ou sentimentale. Il faut renforcer la promptitude des forces du Parti, valoriser encore plus les amis du Parti et améliorer leur capacité à se mettre en contact avec de telles forces et à influencer le cours de leur lutte.

Les tâches pour le regroupement du mouvement

52. Dans la résolution du Plenum élargi du CC de Décembre 2015, le contenu du regroupement se précise comme « ... *la préparation et le*

développement d'un mouvement ouvrier capable de se confronter avec détermination, efficacité et en alliance avec les couches populaires des travailleurs indépendants et les paysans, à la stratégie élaborée commune du capital et du pouvoir capitaliste ».

Il s'agit d'une tâche qui nécessite un travail idéologique, politique et d'organisation, plus complexe, d'un niveau supérieur. Ce travail doit être réalisé tant dans les rangs du Parti que dans ceux du mouvement, portant sur l'axe des besoins contemporains des ouvriers et des couches populaires. Ce travail nécessite l'intégration des revendications partielles dans un plan de concentration des forces et de lutte à contenu anticapitaliste.

Le plan pour le regroupement se base d'abord sur des organisations du Parti solides dans les usines, les entreprises, les secteurs d'importance stratégique. Il s'exécute et il est vérifié constamment avec une analyse critique de l'expérience, une discussion sur les difficultés objectives et les faiblesses subjectives, de façon intégrée, dans l'ensemble du pays, avec fermeté et avec les adaptations nécessaires pour chaque secteur.

Par conséquent, l'orientation pour le développement et le regroupement du mouvement doit couvrir toutes les villes et régions, en focalisant sur les grandes entreprises, les usines, les sites de production de l'électricité, les télécoms, les transports publiques, les centres commerciaux, les espaces de santé et d'assistance sociale. Mais aussi les travailleurs indépendants pauvres dans les villes et les paysans dans la campagne, les écoles et les universités, les lieux où la jeunesse des familles ouvrières-populaires se concentrent.

La question centrale est dans quelle mesure les membres du Parti partagent-ils une conception commune du contenu du regroupement et des tâches pour son avancement qui en résultent.

Malgré les avancées, il faut faire plus pour surpasser une certaine fragmentation de notre travail et pour la meilleure compréhension de notre position sur les tâches des communistes dans la direction mentionnée ci-dessus.

La situation créée au début de la crise capitaliste a fait émerger de nouvelles difficultés. Malgré nos prévisions dans ce sens, nous n'avons pas été suffisamment prêts pour faire des adaptations rapides dans les nouvelles conditions créées par la profonde et longue crise. Nous n'avons pas suffisamment étudié les difficultés dans l'assimilation et l'implémentation de notre plan pour le regroupement.

Dans la période suivante, il faut prendre des mesures de façon encore plus déterminée, pour faire monter l'efficacité dans la mise en avant de cette tâche centrale dans toute l'échelle du Parti et de la KNE, du CC à chaque cellule de base et chaque groupe du parti.

Le besoin de développer une conception commune du contenu du regroupement du mouvement ouvrier syndical

53. Il faut bien comprendre que, comme on l'a déjà dit, si les problèmes concernant les conditions de travail et de vie de la classe

ouvrière constituent la base des luttes et doivent être constamment développées avec la contribution d'avant-garde des communistes, ils ne peuvent pas seuls faire développer une conscience politique de classe. De ce fait résultent les tâches de la lutte idéologique-politique des communistes dans le mouvement pour le renforcement de son orientation anticapitaliste. Ces tâches comprennent l'élaboration des objectifs de lutte et la sélection des formes d'organisation et d'alliance avec des forces populaires et ont comme condition préalable la bonne connaissance de la structure de la classe ouvrière, de la fragmentation la caractérisant et de nouveaux mécanismes de manipulation de la bourgeoisie, qui ne se résigne pas du but d'intégration du mouvement ouvrier.

Il faudra aux organes d'instruction une préoccupation, une éducation et une attention quotidienne pour faire élever le sens d'initiative et l'action quotidienne des communistes, surtout des jeunes. Il faut avoir une orientation et faire une vérification créative du travail pour accumuler une connaissance claire des développements par secteur, une appréciation précise et objective du rapport de force, des dispositions des masses, de la tactique d'autres forces et du patronat, ainsi que de ses effets. Un travail individuel inlassable au quotidien est nécessaire pour développer des liens tous les jours avec la classe ouvrière, même dans des périodes où les résultats ne semblent pas être immédiats, des liens qui pourraient, sous conditions, se traduire à une montée du prestige et de l'influence des communistes.

Il est nécessaire de développer une orientation durable et une meilleure capacité à renforcer d'en bas, commençant par le lieu de travail et le syndicat, la ligne de lutte mettant dans l'épicentre la récupération des pertes, couplée aux besoins contemporains des familles ouvrières-populaires. Il nous faut développer la capacité de dévoiler, à travers la confrontation dans les petites et grandes luttes, de façon convaincante les mécanismes d'exploitation et surtout les conditions pour leur suppression. Encore, le Parti et chacun de ses membres individuellement doivent conquérir la capacité de travailler avec des objectifs, un plan et une continuité dans les masses ouvrières-populaires, de contribuer à l'organisation et au rassemblement, à l'éducation visant à la radicalisation de leur conscience, à la montée de l'exigence et de la combativité pour la satisfaction de leurs besoins contemporains.

La tendance pour les besoins contemporains d'accroître est objective et elle est due au niveau contemporain de développement des forces productives, à la montée de la productivité, aux exploits de la science et à leur application dans tous les domaines (santé, éducation, personnes handicapées etc.). Les besoins contemporains ont aussi à voir avec la réduction du temps de travail, l'augmentation du temps libre, des vacances, des loisirs. Ils ont aussi à voir à des aspects liés au niveau de vie, comme la qualité et la quantité des besoins nutritionnels, les conditions de logement et de travail, le rôle de l'éducation physique et de l'exercice, la santé avec un accent sur la prévention, le traitement des problèmes environnementaux et des maladies professionnelles, l'augmentation de l'espérance de vie, la culture etc. Enfin, ces besoins ont à voir avec l'infrastructure et les moyens pour les satisfaire.

A nos jours, objectivement, la satisfaction des besoins populaires contemporains est possible en Grèce, qui possède des capacités de

développement confirmées (moyens technologiques, force de travail spécialisée, méthodes modernes d'organisation de la production etc.) et des atouts naturels, tels que la capacité d'adéquation nutritionnelle, l'utilisation des montagnes et de la mer, des infrastructures pour les vacances des familles populaires etc.

Notre différence avec les partis bourgeois n'est pas seulement à la quantité et la qualité des services sociaux publiques et gratuits offerts, mais va plus loin et touche à l'organisation même et le contenu de ses services. Donc, par exemple, dans le domaine de la Santé, nous revendiquons pas seulement des meilleurs et gratuits services de santé, mais aussi la priorité de la prévention et de la courte convalescence ou, dans l'Éducation, nous revendiquons pas seulement des manuels scolaires publiques et gratuits à tous les échelons mais aussi un contenu radicalement différent de ces manuels, des méthodes et des formes d'enseignement radicalement différentes visant à éduquer intégralement les enfants.

De même, sur le front du chômage, hormis des revendications pour la protection des chômeurs, nous mettons l'accent sur la question du travail stable avec des droits, de la capacité de réduction du temps de travail et enfin, sur les questions des conditions nécessaires pour l'éradication du chômage. Il s'agit d'un front de lutte constant, à cause du nombre important des chômeurs, surtout des jeunes, et à cause des problèmes particuliers par rapport à leur participation au mouvement ouvrier-syndical.

Dans tout ce qui a été mentionné ci-dessus, se trouve le cœur de notre conception sur les besoins populaires contemporains, tout en sachant naturellement que s'ils doivent faire l'objet de nos revendications dès aujourd'hui, leur pleine satisfaction ne rentre pas dans le cadre capitaliste, mais nécessite la socialisation des moyens de production concentrés et leur intégration dans la planification centrale scientifique de la production.

La mise en avant de l'importance du développement de la lutte et des revendications en fonction des besoins ouvriers-populaires contemporains est liée particulièrement aux jeunes travailleurs et chômeurs, surtout ceux qui sont entrés sur le marché de travail où qui sont arrivés en âge de travailler après 2009. Ces groupes de travailleurs n'ont pas connu les droits et les conquêtes qui existaient avant la crise capitaliste économique, d'autant plus ceux qui existaient avant le renversement du socialisme.

Toutefois, il faut faire attention à ce que la mise en avant des revendications pour la récupération des pertes n'idéalise pas la période avant 2009, mais qu'elle illustre les termes d'exploitation par rapport aux générations précédentes, en contradiction avec les véritables besoins et capacités contemporains. Il faudra répondre à l'argumentaire qui attribue la régression actuelle à l'existence des « privilèges absurdes » dans la période précédente.

Il est important de comprendre que la phase dans le développement capitaliste qui a permis quelques « prestations », droits et conquêtes, dans des conditions de développement capitaliste bien différents, dans un rapport de force différent et grâce aux luttes du mouvement ouvrier, que cette phase est passée, dans tous ses aspects. Aujourd'hui, même pour le

plus petit des choses, on a besoin de luttes qui seront liées à la lutte d'ensemble, à la confrontation avec la stratégie du capital.

Le renforcement de l'action syndicale organisée en tant qu'élément constituant du regroupement

54. L'expérience existante venant du travail des organisations doit être mise en valeur de façon plus systématique et leur action doit être améliorée sur les objectifs suivants :

- Augmentation des syndiqués dans les syndicats existants, d'abord là où nous avons des forces. L'adhésion de nouveaux travailleurs aux syndicats et à leurs associations doit avoir leur attention continue et doit être un critère de l'effort du regroupement, en insistant sur l'importance de la lutte collective organisée et de la concentration des forces contre l'adversaire de classe.
- La couverture de tous les lieux avec des sections locales des syndicats de branche et des syndicats d'entreprise ou avec la création de nouveaux où cela est nécessaire, en fonction de ce qui contribue le plus à l'organisation même de la classe ouvrière. Le développement d'un réseau intégral de ce genre d'organisations syndicales dans tout le pays.
- Le fonctionnement stable des syndicats en tant que critère essentiel du regroupement. Ceci est lié au fonctionnement de leurs comités, la discussion sur l'importance de leurs Assemblées Générales et leur établissement comme un processus d'analyse collective et d'étude de la situation dans des lieux de travail et des secteurs et un processus de planification et d'organisation de la lutte. Des campagnes d'information et la recherche de moyens afin de faciliter la participation des travailleurs. Les formes d'activité (par exemple dans les domaines sportif, éducatif, culturel) qui ont déjà été développées dans de nombreux cas et la création des comités responsables du travail sur ses aspects de vie de la classe ouvrière, ont donné une expérience positive et doivent être mises en valeur. Les syndicats dans lesquels nos forces sont majoritaires doivent constituer des exemples à suivre d'un tel fonctionnement.
- Un suivi systématique de l'évolution des élections professionnelles, du changement du rapport de force en faveur des forces de classe. Il existe une expérience positive concernant la vérification plus systématique et plus étroite de la part des organes, la préparation à temps et l'effort pour rassembler de nouvelles forces. Ce ne sont que certains des éléments qui doivent s'intégrer dans le mode de travail de tous les groupes du parti.
- Renforcement de la solidarité, de l'aide à l'autrui et du soutien de classe à la famille ouvrière-populaire et à chaque ouvrier individuellement. Il a été prouvé historiquement que dans des situations critiques de crise, de pauvreté massive, de chômage et de guerre, ce soutien peut devenir un élément déterminant pour l'activation et le rassemblement de nouvelles masses. Souvent, il est considéré comme pas important, où se fait juste pour « cocher les cases », sous les difficultés provoquées par le manque de liens et donc, il n'est pas utilisé en tant que outil d'amélioration de ces liens. Des formes et de moyens d'exprimer ce soutien ont été utilisés plusieurs fois et on doit les systématiser et les généraliser dans la période suivante. On doit comprendre qu'il ne s'agit pas principalement d'un

moyen pour attirer des travailleurs, mais plutôt d'un moyen de développement d'orientation, de critère et d'esprit de lutte. D'une importance particulière est le travail relatif mais plus spécial concernant les chômeurs et les migrants installés de façon permanente dans notre pays. Nous devons intégrer ces initiatives plus pleinement dans notre orientation et contribuer à ce qu'elles soient systématisées par chaque syndicat et qu'elles deviennent des éléments intégrants de leur travail.

Le cours du PAME en tant qu'élément crucial du regroupement

55. Le PAME constitue une conquête majeure du mouvement ouvrier syndical, qui a suivi un cours long et positif jusqu'ici. Il est un point de référence plus largement dans la société grecque et dans le mouvement.

Il a été fondé à l'initiative des communistes qui participent activement dans le mouvement et il est un front de rassemblement de syndicats, d'unions locales, de fédérations, de comités de lutte et de syndicalistes. Si dans les syndicats qui participent dans ses rangs, les communistes et les forces autour d'eux sont la majorité, ce qui reflète en partie la reconnaissance du rôle du Parti par les travailleurs, il existe toutefois un degré varié de conscience ouvrière politique et d'accord.

Dans de larges portions de la classe ouvrière que l'on veut qu'elles s'activent, qu'elles se mettent en contact avec nous, persistent la confusion, la peur, même les stéréotypes. Ceci est vrai même pour les syndiqués et encore plus pour les ouvriers non syndiqués. Par conséquent, le travail des communistes pour la maturation de la conscience ouvrière révolutionnaire est complexe déjà dans les rangs du PAME et encore plus dans des syndicats qui ne se rassemblent pas au PAME ou dans des lieux de travail où les syndicats ne sont pas présents. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà indiqué, l'expérience des ouvriers dans les luttes ne suffit pas, malgré que ce soit une condition importante.

Il existe une riche expérience accumulée toutes ces années par notre action ; or, tandis que nous sommes tous d'accord sur des questions de base, en pratique il est facile de se tromper. Le PAME n'est pas un « bras du KKE », ni un groupe du KKE dans le mouvement syndical, comme l'affirment les opportunistes et le syndicalisme patronal et gouvernemental. Le PAME n'est pas composé simplement par les membres du Parti et leurs amis. Il s'agit d'un rassemblement des organisations syndicales d'orientation anticapitaliste antimonopoliste, un rassemblement de classe conséquent et distinct tant par rapport au syndicalisme patronal-gouvernemental que par rapport à la ligne du courant réformiste et opportuniste. Il exprime, dans les conditions actuelles, la nécessité de confrontation sur l'orientation du mouvement ouvrier. Il est aussi de notre responsabilité de renforcer le rôle des syndicats dans ses rangs, d'assurer qu'ils fonctionnent avec indépendance et que, à travers notre action, mature dans leurs rangs et soit validé leur rassemblement au PAME et l'adoption du cœur de la ligne de lutte qu'il trace.

Aujourd'hui, il y a un besoin impératif de planifier de façon plus particulière l'élargissement du PAME avec de nouvelles forces dans chaque

secteur et chaque région. Ce genre de forces existe bien dans le mouvement. Il s'agit des syndicats et des syndicalistes qui ont développé une action commune avec le PAME pendant toute la période précédente et qui ont adopté des aspects de ses positions. Une portion plus large qu'auparavant suit son action et ses positions. Ces capacités ont apparu clairement dans la récente 4e conférence nationale du PAME. Il faut garder en tête que nous n'allons pas trouver des forces prêtes à s'intégrer dans le PAME et que c'est notre tâche de les former à travers l'action, le travail d'éducation, la confrontation avec le syndicalisme patronal gouvernemental.

Le rôle du PAME devient encore plus nécessaire dans les conditions actuelles à cause de la faillite plus marquée de la GSEE, de l'ADEDY, à cause de la situation même du mouvement syndical et à cause du plan pour la réorganisation des forces réformistes et du syndicalisme gouvernemental.

Les forces du Parti travaillant dans le PAME doivent contribuer à l'implémentation du plan intégré élaboré lors de la conférence nationale du PAME en novembre 2016. Ce plan comprend de nombreuses actions pour le renforcement de l'organisation de la classe ouvrière dans les syndicats, pour le fonctionnement des syndicats, pour le rassemblement plus poussé des syndicats et des syndicalistes, pour le développement des luttes et des mobilisations sur la base d'objectifs et de revendications précis, pour la promotion de l'unité de la classe ouvrière et la consolidation de l'alliance sociale.

Un front distinct et particulièrement complexe est celui de l'organisation et de la mobilisation des chômeurs à côté des syndicats, des unions locales, des Comités Populaires dans les quartiers. Ce travail nécessite un enregistrement et un suivi constant et un effort systématique et persistant pour le développement des liens solides qui endureront les pressions, les difficultés et garantiront la continuation de la lutte. Cet effort ne peut pas se faire en dehors du renforcement des initiatives basées sur des objectifs de lutte précis.

L'initiative de la mairie de Patras il y a quelques mois pour la marche des chômeurs de Patras à Athènes doit être mise en valeur en tant que mode de travail et, *mutatis mutandis*, doit dorénavant traverser le travail des syndicats et des Comités Populaires. Dans le même temps, il faut élargir les initiatives dans les quartiers.

L'expérience des Comités Populaires qui ont créé des structures de solidarité et d'autres initiatives (par exemple, le soutien scolaire populaire, cinéma populaire, solidarité dans des questions de santé, d'assistance sociale, des personnes handicapés, des soupes populaires etc.) est positive.

Le cours de l'Alliance Sociale

La nécessité et la valeur de l'Alliance Sociale ont été affirmées dans les luttes

56. Dans le Programme voté dans le 19^{ème} Congrès du Parti, on souligne: « *Le rassemblement de la majorité de la classe ouvrière avec le*

KKE et l'attraction des parties principales des couches populaires passera par des phases diverses. Le mouvement ouvrier, les mouvements des travailleurs indépendants dans les villes et des agriculteurs et la forme par laquelle s'exprime leur alliance, avec des objectifs antimonopolistes et anticapitalistes, avec l'activité des forces du KKE qui est à l'avant-garde, dans des conditions non-révolutionnaires, constituent la première forme pour la création du front ouvrier – populaire révolutionnaire dans des conditions révolutionnaires. La classe ouvrière et des masses populaires, à travers l'expérience de leur participation dans l'organisation de la lutte, dans une direction de confrontation avec la stratégie du capital, seront persuadés pour la nécessité que leur organisation et leur confrontation présentent des caractéristiques d'une confrontation complète et variée contre la dominance économique et politique du capital ».

La résolution du 19^e Congrès fait référence au sujet de l'alliance sociale de manière détaillée et exhaustif. On a déjà de l'expérience utile, tant positive que négative. Il faut utiliser cette expérience, comme la base d'un nouveau plan encore plus élaboré, afin que la construction de l'alliance acquière une base plus stable et une perspective, afin qu'elle corresponde continuellement et encore plus avec les exigences de la confrontation avec les monopoles et le capitalisme.

L'alliance sociale avec une orientation antimonopoliste – anticapitaliste se réfère à des forces sociales, à savoir la classe ouvrière et les autres couches populaires, indépendamment de leur sexe, leur âge, leur éducation ou leur origine nationale. Le rôle du mouvement ouvrier syndical est essentiel, surtout des syndicats de classe qui se regroupent dans le PAME.

Le rôle des membres du Parti est aussi déterminant, en tant qu'avant-garde politique de la classe ouvrière, dans la lutte pour le renforcement et l'approfondissement de l'alliance sociale de la classe ouvrière, des travailleurs indépendants dans les villes et des agriculteurs dans la campagne, et met l'accent sur la participation des jeunes et des femmes par ces forces sociales. Dans ce mouvement, il y a encore plus d'exigences de la part des communistes pour le désengagement, surtout des parties les plus pauvres des couches populaires, de l'idéologie et la politique de la bourgeoisie et de l'influence des parties supérieures au niveau économique.

L'entrée en masse des couches petites-bourgeoises dans la lutte, leur participation à la grève générale, aux manifestations communes avec la classe ouvrière, surtout en raison de la lutte contre la réforme contre la Sécurité sociale, constitue une expérience précieuse. Cette expérience montre tant les possibilités pour une action commune et pour la mobilisation des forces populaires plus amples, dans un contexte où le rival utilise tous les moyens pour contraindre et manipuler, que les difficultés de maintenir et étendre les pas vers la formation des conditions pour la continuation et l'intensification de la lutte commune et la réalisation du caractère stratégique de l'alliance de la classe ouvrière avec les couches populaires.

Le cadre commun de lutte du Front militant de tous les Travailleurs (PAME), de la Coalition panhellénique antimonopoliste des petits Commerçants et Artisans (PASEVE), de la Coalition militante de tous les Agriculteurs (PASY), de la Fédération des Femmes en Grèce (OGE) et du

Front militant des Étudiants (MAS), qui a été formé en 2010, comme réponse à un besoin, a constitué le début pour un relativement meilleure coordination de l'action. Aujourd'hui il se trouve derrière les besoins et doit être mis à jour.

Les pas positifs de l'action commune ne peuvent pas cacher le fait que la promotion du but de l'alliance sociale dans une direction antimonopoliste - anticapitaliste est dans une phase embryonnaire. Outre les difficultés objectives qui existent dans cet effort, nous nous concentrons sur tout ce qui est en notre pouvoir, aux faiblesses et retards importants dans l'action des communistes qui travaillent dans le mouvement. Ces faiblesses subjectives montrent la compréhension encore insuffisante de l'importance stratégique de l'alliance sociale, ainsi que la sous-estimation de la complexité et de la difficulté de cette tâche particulière.

Il est demandé par les communistes dans le mouvement ouvrier syndical de mettre encore plus de soin au regroupement des couches populaires moyennes (agriculteurs, commerçants et artisans) dans une lutte commune avec le mouvement ouvrier. Ils doivent essayer de travailler avec des conditions d'une meilleure entente entre les mouvements, ils doivent persuader concrètement pour l'avant-garde de la classe ouvrière.

Il faut être particulièrement attentif en ce qui concerne la formalisation typique de l'alliance sociale « en haut lieu », comme elle est reflétée en tant qu'un « germe », avec les formes diverses qu'elle prend selon la phase particulière du mouvement, de la corrélation des forces, de sa consolidation et de son approfondissement, en ce qui concerne ses objectifs anticapitalistes – antimonopolistes. Il faut l'observer de manière continue dans son développement, comme elle avancera, se renforcera et se regroupera, dans des conditions d'un mouvement, d'un mouvement vrai des masses ouvrières et des alliés, en prenant possiblement d'autres formes.

L'alliance sociale en relation aux agriculteurs indépendants

57. Les démonstrations des agriculteurs depuis 2014, qui ont été déclenchées au début à cause des mesures fiscales, et ensuite (2015-2016) s'étaient opposées aux mesures sur la Sécurité Sociale, étaient multiformes et en masse. Les mesures gouvernementales qui aggravent les conditions de survie des agriculteurs indépendants ont conduit à la manifestation militante de l'indignation accumulée, même juste après les élections parlementaires de septembre 2015, en créant des ruptures à l'atmosphère de consensus politique.

La force de l'action commune avec la classe ouvrière a été manifestée dans la pratique, quand les agriculteurs sont descendus avec les tracteurs à Athènes et ont été soutenus par des fédérations et des syndicats ouvriers qui se rallient dans le PAME qui ont manifesté pendant deux jours.

Le PASY, comme un ralliement anti-monopole, a substantiellement contribué à la lutte contre les anciens dirigeants dégénérés de GESASE (Confédération générale des Associations agricoles de Grèce), SYDASE

(Confédération des Associations agricoles démocratiques de Grèce), PASEGES (Confédération panhellénique des Unions de Coopératives agricoles), contre la PAC de l'UE ; il a été dans la première ligne pour la formation d'un cadre de lutte qui séparerait les petits des grands agriculteurs, pour que certaines associations agricoles et quelques Fédérations des Associations agricoles deviennent plus actives, pour l'orientation du mouvement agricole vers l'action commune avec la classe ouvrière.

Les luttes agricoles ont mis en avant une nouvelle forme de regroupement et d'organisation de la coordination panhellénique du mouvement agricole, avec la Coordination panhellénique des barrages routiers, autour du barrage de Nikaia, basée sur des Fédérations des Associations agricoles et plusieurs autres comités et barrages locaux des Fédérations et des Associations agricoles où des membres et des amis du parti sont actifs. La Coordination de Nikaia a joué un rôle dans ce ralliement et dans la coordination panhellénique du mouvement agricole organisé. Les forces du PASY, les communistes ont pris les devants dans la formation du cadre de base, des formes de lutte et d'organisation, qui sont aujourd'hui adoptées par des Fédérations syndicales agricoles et des Associations agricoles, qui n'ont pas décidé de se réunir dans PASY.

Nous devons essayer, dans la nouvelle phase que passe le mouvement agricole, que ces forces approfondissent la direction antimonopoliste du ralliement. Les communistes doivent répondre à la lutte, ainsi qu'au risque de ces forces de se piéger.

Nous devons insister pour que la participation aux réunions et aux autres processus de mouvement exprime les Conseils des Fédérations, des associations agricoles, des comités des agriculteurs, plutôt qu'une participation individuelle. Nous devons aussi renouveler constamment le cadre de la coordination panhellénique, en développant la lutte dans le mouvement et en excluant des forces comme l'« Aube Dorée », ainsi que d'autres forces qui sont en faveur de l'UE et de la PAC.

Nous devons utiliser plus activement le climat généralement favorable à la création d'associations, de Fédérations, ayant une vigilance accrue, mais visant également à élargir l'alliance déjà réalisée, à intégrer et approfondir l'orientation antimonopoliste liée à l'autre voie de développement de la production agricole, la connexion de la coopérative de production avec l'industrie socialisée, le commerce d'état et tout ce que cela implique pour les prix, les infrastructures, la protection par les phénomènes naturels, etc.

En même temps nous devons contribuer aussi à l'organisation des pauvres et petits agriculteurs qui ne mènent pas la lutte pour survivre en tant qu'agriculteurs, comme ils sont devenus des travailleurs agricoles ou des travailleurs indépendants dans d'autres secteurs ou des semi-employés travailleurs etc. Il s'agit des parties des semi-prolétaires ou purement ouvrières, qui ne sont plus intéressées au mouvement agricole et il faut organiser autrement notre intervention pour leur organisation syndicale.

Les ans prochains, il faut compter des résultats dans la construction du Parti, avec une intensification de notre intervention idéologique et politique.

Il faut suivre systématiquement tous les développements dans le secteur agricole et dans le mouvement agricole, dans les coalitions qui se

forment. Le nouveau CC doit examiner ces développements, à travers un organe panhellénique, surtout la route de l'alliance sociale dans une direction antimonopoliste anticapitaliste, et déterminer les objectifs et l'action des communistes parmi les agriculteurs indépendants de la campagne grecque.

L'intégration des travailleurs indépendants des centres urbains dans l'Alliance Sociale

58. Le temps précédent, il y a eu -après plusieurs années- une participation accrue des travailleurs indépendants aux manifestations militantes, qui ont culminé à celles sur la Sécurité sociale. Pourtant, aussi dans ces mobilisations il semblait que les dirigeants des GSEVEE (Confédération générale des Métiers, de l'Artisanat et du Commerce de Grèce), ESEE (Confédération nationale du Commerce Hellénique), GSAE (Confédération générale des Automobilistes de Grèce), les chambres, les associations professionnelles différentes, influencent de manière décisive - grâce à la souveraineté de leur propres demandes- aux parties les plus pauvres des travailleurs indépendants, en les piégeant dans les intérêts et les aspirations des couches moyennes qui sont économiquement supérieures.

En effet, ce qui se passe est que les intérêts des couches moyennes supérieures -et parfois d'une partie des couches inférieures qui se reproduisent comme un cercle autour des entreprises monopolistes puissantes- sont promus comme un intérêt commun et ferme de la masse des travailleurs indépendants. Ce n'est pas un hasard si des parties amples des travailleurs indépendants ont soutenu, pendant tout le temps précédent, la dite ligne de la « reconstruction productive nationale », en espérant que dans le cadre du développement capitaliste ils maintiendront leurs propre partie dans le marché.

En ce qui concerne le degré de leur organisation, des grandes parties des travailleurs indépendants qui se trouvent dans une situation économique mauvaise restent hors des syndicats et parmi eux domine le compromis et la logique de la solution individuelle. Un travail idéologique et politique plus profond est demandé pour la séparation des travailleurs indépendants des couches moyennes supérieures aussi dans l'action, comme les dernières sont proches de la bourgeoisie ou la partagent.

Le PASEVE, comme une coalition anti-monopole qui essaie d'exprimer avec son cadre de lutte les intérêts des parties les plus pauvres des travailleurs indépendants dans leur combat contre les monopoles et leur état, contrairement aux intérêts des couches moyennes supérieures, maintient toujours - malgré les petits pas positifs - une influence limitée à la grande masse des travailleurs indépendants qui ne sont pas organisés. La condition pour l'intégration des nouvelles unions et forces dans ses lignes est la confrontation la plus pertinente et persuasive, ainsi que la capacité des communistes mêmes à former les conditions de contact et de ralliement des parties qui hésitent, qui ne sont pas d'accord avec nous sur tous les sujets.

L'action idéologique et politique des communistes, la plus systématique et avec des conditions de masse parmi les parties petites-bourgeoises et leur

mouvement, le renforcement de notre capacité d'intervenir dans ces parties et de former les conditions pour leur désengagement du rival, est la condition pour compter des pas vers le changement de la corrélation des forces, afin d'ouvrir la route de renforcement de l'alliance sociale.

Les femmes et les jeunes des couches ouvrières et populaires dans l'Alliance Sociale

L'action du mouvement radical des femmes et l'Alliance Sociale

59. Les derniers 25 ans s'aggrave le soutien de la maternité par l'État, l'intensification du travail, les horaires instables, le chômage et en général les facteurs qui empirent la position de femmes travailleuses et jeunes. Le capitalisme et les unions transnationales – impérialistes, comme l'UE, au nom de l'égalité de traitement des hommes et des femmes et de la « combinaison des responsabilités de la famille et du travail », ont promu et continuent à promouvoir des mesures antipopulaires anti-ouvrières visant à éliminer des conquêtes, à augmenter le degré d'exploitation des deux sexes. En Grèce, sous la responsabilité de tous les gouvernements, on a utilisé l' « égalité » des sexes pour abolir des règlements positifs pour les femmes, par exemple en assimilant l'âge de retrait des femmes et des hommes, par l'abolition de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes etc. La dimension de sexe de la question des femmes ne concerne pas seulement les discriminations contre les femmes dans le cadre de la société d'exploitation, mais aussi les besoins sociaux particuliers de la femme à cause de son rôle reproductif.

Dans le capitalisme, la relation de la femme à la maternité est utilisée pour la promotion des aspirations réactionnaires. Par exemple, elle est utilisée comme un véhicule pour attirer les femmes aux programmes de travail mal payé pour quelques mois, aux formes de volontariat qui remplacent la responsabilité de l'État pour des services sociaux et des infrastructures de soutien de la famille (surtout pour les enfants, les personnes âgées, les handicapés, c'est-à-dire des infrastructures de Santé, d'Assistance sociale, d'Éducation etc.). Dans la même direction, le temps prochain on essaiera d'intégrer des femmes (chômeuses ou semi-chômeuses) dans le domaine de « l'économie sociale de solidarité », avec des conditions d'intensification du degré de leur exploitation et manipulation. En même temps, domine l'opinion que l'éducation et le développement total des enfants constituent une responsabilité individuelle de la femme, « un sujet familial ». Le problème du manque de temps libre s'aggrave, avec des conséquences négatives pour l'information, l'étude et la décision de s'intégrer dans la lutte de classe organisée.

Le besoin d'action spécialisée par le Parti devient encore plus nécessaire pour les femmes d'origine ouvrière et populaire, tant de manière autonome qu'à travers les lignes du mouvement ouvrier populaire, visant à augmenter la participation des femmes dans la lutte anticapitaliste anti-

monopole. Dans les organes du mouvement syndicaliste ouvrier avec une orientation de classe et du mouvement des agriculteurs et des travailleurs indépendants avec une orientation antimonopoliste, ce besoin est encore considéré aujourd'hui dans un certain degré inutile.

Les instances dirigeantes et les cellules du parti, sous la responsabilité du CC, doivent orienter les femmes qui sont des cadres et des membres du parti, celles qui collaborent avec le parti, les femmes qui sont à l'avant-garde du mouvement, indépendamment de leurs tâches et responsabilités, pour qu'elles suivent les développements dans l'expression moderne de l'inégalité des femmes. En même temps, il est demandé qu'elles participent à l'activité du mouvement des femmes radical, à travers les Associations et les Groupes de la Fédération des Femmes en Grèce (OGE), et au développement des manifestations militantes, qu'elles transmettent les positions élaborées et les revendications militantes concernant les femmes dans les lieux et le secteur de travail, dans les écoles universitaires et techniques, dans les écoles de formation et l'éducation en général.

Ce qui est essentiel est que la participation et l'initiative des femmes dans le mouvement soient renforcées. Sous la responsabilité des femmes communistes, on peut assurer l'action commune et la communication de l'OGE avec le mouvement qui a une orientation de classe, avec les associations de masse des travailleurs de la ville et de la campagne. À travers le travail spécialisé sur les femmes dans le mouvement, on peut souligner le caractère de classe de la question des femmes, développer des revendications pour la protection de la maternité, de l'organisme des femmes, de la famille.

En même temps, les efforts pour augmenter la participation des femmes demandent l'intensification de la lutte contre les formes contemporaines de manipulation des femmes à travers les opinions bourgeoises, petites-bourgeoises et opportunistes sur les causes de la répression des femmes, c'est-à-dire les théories modernes sur la « société patriarcale », le « chauvinisme masculin contemporain », ainsi que les théories non-scientifiques nouvelles sur le « sexe social ». Ces théories sont exprimées dans les appels de la politique bourgeoise et de ses acteurs (même dans le mouvement syndical) sur la nécessité d'augmenter la participation des femmes dans une série d'institutions, sans aucune référence aux caractéristiques de classe, en présentant cette participation étroitement comme un élément de l'antagonisme entre l'homme et la femme. Plus particulièrement, ils projettent la promotion des femmes aux conseils des entreprises, des groupes, des centres institutionnels, en tant qu'un élément de l'égalité des deux sexes. Ils proposent comme mesure un quota dans la participation des femmes aux « centres de décision ». En effet, pour la majorité des femmes qui appartiennent à la classe ouvrière et les couches populaires, le droit « de vote et d'éligibilité » reste typique dans un grand degré ou, mieux, il reste manipulé par la pouvoir capitaliste.

Les forces du parti et celles qui sont influencées par le parti doivent opposer la perception ouvrière populaire sur la participation des femmes. Jusque le congrès prochain, il faut réaliser tous les mesures nécessaires – que le parti a déjà élaboré – sur la politique systématique de promotion des femmes par la classe ouvrière et les couches populaires pauvres dans

les organes du mouvement. Il s'agit d'une condition indispensable pour la formation d'une avant-garde radicale des femmes plus stable et de masse, qui soit capable d'attirer dans les lignes et les organes du mouvement, dans l'action militante, encore plus de femmes.

Les jeunes des familles ouvrières populaires dans tous les niveaux de l'enseignement et l'Alliance Populaire

60. Depuis la période du 19^e Congrès, les adaptations bourgeoises dans l'enseignement sont caractérisées par des changements à sa structure et son contexte, par une liaison plus directe avec les besoins de la reproduction et la profitabilité du capital, par sa modernisation en ce qui concerne l'objectif de la reproduction de la domination idéologique de la bourgeoisie.

Dans les conditions de la crise capitaliste, les directions concernant l'éducation ont été combinées avec des mesures pour la restriction des dépenses, avec des manques sérieuses d'enseignants, avec des problèmes d'accès des élèves à l'école, des infrastructures inadéquates, des fusions – clôtures d'écoles etc.

Les réductions du financement de l'État pour les Universités et les Instituts d'Éducation technologique (TEI) ouvrent la voie pour encore plus de réductions aux dépenses pour la protection des étudiants (logement – alimentation). La « viabilité » des facultés est devenue une condition indispensable, c'est-à-dire la garantie des ressources privées, qui leur donneront la possibilité de suivre certains aspects de leur fonctionnement, surtout la recherche. Les conséquences étaient importantes aussi dans le contexte même des études – ce qui a été gravement manifesté aux TEI – avec des réductions aux cours et aux heures didactiques, avec la compression des programmes d'étude, afin de gérer les pertes des enseignants.

Dans cette période, le Parti avec l'aide de la KNE a déplié une activité combinée idéologique, politique de masse :

- Pour promouvoir l'élaboration stratégique du Parti sur l'école unifiée de 12 ans qui promeut les besoins populaires contemporains et les possibilités de notre époque, ainsi que pour moderniser notre proposition sur l'Éducation supérieure unique.
- Pour confronter les idéologies classiques et contemporaines des forces bourgeoises et petites-bourgeoises qui se trouvent dans l'éducation et pour défendre de manière combative la vérité historique.
- Pour développer des résistances et diriger des luttes contre la politique gouvernemental, en combinaison avec l'effort de renforcer les coalitions où participent les communistes.

La tâche principale du Parti dans les lieux d'éducation est le renforcement de l'effort idéologique – éducationnel, à travers un axe multiforme et polyvalent qui a au centre la diffusion de la proposition du Parti sur l'éducation dans le socialisme et la promotion des possibilités que donnent les nouvelles réalisations scientifiques, qui sont utilisées dans le capitalisme avec le critère des profits du capital et non pas du bien-être

du peuple. Il faut éclairer dans tous les niveaux la liaison entre l'éducation et l'idéologie dominante et entre l'éducation et les relations économiques et sociales. Il est objectif – à cause de leur position particulière – que les enseignants de tous les niveaux ont une responsabilité spéciale pour cette tâche.

Plus concrètement sur le mouvement des étudiants

61. Une arme importante pour notre action dans le mouvement des étudiants est la coalition radicale qui est formée avec les associations, les comités de lutte, les comités des années d'étude, les milliers d'étudiants qui sont regroupés dans le Front militant des Étudiants (MAS). La contribution du MAS dans tous les processus militants exprimés dans les Universités et les TEI pendant les derniers ans est très importante. Dans les 7 ans qui ont suivi la formation du MAS, il y a eu des pas importants vers sa consolidation. Nous pouvons dire avec sûreté qu'aujourd'hui le MAS est reconnu par des parties amples d'étudiants dans tout le pays.

Pourtant, il y a encore des possibilités importantes pour améliorer notre travail dans cette direction. Une condition essentielle est le renforcement de la KNE et du KKE dans les Universités et les TEI, le renforcement du travail idéologique, politique et organisationnel de la KNE, la collaboration, la planification et la coordination avec les organisations respectives du parti. Le rôle des membres et des cadres du Parti et de la KNE dans le mouvement est déterminant, ainsi que le mode de travail dans les associations, tant celles qui se regroupent dans le MAS, que les restes. Ce travail demande une bonne élaboration des objectifs et des formes de lutte visant à garantir une activité dans les associations des étudiants qui soit à l'avant-garde, la capacité de regrouper des masses plus amples d'étudiants, qui n'auront pas d'expérience des luttes ni seront complètement d'accord ou éclairés sur l'orientation de la lutte.

Malgré le problème important séparé de l'inexistence d'une structure organisée dans le mouvement des étudiants, le problème principal est la ligne dominante, une ligne de compromis et de consentement avec la politique dominante. Or, au centre de notre travail doit se trouver le regroupement militant du mouvement étudiant, qui signifie surtout que la ligne antimonopoliste – anticapitaliste de lutte gagne du terrain, que la lutte contre la stratégie de l'UE et du capital pour l'Éducation supérieure et les autres aspects de la vie de la jeunesse soit renforcée, que des foyers d'action soient formés pour la revendication de ses besoins contemporains.

Le MAS n'est pas un bloc de la KNE, il n'est pas une façade que nous portons quand nous voulons organiser des luttes dans le mouvement des étudiants. Il est une coalition des associations des étudiants, avec des objectifs et des demandes qui sont contre la politique du gouvernement, du capital, de l'UE, prenant en compte le niveau de la conscience des jeunes qui s'y regroupent. Une forme de coalition avec ces caractéristiques devient possible à travers l'activité de la KNE, qui est à l'avant-garde, pour un fonctionnement vive, riche, revendiquant, créatif des associations, des comités de lutte qui se regroupent dans le MAS. Il s'agit de la vivification et non pas de la substitution du fonctionnement des acteurs du mouvement des étudiants.

Aujourd'hui, il y a certaines conditions, afin que notre intervention au mouvement des étudiants aille un pas en avant. La reconnaissance du MAS avancera dans la mesure où les associations des étudiants se formeront, fonctionneront et lutteront avec cette orientation, surtout ces associations où la liste de Panspoudastiki K.S. sera dans la première place. Ces associations doivent constituer un exemple d'action et de fonctionnement pour les autres ; en même temps il faut améliorer notre intervention dans des associations où la corrélation de force reste négative.

L'action dans les Collèges, les Lycées, les Lycées professionnelles, les écoles de formation et d'apprentissage

62. Comme dans les Universités et les Instituts technologiques supérieurs, aussi dans les écoles (Collèges, Lycées, Lycées professionnelles, écoles de formation et d'apprentissage), la KNE, à cause de la grande concentration des jeunes, a une responsabilité particulière pour spécifier, étudier et concentrer de l'expérience, qui à son égard aidera à la meilleure connaissance des problèmes par les instances dirigeantes du parti.

Une très bonne coordination entre la KNE et le parti est demandée, afin que toutes les forces disponibles soient utilisées pour la formation des noyaux, par région ou même par école, des groupes des élèves, des parents et des enseignants, qui pourront constituer la base pour lancer un nouvel effort dans le mouvement des élèves.

Malgré la permanence d'une situation dégénérative dans les conseils des élèves, il est nécessaire de travailler de manière plus persévérante et surtout élaborée, afin que leur activité soit enrichie avec des initiatives « par le bas ». Ici, le rôle des membres et des amis de la KNE qui sont élus est déterminant, pour l'organisation des manifestations et des activités diverses (des groupes de théâtre, musicaux, sportifs, des petites publications etc.), visant à l'intensification de la bataille contre l'idéologie dominante, qui est exprimée dans les livres, contre la situation dégénérative des conseils des élèves et les conséquences de la barbarie capitaliste à la vie des élèves en général.

Les conseils doivent constituer des organes de lutte, qui regroupent les élèves dans la lutte sur les problèmes aggravés et leurs besoins. En débutant avec un tel travail, nous devons considérer de nouveau l'élaboration d'une proposition de lutte pour l'organisation du mouvement des élèves au-delà de l'unité scolaire, au niveau des villes et au niveau panhellénique. Il faut utiliser l'expérience respective des autres pays.

Le travail de perspective dans la classe ouvrière et le regroupement du mouvement ouvrier demandent que nous regroupions plus de forces, mais aussi que nous augmentions nos efforts sur l'éducation professionnelle et l'apprentissage, autour de chaque faculté ou spécialité, ainsi que les efforts pour la formation d'une tendance militante, pour l'éducation militante des jeunes, pour leur liaison avec le mouvement syndical.

L'intervention des syndicats ouvriers selon la spécialité peut ouvrir des voies de communication et de regroupement à plus d'étudiants. La coordination des organes syndicaux des étudiants selon la catégorie de l'école, la spécialité, le secteur et la région, peut constituer la base de notre intervention et de l'observation des développements et des changements de l'éducation technique et professionnelle.

La responsabilité du Parti dans ce travail est directe et séparée. Notre travail dans l'éducation professionnelle doit être organisé en collaboration avec les groupes du parti dans les fédérations et les syndicats des secteurs. La base doit être la coordination du Parti avec la KNE. La planification de la construction de la KNE doit être intégrée dans la planification respective du parti, avec un contrôle et un soutien concrets.

Nous devons aussi améliorer notre intervention aux Académies de la Marine Marchande (AEN) de toute la Grèce, ainsi que dans les cours du soir.

L'Alliance Sociale au niveau du quartier, de la ville, du village, dans les lieux de résidence

63. En conclusion, le rôle des communistes est déterminant pour le regroupement du mouvement ouvrier syndical et pour le développement de l'alliance sociale dans une direction anticapitaliste – antimonopoliste. Et dans cet égard, il faut dépasser des retards et des confusions qui restent. En faisant des pas vers cette direction et en agissant de manière unique pour la formation des conditions pour le renforcement de l'action commune et de l'alliance des ouvriers et employés, des travailleurs indépendants pauvres, des agriculteurs, nous contribuerons dans des meilleurs conditions à la promotion des intérêts communs des forces populaires dans la lutte contre les monopoles et leur pouvoir et pour dépasser les points de friction qui existent objectivement parmi eux.

L'expérience de l'activité du temps passé confirme que la base sur laquelle sont formées telles conditions est la lutte pour les besoins contemporains des familles ouvrières – populaires, avec des demandes intégrées dans un plan de regroupement des forces, avec des objectifs et des revendications contre les buts du capital, qui montrent la perspective d'une sortie avec une solution en faveur du peuple, pour le changement de la classe au pouvoir, en contradiction avec les altérations gouvernementales continues dans le cadre du système.

Pourtant, aujourd'hui les pas communs sont limités surtout à certaines initiatives centrales communes des coalitions antimonopolistes anticapitalistes diverses, dans lesquelles travaillent les communistes, qui sont difficilement continuées par lieu ou par secteur. Afin de dépasser ces problèmes on a besoin de plus d'initiative, d'une meilleure élaboration du contexte, du cadre de la lutte, ainsi que des demandes et des slogans dans toutes les phases de développement de la lutte antimonopoliste anticapitaliste commune.

L'expérience des Comités populaires est positive dans certains cas et doit être mieux étudiée ; il faut faire face aux difficultés identifiées, il faut dépasser des confusions qui restent. Les Comités populaires ne sont pas des « mouvements civils » dans le quartier en général. Elles constituent

l'expression locale de l'alliance sociale des syndicats ouvriers ou de leurs annexes locaux, des associations des travailleurs indépendants, des agriculteurs, des associations et des groupes des femmes, des associations et des comités des étudiants, des élèves, comme ils sont exprimés à travers leur participation dans les coalitions antimonopolistes anticapitalistes radicales, dans lesquelles travaillent les communistes.

Aujourd'hui, elles obtiennent plus d'importance, comme des « nouvelles structures » sont rapidement promues au niveau du quartier, dans le cadre de « l'économie sociale et la solidarité ». Il est essentiel de les étudier et de les confronter, comme elles constitueront un nouveau domaine avantageux pour que le système puisse attirer des masses populaires, pour qu'il puisse manipuler le mouvement et corrompre des consciences, surtout dans des cas de pauvreté et de chômage étendus.

La direction de la lutte des Comités populaires et leur perspective en tant qu'une forme de l'Alliance Populaire dans les quartiers ne mûrit pas automatiquement ni est imposé en haut lieu, surtout parmi des forces populaires qui se regrouperont dans ces associations et auront objectivement une conscience politique de classe faible.

Le renforcement même de l'activité autonome des éléments divers, des associations de masse, des comités de lutte qui s'y regroupent dans cette direction, avec l'activité des communistes aidera au mûrissement du besoin de leur action commune, à obtenir du prestige dans les quartiers, à travers les initiatives et les activités qu'ils développent.

Une bonne coordination et un bon plan sont demandés, afin qu'ils acquièrent de la substance parmi la classe ouvrière, les travailleurs indépendants, les agriculteurs, afin que les jeunes et les femmes des couches populaires y participent activement. C'est-à-dire, ils doivent constituer l'expression de l'alliance au niveau du quartier.

L'expérience montre que la promotion de la tâche de l'Alliance Sociale dans les secteurs est un sujet complexe, elle a plus de difficultés, car ici est exprimé plus clairement l'influence de la bourgeoisie et de ses alliés aux parties les plus pauvres des travailleurs indépendants dans les villes et la campagne, ainsi que les retards dans le regroupement même du mouvement ouvrier.

Un travail idéologique et politique plus essentiel est demandé, afin d'identifier la perspective commune et le rival commun dans les monopoles et leur pouvoir. Le mouvement ouvrier, avec ses initiatives, sa stabilité, peut attirer telles parties dans la lutte contre les monopoles. Une bonne coordination et un bon plan sont demandés afin de former des conditions pour l'action commune.

Mieux éclairer la relation entre le Parti et le mouvement

64. La lutte cohérente sur la base de notre Programme et de la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire sur la base de l'objectif du regroupement, du mûrissement et de l'organisation de la classe ouvrière en tant qu'une force sociale du processus révolutionnaire, signifie que

cette lutte est menée aussi quand les conditions ne sont pas révolutionnaires.

Cette lutte est menée par le Parti de manière autonome, sans céder aux pressions des forces opportunistes organisées ni d'autres forces bourgeoises ni même des masses ouvrières – populaires qui cherchent des solutions immédiates de gestion des problèmes aggravés que naît chaque jour le système capitaliste et son personnel politique appartenant aux gouvernements divers et aux partis qui les constituent ou les supportent.

Cela signifie qu'il ne faut pas séparer la lutte politique quotidienne et actuelle par la tâche politique révolutionnaire essentielle. Il ne faut pas mettre à côté l'objectif du pouvoir ouvrier en faveur d'autres objectifs gouvernementaux transitoires dans le cadre du capitalisme.

Cela doit constituer un soin essentiel de notre travail d'instruction du sommet jusqu'à la base. Il faut améliorer notre vigilance, afin que notre activité ne se désoriente pas dans n'importe quelles conditions ; des conditions d'un empirement dramatique de la situation de la classe ouvrière et des couches populaires, d'une menace ou d'un lancement d'une guerre impérialiste dans laquelle participe la bourgeoisie du pays, des conditions d'intimidation ouverte, de répression, d'activité des forces fascistes – nazi ou même des conditions d'une suspension des procédures parlementaires avec des coups etc.

L'expérience historique et son étude collective par le CC, tout le parti et la KNE, nous a armés avec des « anticorps » forts, que nous devons activer consciemment dans toutes les conditions.

Nous devons avoir conscience que tout cela, les conceptions et pratiques problématiques, les déviations diverses, ne sont pas développées dans le vide. Il y a une contradiction objective, qui existe dans chaque parti communiste, dans chaque mouvement communiste qui agit dans des conditions non-révolutionnaires. Et cette contradiction réside dans le fait que même si le PC est un parti en faveur du renversement révolutionnaire, il n'agit pas dans des conditions qui favorisent le renversement révolutionnaire.

65. Notre Parti agit aujourd'hui dans telles conditions. En agissant pour plus de 40 ans déjà dans des conditions de légalité bourgeoise, quasiment « paisibles », bourgeoises gouvernementales, il est possible, dans nos lignes, parmi les amis du Parti et encore plus parmi des couches ouvrières et populaires plus amples, que des illusions légalistes soient créées, que la perception fautive qu'à travers des élections successives et de la hausse du taux électoral, à travers des petits changements et des réformations soit possible le changement total révolutionnaire.

Bien sûr, aujourd'hui la source principale qui nourrit telles déviations et illusions, qui est la manque d'une stratégie révolutionnaire élaborée, a disparu. Pourtant, cela ne doit dans aucun cas diminuer le besoin d'être vigilants et constamment inquiets de manière créative.

L'expérience historique montre que les partis communistes ont adopté et limité leur activité, n'importe si cette adaptation a été faite ou se fait même en menant une lutte dure et militante, afin qu'une loi antipopulaire ne soit pas votée, en revendiquant de manière militante une convention

collective, des augmentations des salaires, l'amélioration des conditions du travail etc. Historiquement, plusieurs fois, la contradiction entre l'action militante à l'avant-garde, les sacrifices et le désintéressement d'une côté et la protection idéologique faible par l'invasion de l'idéologie bourgeoise, le développement faible de la théorie, les retards programmatiques stratégiques de l'autre côté, a conduit ces partis à leur changement en effet en partis de la social-démocratie.

Sans doute, il faut aussi des adaptations dans les conditions qui évoluent, il faut la lutte quotidienne à l'avant-garde des communistes, afin d'empêcher les mesures antipopulaires, de revendiquer des mesures de soulagement des familles populaires etc. Pourtant, ces adaptations nécessaires et le climax de la lutte populaire dans des conditions non-révolutionnaires ne doivent pas être séparés par la stratégie révolutionnaire. Le risque de la séparation est aussi grand que le manque d'estimation du niveau de conscience des masses ouvrières-populaires, des difficultés que cela provoque et les mesures qu'il est imposé de prendre pour la formation d'une conscience de classe.

Il est une question cruciale la façon dont le Parti agit et est construit dans la pratique, dans son rôle de diriger la lutte de classe, de diriger le mouvement des masses populaires sur les problèmes quotidiens particuliers, ainsi que sur les problèmes généraux de perspective, c'est-à-dire généralement sur la formation des conditions subjectives dans la lutte de classe anticapitaliste antimonopoliste pour le socialisme – communisme.

Et cela ne se fait pas sans la liaison de la lutte pour le renversement révolutionnaire avec la lutte pour les besoins et les demandes immédiats, avec les questions de l'intervention quotidienne dans la réalité économique, sociale et politique dans des conditions non-révolutionnaires. Ayant clarifié que seulement la lutte économique ne conduit pas à la lutte révolutionnaire politique, à la lutte pour les problèmes quotidiens qui occupent la classe ouvrière et ses alliés sociaux, nous ne perdons pas la question essentielle, qui est la lutte idéologique planifiée et persistante pour mieux entendre la nécessité de l'abolition totale de l'exploitation et la nécessité de la construction de la société sans classes.

Armées avec la résolution du 19^e Congrès, le nouveau Programme du Parti, l'étude collective de l'expérience, une des questions les plus importantes que nous devons adresser est la question de la relation du Parti avec le mouvement ouvrier syndical, ainsi que la question, aussi difficile et complexe de la relation du Parti avec les mouvements des alliés de la classe ouvrière, des agriculteurs et des travailleurs indépendants dans les villes.

66. Dans la relation du Parti avec le mouvement ouvrier syndical, la difficulté – tant dans la pratique politique qu'en tant qu'une question théorique – provient du fait que le Parti communiste même est la forme supérieure d'expression consciente du mouvement ouvrier. Par conséquence, quand on fait référence au mouvement de la classe ouvrière, on ne peut pas ne faire référence au mouvement communiste, qui lutte consciemment, à l'avant-garde et avec son plan, pour la révolution socialiste et le pouvoir, pour la socialisation des moyens de

production concentrés et pour la planification centrale scientifique de la production et de la diffusion des produits et des services, afin que les besoins sociaux constamment croissants soient satisfaits.

Pourtant, des formes inférieures d'organisation de la classe ouvrière, quant à son regroupement et son unité idéologiques, programmatiques et organisationnels, existent et existeront tant dans des conditions non-révolutionnaires que dans des conditions de hausse révolutionnaire, pendant la construction socialiste. L'existence d'un PC fort et organisé et le travail idéologique politique et organisationnel étendu sont déterminants pour que la classe ouvrière réalise sa mission historique.

Les syndicats et généralement les formes inférieures d'organisation influencent, jouent un rôle dans l'organisation et la formation de la conscience de classe de la classe ouvrière. C'est pour cela que l'intervention continue et déterminante des forces du Parti communiste dans le conflit pour l'orientation du mouvement ouvrier syndical est nécessaire, dans n'importe quelles conditions, révolutionnaires ou pas.

Objectivement, il n'y a pas de syndicats politiquement neutres. Dans les syndicats dominera soit la ligne de la collaboration des classes, du syndicalisme patronal – gouvernemental, soit la ligne du courant réformiste opportuniste, soit la ligne de la lutte anticapitaliste antimonopoliste. Par conséquent, la lutte idéologique et politique dans le mouvement est importante pour atteindre l'objectif de l'organisation d'une partie importante de la classe ouvrière dans une direction anticapitaliste, pour approfondir et étendre ses liens avec le Parti.

À cause de tout cela, la relation du Parti avec les organisations ouvrières de masse est de fait assez complexe. L'effort de visualiser cette relation a troublé le mouvement communiste international, il a été souvent accompagné par des absolutismes et des erreurs, tant dans la généralisation théorique que dans la pratique.

La ligne que le parti a élaborée nous arme avec des directions correctes. Par conséquence, son assimilation profonde reste le problème central du travail d'instruction.

Bien sûr, il faut prendre en compte les conditions et non pas la corrélation de force, si nous nous trouvons dans une période de hausse révolutionnaire ou pas. Il faut réaliser que aussi dans des conditions de régression révolutionnaire, il ne faut pas du tout régresser la lutte avec la ligne réformiste de la social-démocratie dans les syndicats ; encore plus, il ne faut pas interpréter l'unité nécessaire de la classe ouvrière, la lutte pour son organisation et pour le fonctionnement des syndicats, l'activité et le débat dans le mouvement autour des demandes ou des formes de lutte, comme une condition ou comme un produit de collaboration – sous la pression du slogan « tous ensemble » - avec une partie de l'aristocratie ouvrière, avec une partie de la social-démocratie.

67. La relation du Parti avec les mouvements des agriculteurs qui luttent pour gagner leur vie, des travailleurs indépendants et des marchands est objectivement encore plus complexe et difficile, car il s'agit des mouvements des forces qui ne peuvent pas être les porteurs d'une nouvelle société à cause de leur position sociale même. Pourtant, l'intérêt d'une partie important de ces forces est de lutter pour cette nouvelle

société en s'y intégrant soit comme des producteurs associés soit comme des travailleurs dans la production ou les services directement sociaux. Cela est leur intérêt, car le nouveau pouvoir ouvrier peut satisfaire plusieurs besoins concernant le travail, le domicile, la santé, l'éducation, la retraite, le temps libre pour se reposer et pour participer aux structures du pouvoir ouvrier etc.

Sur la base de cette perspective, les communistes luttent même aujourd'hui, dans des conditions non-révolutionnaires, visant que ces mouvements abordent le mouvement ouvrier qui a une orientation de classe, sans ignorer le fait que dans ces mouvements les oscillations continues, les illusions bourgeoises et réformistes, les perceptions et les tendances petites-bourgeoises diverses sont toujours plus fortes – en relation avec le mouvement ouvrier.

Une question plus particulière est la relation du Parti avec le mouvement radical des femmes, pour l'émancipation des femmes d'origine ouvrière ou par d'autres familles populaires appartenant aux alliés sociaux potentiels de la classe.

L'inégalité et les discriminations contre la femme à tous les niveaux, la vie, la famille, le travail, la lutte, la lutte politique, ont une source de classe profonde, qui signifie qu'il est un problème qui touche le mouvement ouvrier.

Seulement le Parti communiste peut exprimer de manière cohérente l'identification de la lutte pour l'émancipation et l'égalité avec la lutte pour la libération totale par l'exploitation des hommes et des femmes. Cependant, cela nécessite l'activité à l'avant-garde des organisations, des travailleuses, syndicalistes et intellectuelles communistes, qui peuvent radicaliser le mouvement des femmes dans une direction antimonopoliste anticapitaliste avec leur activité dans ses lignes.

L'activité des femmes communistes dans les Associations et les Groupes de la Fédération des Femmes en Grèce (OGE) ne peut pas considérer comme unique ni le degré de réalisation du problème de l'inégalité des femmes, ni la conscience politique de classe des femmes qui s'y regroupent.

Les confusions sur la nécessité et le contenu du travail spécialisé du Parti pour les femmes et sur l'activité des femmes communistes dans le mouvement radical des femmes concernent les organes, mais surtout les femmes cadres, qui jugeant par leur propre mode de vie, n'entendent pas les difficultés objectives additionnelles qui limite l'activité politique et sociale des femmes, même de quelques femmes qui sont des membres du Parti et de la KNE, surtout pendant des périodes où leurs conditions de vie changent. Ces camarades sont difficilement sensibilisés pour spécialiser le travail de préparation du recrutement des femmes, qui ont souvent une plus grande charge d'habitudes et d'hésitations réactionnaires, et même dans le Parti, dans des cellules des lieux de travail, elles participent au débat plus difficilement.

On affirme la nécessité d'un double réveil des femmes, d'une côté de leur conscience politique de classe et de l'autre côté de la réalisation du fait que le réveil politique de la femme a une difficulté additionnelle : elle doit dépasser des obstacles objectifs additionnels, or elle nécessite un travail additionnel spécialisé, non pas seulement dans le mouvement, mais dans son avant-garde même, le PC.

Après le 19^e Congrès du Parti, on a suivi certains pas dans l'effort de spécialiser la politique du parti pour les femmes, tant de manière distincte que dans le cadre du mouvement ouvrier – populaire, en tenant compte que le mouvement regroupe des femmes par les forces ouvrières – populaires au-delà de l'influence politique du parti et de la KNE.

Le travail instructif nécessaire à l'intérieur du Parti – surtout aux femmes qui sont des membres du Parti dans les secteurs et la KNE – commence par l'effort d'assimiler notre perception sur la question des femmes, qui nécessite entre autres l'utilisation des publications spéciales du parti. Il est nécessaire de développer dans les organes et les cellules une activité séparée sur la question de l'égalité et de l'émancipation de la femme dans les conditions de la construction socialiste, sur l'importance de la libération des relations personnelles, des relations entre les deux sexes dans le cadre de la famille ou en dehors, par toute forme de répression économique, sociale ou idéologique.

L'assimilation de l'essence de la question des femmes est nécessaire pour la réalisation tant de la nécessité du mouvement radical des femmes, c'est à dire du mouvement pour l'égalité et l'émancipation des femmes d'origine ouvrière ou populaire (des agricultrices qui luttent pour gagner leur vie et des travailleuses indépendantes dans les villes), que de la tâche des femmes qui sont des membres du parti, indépendamment de leur propre secteur, d'aborder des femmes travailleuses, chômeuses, travailleuses indépendantes, des jeunes mères qui travaillent, des étudiantes, des retraitées, des immigrées, ainsi que des femmes qui sont exclues par le travail social, comme les femmes de ménage.

Le KKE a concentré, pendant les derniers ans, une expérience riche et importante par son activité dans des conditions diverses. Il examine particulièrement la relation entre le Parti, le mouvement et les masses, comme un élément essentiel tant du développement de notre connaissance théorique autour de cette question, que du travail d'instruction quotidien. Il utilise ses conclusions comme un guide dans l'activité pratique quotidienne, comme un moyen de renforcement de la capacité révolutionnaire des organes et des cellules, du Parti entier.

Sur la route de la construction du parti

68. Un élément essentiel qui détermine le rôle et l'efficacité du Parti dans le mouvement ouvrier, dans la lutte de classe, est la construction du parti dans l'industrie, dans des secteurs d'importance stratégique, en liaison avec l'augmentation de sa force et de son influence sur la grande masse de la classe ouvrière et surtout sur ses parties les plus nouvelles. Dans ce cadre, il est particulièrement important de pouvoir pénétrer dans des secteurs d'importance stratégique et dans des secteurs croissants dynamiques de l'économie.

Les conséquences de la crise économique capitaliste sur la classe ouvrière et les couches populaires de la ville et de la campagne étaient graves. Il y a eu des changements importants aux secteurs de travail. Des usines et des entreprises ont été clôturées, des milliers de travailleurs ont été licenciés ou ont changé leur travail, d'autres ont été retraités. Plusieurs entreprises n'ont pas avancé au remplacement du personnel, d'autres

l'ont remplacé en embauchant des jeunes travailleurs à travers des programmes financés divers. D'autres étaient profitables ou ont investi à l'étranger. Il est naturel que ces développements aient influencé aussi les forces du parti, car assez de membres et d'amis du parti ont été trouvés hors des lieux de travail, soit à cause des licenciements, soit à cause des retraites. Dans nos lignes le taux des chômeurs reste important.

Dans le temps depuis le Congrès dernier, le Parti a fait un effort important de dépasser des difficultés et de remplacer avec des nouveaux recrutements les pertes totales des forces du parti. L'effort pénible pour reprendre des contacts dans des lieux de travail, pour entrer dans des nouveaux lieux, afin de remplacer une partie des pertes, afin de former des nouveaux amis à côté des organisations du parti – un travail qui est nécessaire pour le développement du parti et pour la formation des nouvelles organisations du parti et de la KNE – a apporté certains résultats.

La composition sociale du Parti a été améliorée par 2% en ce qui concerne les travailleurs salariés des secteurs privé et public, comme résultat d'une meilleure élaboration par les organisations du parti du plan sur le recrutement et la construction dans les lieux de travail.

Les instances dirigeantes conquièrent, en faisant des pas lents mais stables, une perception unique sur le contexte de la construction du parti. Elles réalisent que la construction ne s'identifie pas au recrutement, mais elle constitue une intervention du parti plus ample et en même temps idéologique, politique, organisationnelle et de masse, sur tous les problèmes qui tourmentent la famille populaire.

Dans un plus grand degré, on réalise qu'il est nécessaire que les cadres s'en occupent plus et plus régulièrement, qu'ils étudient constamment l'expérience, qu'ils contrôlent substantiellement les mesures et les formes utilisées pour la réalisation des objectifs. On a fait des pas vers la coordination du travail entre les organisations du parti dans les secteurs et dans les quartiers, vers la réalisation et l'implémentation de la tâche de toutes les forces du parti et de la KNE à travailler partout dans le même contexte, soit elles sont formées sur la base du secteur, soit elles sont formées dans le quartier.

Pourtant, le problème central de la construction du parti, qui est le retard du développement du Parti dans les grandes industries et les secteurs d'importance stratégique, n'a pas été adressé. Il s'agit d'une question qui rend difficile le développement du travail entier du Parti dans la classe ouvrière. Le retard n'est pas seulement le résultat des difficultés objectives. Ces difficultés existent, mais elles ne peuvent pas couvrir le problème du travail d'instruction, qui est le fait que nous n'arrivons pas toujours à combiner suffisamment les tâches de l'organisation de la lutte avec les objectifs de la construction et nous ne sommes pas encore débarrassés par une perception syndicale – dans un degré important – qui traverse notre travail dans la classe ouvrière.

Le recrutement de nouveaux membres dans le Parti, dans les conditions de la crise, est une question plus complexe ; il demande un contact planifié et systématique avec et l'utilisation des militants et militantes, distingués dans les lieux de travail, qui mènent la lutte dans le mouvement ouvrier – populaire, qui marchent à côté des communistes dans les luttes quotidiennes. La préparation des candidats pour être

recrutés dans le Parti demande un travail plus systématique, multiforme, politique et idéologique, avec la politique et le programme du Parti, avec son idéologie et son expérience historique, avec les valeurs communistes. Il s'agit des conditions indispensables afin de pouvoir expliquer les causes des problèmes et les difficultés additionnelles que crée la crise avec le chômage de masse et la clôture des entreprises, l'appauvrissement en masse, la confusion provoquée par les forces réformistes et opportunistes diverses, en ce qui concerne la sortie de la situation actuelle.

69. Si nous cherchons plus profondément, nous verrons que l'intervention autonome du Parti sur les travailleurs avec le programme du parti, avec ses élaborations sur le secteur, n'est pas dans la priorité nécessaire de notre travail. Nous n'insistons pas à débattre dans les organes et les cellules avec l'importance et la gravité respectives aux indices et aux résultats de notre travail planifié dans la classe ouvrière, concernant la maturation de la conscience politique, le regroupement autour du Parti et de sa politique, leur participation dans les luttes, ce que nous nommons les résultats de l'intervention politique de la cellule du parti dans le lieu de travail.

Les pas faits ne correspondent pas à l'importance du développement organisationnel du parti et de l'amélioration de sa composition ouvrière, pour le regroupement du mouvement ouvrier, surtout dans les conditions actuelles de la régression du mouvement, de la pression pour l'intégration de grandes parties de la classe ouvrière. Par conséquent, la tâche principale « d'accomplir un saut dans la construction du parti et dans le renforcement politique du KKE dans la classe ouvrière », que nous avons posée dans la Déclaration du CC en vue du 100^e anniversaire du Parti, reste intacte et peut être codifiée dans les objectifs suivants, qui sont liés à la compétition entre les organisations sur la construction du parti :

- Améliorer le taux des ouvriers et ouvrières industriels et du nombre des cellules dans des grandes entreprises d'une importance stratégique.
- Améliorer la composition sociale du Parti quant au taux des ouvriers et des ouvrières.
- Améliorer la composition du Parti en ce qui concerne l'âge de ses membres, avec des recrutements par la KNE et parmi les âges de 18-40 ans.
- Augmenter les recrutements des femmes et renforcer leur taux total dans le parti entier et dans les instances dirigeantes.

La réussite des objectifs ci-dessus ne peut pas se faire sans le développement d'une activité politique des communistes à l'avant-garde et bien planifiée, autour des problèmes aggravés dans les lieux de travail, les secteurs et les quartiers (dans la ville et le village). Cette activité politique a comme axe la ligne antimonopoliste – anticapitaliste et en même temps, elle est spécialisée avec des objectifs particuliers des demandes qui nous mènent plus près des travailleurs et de leurs familles.

La clé de la réussite est l'organisation du travail par chaque organe, du CC jusqu' à la cellule, et de chaque cadre séparément. Ce travail présuppose l'utilisation de l'expérience obtenue, l'identification en temps des difficultés, le débat collectif pour les confronter, le contrôle fréquent et la

détermination dans les mesures qui aident à développer en masse et à renforcer le courant des idées communistes dans les lieux de travail et d'éducation, afin de remplir les lignes du parti avec du nouveau sang. Ce travail est étroitement lié à l'activité pour la formation des nouveaux syndicats, avec la massification des autres, la création des comités des syndicats, des comités de lutte, des comités des chômeurs et des immigrés, selon la composition de chaque lieu et les possibilités données. En même temps, il est lié à l'activité pour l'organisation en masse des travailleurs, des agriculteurs et des travailleurs indépendants, des jeunes et des femmes par les familles populaires, dans les coalitions radicales et autres, dans lesquelles nous agissons en tant que communistes, ainsi qu'avec la participation et l'activité dans les comités populaires, dans d'autres comités et associations d'activité culturelle, sportive etc., dans tous les quartiers, les villes et les villages.

A travers un tel contact avec les masses s'améliorera la capacité de nos forces à promouvoir notre ligne, en contradiction avec les choix stratégiques de la bourgeoisie, à prouver la prédominance de la route de développement du pouvoir ouvrier, à orienter l'indignation populaire contre le vrai rival, qui est la bourgeoisie et les unions impérialistes, à expliquer de manière persuasive que l'efficacité de la lutte est impossible sans un front déterminant contre les perceptions compromettantes du réformisme et de l'opportunisme.

Aujourd'hui, le Parti a les armes et les outils idéologiques nécessaires pour se jeter dans la lutte de son renforcement politique, idéologique et organisationnel. C'est le Programme et le Statut votés par le 19^e Congrès, les conclusions sur les causes du renversement du socialisme et les élaborations collectives sur le Second volume de l'Essai de l'Histoire, la Conférence Panhellénique sur notre travail dans la jeunesse, la Plénière étendue du CC sur le regroupement du mouvement ouvrier, le débat sur l'expérience par l'activité multiforme dans le cadre de la célébration du 100^e anniversaire du Parti etc. Ce sont les publications du Parti, « Rizospastis », la « Revue communiste », les publications de « Synchroni Epochi », qui constituent un appui pour un travail planifié multiforme, stable et permanent, pour la généralisation de l'expérience et pour sa transmission à des masses plus amples.

Chaque cellule, en utilisant de manière planifiée les outils et les moyens de communication ci-dessus avec les travailleurs, peut former un climat de regroupement au KKE pour des changements et des renversements, afin que le cercle qui entend ce que signifie un fort KKE s'étende.

Sur la composition sociale et d'âge des membres du Parti

70. Sans un Parti fort dans la classe ouvrière, avec des cellules fortes et de masse qui garantissent la promotion stable et systématique de sa politique, la promotion de la tâche du regroupement ne sera pas avancée. Par conséquent, la construction des organisations fortes et de masse du parti dans les groupes monopolistes, les usines, les grands centres financiers, industriels et commerciaux, ressort comme une tâche principale, une tâche qui doit concentrer l'attention des instances

dirigeantes et des organisations du Parti. Des objectifs de construction ont été posés par les organisations du Parti, qui mettent le point aux âges productifs, aux nouvelles forces actives et hiérarchisent plus particulièrement :

- Les ports, les aéroports, en général les Transports
- L'énergie, les télécommunications, les entreprises du métal
- L'industrie chimique, les médecins, les aliments
- Les grands projets, les constructions
- Les grands centres commerciaux

Par la pratique, il semble que nous rencontrons des difficultés dans l'implémentation de la tâche de rendre la construction le critère essentiel pour compter l'efficacité de notre travail, dans chaque action, mobilisation ou activité. Sous le poids des tâches, des demandes courantes de la lutte, le travail particulier, qui doit être fait dans cette direction, se perd, il passe dans un deuxième plan, alors qu'il y a des forces autour, qui se trouvent près du parti, avec un degré augmenté d'accord avec ses positions et avec une expérience par leur participation au mouvement. Pourtant, il faut renforcer l'observation de la route de la construction dans toutes les instances dirigeantes et les cellules.

Une condition pour faire des pas dans l'influence et la force organisationnelle du Parti est le travail idéologique et politique en masse, dans les usines et les lieux de travail, visant à propager ses positions et sa politique de manière stable et systématique, comme condition pour la formation d'un entourage des amis du Parti. Cela doit être au centre de l'activité de chaque cellule, de chaque communiste – avec toutes les formes et les manières possibles – comme une condition essentielle pour la construction. Dans cette direction, il faut étendre les méthodes d'instruction, afin qu'elles ne soient pas limitées aux grandes campagnes, aux élections et aux formes respectives d'activité. Il faut que chaque cellule renforce la diffusion du « Rizospastis », de la Revue communiste, du livre marxiste, ainsi que la fermentation et le débat amples des positions et des estimations du parti, sur la base des affaires courantes.

Pourtant, en même temps un travail et une préparation systématiques sont nécessaires, afin que la diffusion et la popularisation de la politique du Parti, qui dérive par son Programme et sa stratégie pour le pouvoir ouvrier et la révolution socialiste, passe de manière stable et persuasive par tous les aspects de l'activité, de la propagande et du travail des communistes. Il faut être basé sur l'expérience par le même lieu de travail, sur la problématique développée concernant notre politique parmi les couches populaires sous l'influence de la politique et de la propagande de la bourgeoisie, de ses partis, du syndicalisme étatique et gouvernemental, ainsi que des mécanismes mêmes du patronat.

Ici, il faut avancer plus vite dans toutes les organes dirigeantes, du CC jusqu'aux cellules et les groupes du parti, l'étude et la généralisation de cette expérience. Respectivement, il faut augmenter et améliorer le travail personnel spécifique, surtout dans des lieux cruciaux et difficiles, avec une bonne coordination, de la persistance et du contrôle. Il faut intégrer systématiquement dans cette tâche plus de cadres et de membres du parti, ainsi que des membres du parti élus dans l'administration des syndicats divers. Il faut arranger plus décisivement des forces appropriées

qui puissent contribuer à la réalisation de cette tâche, partout où cela est jugé nécessaire.

Un parti capable d'instruire la KNE, afin qu'elle passé dans une phase de développement important de ses forces

71. L'objectif de réaliser une percée dans la construction du parti demande un renouvellement rapide, l'augmentation des forces du parti avec des jeunes, surtout de la classe ouvrière et les jeunes travailleurs.

La Résolution de la Conférence panhellénique sur le travail du Parti dans la jeunesse (décembre 2013) et les mesures spéciales incluses renforcent cette direction. Elles font ressortir la responsabilité autonome du Parti pour attirer des jeunes dans la lutte pour le changement révolutionnaire, ainsi que la responsabilité d'instruire la KNE.

La réalisation des décisions de la Conférence est une tâche nécessaire et immédiate, surtout en vue de la célébration du 100^e anniversaire du Parti et du 50^e anniversaire de la KNE, afin de concentrer plus décisivement la partie la plus essentielle du travail du Parti dans la jeunesse de la classe ouvrière et des couches populaires et rassurer le renouvellement du Parti avec des nouveaux membres.

Certains pas ont été faits, toutes ces années des milliers de membres de la KNE ont acquis le titre du membre du parti, alors que plusieurs membres du parti qui ont été élus dans les organes de la KNE ont passé dans le travail du parti, ont renouvelé et amélioré la composition des organes du parti, en ce qui concerne l'âge de leurs membres. Pourtant, des retards importants existent toujours.

La KNE constitue la source principale des recrutements au Parti. Passer dans une phase de développement important de ses forces et de sa capacité d'éduquer de manière communiste constitue sans doute un élément inséparable de la continuité révolutionnaire du KKE et de la construction du parti et il faut être adressé comme tel par les organes du parti. C'est une condition pour renforcer le parti tant quantitativement que qualitativement.

Pour la construction dans la classe ouvrière, il est crucial de travailler parmi les plus jeunes, même avant qu'ils sortent dans la production, lorsqu'ils sont dans les lieux d'éducation, d'apprentissage et de formation, surtout dans les Lycées professionnelles (EPAL), les Instituts d'Éducation technologique (TEI), les Instituts de Formation professionnelle (IEK), les écoles professionnelles, les Académies de la Marine Marchande (AEN), ainsi que dans les Institutions d'Enseignement supérieur (AEI), les Collèges et les Lycées. La grande majorité des jeunes est ou sera concentrée dans les lignes du travail salarié et par conséquent le contexte du travail du parti doit être focalisé dans cette direction, de manière stable. Avec un plan et un programme de travail unique, par toutes les organes du parti et de la KNE, jusqu'aux cellules, et en soulignant les armes idéologiques et politiques et l'éducation communiste comme les armes essentielles pour un travail d'instruction et d'action à l'avant-garde.

Un plan basé sur les problèmes aggravés, comme ils sont exprimés parmi ces âges particuliers, l'insécurité pour l'avenir, le chômage, la jungle et l'errance dans le travail, les grands obstacles présentés dans l'effort d'acquérir une éducation générale et professionnelle. Une activité qui sera basée sur la culture et les sports et qui adressera des questions militantes, idéologiques et politiques, comme l'expansion et l'usage des drogues.

Le Parti est responsable d'ouvrir la route afin que la KNE réponde au but de son existence et son action. Avec un plan élaboré dans chaque maillon et de l'aide essentielle à la KNE, qui contribue au regroupement des forces dans la lutte pour les besoins contemporains de la jeunesse et à la lutte idéologique et politique, à la construction de la KNE. Avec une orientation à la communication, l'action commune et la transmission des valeurs et des objectifs révolutionnaires du Parti et de la KNE parmi les élèves des familles ouvrières – populaires, les élèves et les étudiants dans l'éducation professionnelle et technique, parmi les étudiants d'une origine ouvrière – populaire, pour les attirer au mouvement ouvrier.

Cette activité doit être développée parallèlement à la préparation idéologique et politique de ses membres, à l'éducation marxiste, l'assimilation du Programme et des élaborations du parti, des conclusions par l'éducation de l'histoire du mouvement communiste et ouvrier, la transmission de l'expérience vive du parti, l'aide pour la participation active dans la vie intérieure de la KNE, la préparation et le soutien de tous les membres de la KNE, afin qu'ils deviennent progressivement des membres du parti.

La liaison du Parti avec les parties

à l'avant-garde des travailleurs indépendants dans la ville et la campagne

72. L'intervention du Parti parmi les couches petite-bourgeoises dans la ville et dans la campagne est objectivement un cas complexe à cause de leur propre position dans la production. Le regroupement de ces parties qui ont objectivement un intérêt à la perspective donnée par le Programme du parti est une tâche essentielle liée au développement de la corrélation des forces totale et est jugée dès aujourd'hui.

La formation des noyaux forts des travailleurs indépendants communistes dans toutes les grandes villes et dans des secteurs avec une grande concentration de travailleurs indépendants est une condition indispensable pour que le Parti se lie avec leurs parties qui sont à l'avant-garde, mais aussi pour limiter, tant que possible, l'influence objective exercée sur eux par l'idéologie et la politique des alliances de la bourgeoisie et de son état. Cela présuppose un travail spécialisé idéologique et politique et un soutien pour l'assimilation plus profonde par les forces du parti mêmes, afin qu'elles puissent influencer des parties plus amples avec la politique du Parti, afin que l'orientation nécessaire antimonopoliste gagne du terrain dans leur mouvement.

Respectivement, dans la campagne et les préfectures avec un poids particulier à la production agricole, il est nécessaire de renforcer

l'intervention des organisations du parti, la planification pour renforcer les lignes du parti avec des agriculteurs, pour former des cellules dans des grands villages ou dans des groupes de villages voisins. La planification pour acquérir plusieurs agriculteurs syndicalistes capables parmi des agriculteurs jeunes qui ressortent des mobilisations est liée avec cela. L'émergence de tels syndicalistes est nécessaire pour expliquer plus adéquatement tant la perspective de la destruction pour la majorité, à cause de la compétition des groupes monopoles et de la concentration aux exploitations agricoles capitalistes, que la perspective de vivre dans une société avec une forme supérieure d'organisation de la production, dans laquelle la production agricole coopérative est liée à la production socialisée.

Il est affirmé qu'afin de dépasser les difficultés additionnelles, un plan plus complet, idéologique, politique et organisationnel, avec des conditions pour la construction, est demandé, ainsi qu'un arrangement et une éducation respectifs des cadres qui spécialiseront aux demandes complexes de l'instruction du travail dans ce lieu et ses mouvements respectifs.

Un parti capable avec la force des idées communistes et de l'art à l'avant-garde d'éveiller et mobiliser le peuple

73. Aujourd'hui, certains éléments importants dans l'intervention du Parti sur la culture sont créés. Les Congrès scientifiques, les Festivals de la KNE-Odigitis, les hommages, les exhibitions, les productions artistiques, améliorent remarquablement le niveau culturel du Parti et de la KNE. Une partie importante des gens spécialisés dans une série de secteurs ont participé ou contribué dans toute cette activité.

Pourtant, malgré les pas faits pendant les dernières années, tant au niveau central qu'au niveau local, pour le développement de l'intervention culturelle du parti, on n'a pas encore conquis une perception unique sur son importance, comme un aspect organique inséparable de l'opération et de l'action du parti entier. La perception la plus répandue parmi nos lignes est que le travail culturel n'est nécessaire que de manière supplémentaire, afin de rendre plus attirante l'activité politique du parti parmi des forces populaires plus amples. Pourtant, le caractère le plus important, surtout de l'art engage à l'objectif socialiste-communiste, est qu'il contribue à la formation complète de la personnalité, tout d'abord des communistes mêmes.

L'art constitue un facteur important pour cultiver les émotions humaines, l'imagination, la sensibilité, l'élan, mais aussi la volonté de réaliser le changement social. Il s'agit des caractéristiques nécessaires pour la formation de l'avant-garde politique révolutionnaire, pour sa capacité d'éveiller et d'inspirer dans la lutte pour l'abolition de la société d'exploitation. Il n'est pas au hasard que pendant toute son histoire – dans les prisons, les exiles, la clandestinité et encore plus pendant des périodes d'intensification de la lutte de classe, comme pendant la

résistance du Front de Libération nationale (EAM) et de l'Armée populaire de Libération grecque (ELAS), et surtout dans les conditions grandioses et dures de la lutte de l'Armée Démocratique de Grèce (DSE), le KKE a donné une grande importance à l'art comme un moyen de soulèvement psychique et d'organisation de l'émotion sociale, comme un moyen d'éducation politique et morale.

La lutte héroïque du KKE a inspiré plusieurs écrivains et artistes, elle a créé un patrimoine précieux qui a été continué dans un degré ou autre dans les conditions qui ont suivi.

Dans les conditions contemporaines, après le renversement de la construction socialiste, le besoin pour le parti d'inspirer des intellectuels et des artistes – par le développement de son idéologie communiste révolutionnaire et par la dynamique de la lutte de classe pour le socialisme – devient plus immédiate, ainsi que le besoin de développer des liens militants avec eux, d'éveiller tous ceux qui se sentent concernés par les besoins populaires, qui s'opposent à l'atomisme, au pourrissement du capitalisme, qui croient à la possibilité d'une organisation humaine et plus élevée de la production sociale et de la vie sociale en général.

Cet objectif présuppose un travail plus systématique et exigeant pour mieux utiliser les scientifiques, les intellectuels et les artistes, membres et amis du Parti, qui les encouragera à poser leur travail créatif au service de la classe ouvrière et des aspirations élevées de la transformation révolutionnaire de la société.

Sur le réarrangement organisationnel

74. Le réarrangement organisationnel du Parti a donné un élan important à l'orientation de son travail dans la classe ouvrière. La concentration des forces planifiée et les changements dans la structure organisationnelle du Parti et de la KNE, qui ont commencé par la création de l'Organisation du Parti d'Attique et de la Macédoine Centrale, ont avancé pas par pas, en étudiant l'expérience dans d'autres Organisations régionales pendant les derniers ans.

L'expérience du réarrangement des forces du parti est positive.

- Il était une mesure nécessaire et positive, qui a aidé, hors de l'orientation, à la concentration et l'instruction des forces du parti pour le travail dans la classe ouvrière et pour la construction du parti.
- La situation dans les grands lieux de travail a été mieux et plus objectivement enregistrée et reflétée. Dans toutes les régions, il y a eu un enregistrement et une hiérarchisation des lieux de travail, des secteurs essentiels où se concentre la classe ouvrière, des groupes monopoles.
- Le plan d'intervention et de construction dans des grands lieux de travail, des zones industrielles, est devenu plus spécialisé, ainsi que les tâches respectives allouées aux cellules des secteurs et des quartiers. Une riche expérience émerge par le travail coordonné et surtout par la formation et l'activité des groupes communs par des forces du parti dans les secteurs et les quartiers, en combinaison avec les forces de la KNE. Dans le cadre de ces groupes communs ont avancé les tâches de recruter et de créer des noyaux dans certaines usines et entreprises,

des centres commerciaux et autres, des zones industrielles etc. Cette expérience doit être mieux étudiée, afin d'être systématisée au niveau des organisations régionales.

- On a mieux adressé des questions de préparer, mener et diriger des grandes mobilisations, dans les secteurs et d'autres, plus générales, des luttes électorales.

Le Comité Central doit observer systématiquement et étudier l'expérience qui dérive de l'arrangement des cellules du parti et des cellules respectives de la KNE. Cet arrangement doit avoir au centre les grands centres urbains (Athènes, Thessalonique, Patras, Larissa, Héraklion, Volos, Ioannina, Lamia, Chalkida, Corinthe, Kalamata, Kavala, Kozani, Serres), où se concentrent des zones industrielles et une grande force ouvrière et des couches populaires. Là, il y a une grande concentration des secteurs industriels (fabrication, transports, infrastructures, grands projets), ainsi que des centres commerciaux, des lieux de restauration – tourisme, des services administratifs, des hôpitaux, des écoles et des facultés, ainsi qu'une concentration des parties importantes des jeunes et des femmes.

Il faut étudier systématiquement et substantiellement l'expérience de la construction et l'action dans les secteurs et dans le quartier, la coordination du travail au secteur avec le lieu de résidence (le quartier et le village). L'objectif et le critère est que chaque membre et cadre du parti développe complètement son activité et qu'il se développe lui-même de manière multiforme. Cela présuppose tant l'intervention dans le lieu de travail, qui est d'une importance exceptionnelle, que l'intervention respectivement dans l'endroit de résidence. Dans ce dernier est incluse l'action pour les problèmes multiformes de la famille, de l'école et l'éducation des enfants, de l'utilisation créative du temps libre. Aussi importante est de participer à et de suivre l'activité des associations culturelles, sportives etc., des comités et des coalitions autour des problèmes de la santé, de la résidence, de la protection contre les inondations, les séismes et les incendies, de l'alimentation en eau, des lieux libres de récréation, des revendications par les municipalités et les préfetures etc.

L'orientation à un tel contexte de travail varié et combiné, c'est-à-dire avec toutes les flèches ciblant dans la même direction, aidera entre autres les plus jeunes cadres à s'habituer plus immédiatement et complètement au travail complexe du parti ; à « atterrir » sur la réalité des difficultés, ainsi que des possibilités que naît l'intervention dans les lieux de travail et le contact direct avec les travailleurs ; à essayer de répondre eux-mêmes aux idéologies du patronat et des autres forces politiques et syndicalistes.

La question des cadres

75. Les années dernières, des centaines de nouveaux cadres ont émergé dans tous les maillons des instances dirigeantes du parti. Plusieurs d'eux ont été recrutés dans le parti non pas seulement après le retrait de la contre-révolution, mais aussi pendant les premiers 15 ans du 21^e siècle. Il s'agit des cadres, qui d'une côté ont été organisés, ont lutté et ont émergé avec la perception stratégique contemporaine du Parti, qui a été complétée dans le 19^e Congrès, avec la vote du Programme et du Statut, et de l'autre côté ils sont développés dans une période de

domination totale de la contre-révolution, qui est pour le moment relativement « stérile » quant aux soulèvements de classe.

Bien sûr, il est important qu'une nouvelle génération des cadres du parti et de la KNE soit développée et éduquée avec des critères qui échappent la perception parlementaire comme la base sur laquelle on mesure l'influence et le renforcement politiques du Parti. Pourtant, il ne faut pas sous-estimer les éléments du manque d'expérience, de l'unilatéralisme, du détachement, des confusions et de la séparation des tâches politiques que possèdent plusieurs nouveaux cadres.

Le développement de ces cadres, le renforcement et l'utilisation de leurs meilleurs caractéristiques, leur éducation avec les principes d'opération et d'action du parti, l'étude et la connaissance de l'expérience de plusieurs années du parti, demandent une aide instructive et une éducation spéciales, durables et orientées. Cette aide doit encourager l'initiative, la responsabilité, la résistance face aux problèmes qui se présentent, l'éducation pour conquérir une méthode communiste solide dans leur travail. Il s'agit d'une question qui concerne surtout la responsabilité du CC du parti.

L'expérience du parti dans sa route historique difficile montre que les cadres doivent être jugés dans une période relativement plus longue, pendant laquelle ils conquièrent une personnalité plus complète, comme des communistes. Ils doivent avoir « passé » par des positions diverses de responsabilité dans le parti et le mouvement, ils doivent avoir testé leur capacité à confronter les points positifs et négatifs de la lutte de classe, ainsi que la manière par laquelle ils confrontent les problèmes de la vie, du travail, de l'élevage des enfants et d'autres problèmes et difficultés extraordinaires. Cela est valable encore plus aujourd'hui, où les conditions de vie sont devenues plus difficiles et complexes et la maturité sociale, le conquêt d'une expérience sociale variée vient beaucoup plus tard et dans plusieurs cas, elle est déformée à cause de plusieurs facteurs qui n'existaient pas pendant des décennies antérieures.

Nous n'avons pas encore dépassé dans la pratique – et non pas au niveau d'une déclaration – des faiblesses fondamentales dans la planification de la formation des organes, l'allocation du travail, de la formation et du développement des cadres, de la thématique du débat dans les organes, sur la base du besoin de renforcer l'élément idéologique, en combinaison avec la planification de l'intervention aux luttes ouvrières et populaires. Malgré le fait que dans le 19e Congrès on identifiait aussi le besoin de former des cadres polyvalents, nous n'avons pas encore réussi à dépasser dans la pratique de notre opération les faiblesses d'une allocation des charges ferme parmi des cadres organisationnelles, idéologiques et syndicalistes de masse.

Les cadres sont développés substantiellement et mieux dans le degré où il y a une altération périodique de leurs tâches dans l'allocation du travail. Il y a le risque que la spécialisation sur un certain sujet pendant des années conduise à une routine, que les cadres ne se développent pas de manière variée, que le murissement et la sphéricité nécessaire dans leur travail retardent, ainsi que leur préparation pour assumer des tâches plus difficiles et plus importantes dans l'allocation du travail, pour le cause du parti, du mouvement, du renversement révolutionnaire.

Aujourd'hui, l'objectif est de former plusieurs cadres par la classe ouvrière, d'origine ouvrière – populaire, qui seront aidés et acquerront des capacités diverses, une spécialisation dans des domaines du travail, un bon niveau idéologique et politique, une capacité d'instruire, de contacter les masses, ainsi qu'une orientation stable au regroupement du mouvement, à la promotion de l'alliance sociale et au regroupement autour du parti et à l'organisation dans le parti des forces nouvelles.

Afin d'accomplir cette tâche importante, un plan, une identification et une préparation à temps et spéciale sont demandés parmi les forces de la KNE. En même temps, il faut utiliser plus systématiquement les scientifiques et les artistes qui sont des membres du Parti, afin qu'ils posent leur travail au service de la classe ouvrière et des objectifs du changement révolutionnaire.

Il faut insister sur des mesures d'aide aux cadres qui sont responsables à instruire des cellules du parti et de la KNE. Tous les cadres, n'importe de l'allocation dans les domaines du travail (organisationnel, de masse, idéologique) doivent obtenir une expérience personnelle directe par l'instruction et le contact avec des travailleurs dans le mouvement, les syndicats, les associations de masse, dans les luttes, afin qu'ils spécialisent les tâches dans le mouvement avec une manière concrète et vive, afin qu'ils soient directement habitués aux demandes du conflit idéologique et politique.

Il faut lutter plus décisivement contre des faiblesses de sous-estimation du travail idéologique, ainsi que de détachement de l'activité de masse des cadres par l'activité politique et organisationnelle, ainsi que d'un administratisme stérile des cadres organisationnels. Ce dernier dérive surtout de la faiblesse d'agir comme des instructeurs politiques et idéologiques, d'aider de manière effective et concrète selon le lieu et le front d'action, ainsi que dans l'instruction personnelle et la coopération avec chaque membre du Parti séparément, chaque membre de la KNE, chaque ami du Parti. Le besoin de lutter contre le détachement des cadres – surtout jeunes – dans des secteurs de la science et de la recherche, par leur action en masse, par leur participation directe dans le travail idéologique, politique et organisationnelle des organisations du parti est aussi urgent.

Sur les finances du Parti

76. Pendant ces quatre ans, notre parti a été obligé à prendre des décisions pénibles mais nécessaires, basées sur les conclusions importantes de son 19e Congrès et ses décisions – directions.

Sur la base de la longue expérience précieuse après la chute de la dictature – et surtout après 1991 – nous avons pris des mesures pour mieux ranger les finances, pour contrôler plus strictement la route de la réalisation des budgets annuels, en ce qui concerne tant les revenus que les dépenses du Parti, du CC jusqu'aux cellules.

Après la clôture de la télévision et de la radio 902, l'arrêt de l'opération de Typoekdotiki, la diminution radical des pages de « Rizospastis », les diminutions radicales des dépenses du siège du CC et des organisations régionales du parti – en garantissant pourtant toutes les obligations vers

les travailleurs dans les medias du parti (les salaires, les compensations, la sécurité sociale etc.) – nous avons pu couvrir, avec l'adéquation la plus possible, les besoins essentiels du parti. Ces besoins contiennent le travail politique instructif, l'information du peuple sur les développements, la promotion de ses positions et sa réponse aux tâches du développement des luttes ouvrières – populaires (avec la contribution importante de « Rizospastis », du portail 902 qui a été créé pendant cette période, des publications riches de « Synchroni Epochi » etc.). Dans tout cela, était déterminante l'abnégation réelle et l'héroïsme des communistes, des membres de la KNE et des plusieurs amis du parti.

Le parti a couvert son activité politique en matière des finances, dans les élections successives (élections européennes, municipales et régionales, le referendum, deux élections générales parlementaires), son opération, le contact continu et quotidien avec le peuple, les manifestations importantes en vue du 100e anniversaire du Parti, du 70e anniversaire de l'Armée Démocratique de Grèce (DSE) etc., les activités culturelles et les Festivals de la KNE-Odigitis, ses obligations vers le mouvement international communiste et ouvrier.

Le CC sent vraiment fier des centaines de milliers de travailleurs dans le pays entier, qui renforcent le KKE par leurs réserves, avec des sommes plus petits qu'avant – tant pendant les campagnes des finances que pendant toute l'année – ainsi que des milliers de membres et cadres du parti et de la KNE qui mènent chaque jour la lutte du renforcement économique du parti, afin qu'il puisse répondre à ses objectifs élevés pour le bien des travailleurs et de tous les couches populaires.

Nous avons passé et nous passons encore une période particulièrement difficile pour la classe ouvrière entière, pour tout le peuple grecque. Les conséquences de la crise continuent à tourmenter les familles populaires. La liaison étroite militante politique des travailleurs avec le Parti, depuis 100 ans, même dans les tournures les plus difficiles de la lutte, est exprimée aussi par le renforcement économique, par le développement encore plus des liaisons du parti et de la KNE avec leurs amis.

L'augmentation des revenus par le travail et le renforcement économiques des organisations, l'augmentation de la circulation de « Rizospastis », de la « Revue communiste », de l'« Odigitis », des publications de « Synchroni Epochi », hors de son importance générale pour l'intervention idéologique – politique – peut contribuer de manière importante au renforcement des finances du parti.

Dans l'offensive qu'intensifie le rival de classe et ses partis, à travers des mécanismes de l'état et de ses gouvernements, il est imposé que le parti soit plus prêt, plus adéquat et plus autonome en ce qui concerne ses moyens économiques, pour une activité politique, idéologique et de publication sérieuse, afin que la politique du parti atteigne le peuple grec de manière plus décisive, en masse, ample et complète.

La situation dans le mouvement communiste international et l'action du KKE

77. Le regroupement et le développement du mouvement communiste international constituent une tâche permanente et stable de notre Parti. Elle émerge du caractère international de la lutte de classe.

Après la contre-révolution en URSS, dans l'Europe centrale et de l'Est, la capitalisation de la Chine et ensuite le renforcement des relations capitalistes dans des pays qui poursuivaient la construction socialiste, comme le Viêtnam et Cuba, ont détérioré la situation du mouvement communiste international.

En total, le mouvement communiste est en régression, il trouve difficile de réagir à l'offensive du rival de classe, qui combine la répression avec les moyens idéologiques et politiques. En beaucoup de cas, le rival de classe a réussi à « saper » les Partis communistes par leur intérieur.

L'influence opportuniste au mouvement communiste se fait à travers des forces de la social-démocratie (vielle et nouvelle), des nouveaux partis opportunistes, qui sont coordonnés surtout à travers le « centre » qu'ils ont formé en Europe, dudit « Parti de la Gauche européenne » (PGE). Les PC qui participent au PGE agissent comme le « bélier » de la décommunisation, c'est-à-dire de la perte davantage des caractéristiques communistes pour d'autres PC.

À travers une procédure complexe et longue, des pas lents ont été faits vers le regroupement des Partis communistes, au milieu des contradictions et des difficultés, où la tâche du travail dans la classe ouvrière et son mouvement ouvrier – syndicaliste est encore faiblement posée.

Dans ces conditions, notre Parti a pris des initiatives importantes pour regrouper des forces communistes du monde entier, pour développer une action commune :

1. *a. La « Revue communiste internationale » (RCI), comme un premier effort à regrouper le Pôle communiste:* L'objectif de la RCI est, à travers le débat des approches différentes, de faire un effort, afin de former certaines conditions qui donneront un élan à la cause de la stratégie commune des CC, tant à travers la circulation de la revue que – dans une perspective d'avenir – avec d'autres formes qui servent le but de l'effort de créer un pôle distincte des PC qui défendent le marxisme – léninisme.
2. *b. L'effort de maintenir des caractéristiques communistes dans les Rencontres internationales des PC:* Les plus de 120 PC qui participent selon le cas pendant les deux dernières décennies aux Rencontres internationales des Partis communistes et ouvriers ont un portail commun à l'internet, Solidnet, où ils peuvent publier des nouvelles et des documents ; en plus, dans le Solidnet, il y a un système intégré pour l'information mutuelle rapide des CC. Un « Bulletin » est publié dans une forme électronique, avec les documents des rencontres des PC. La fonction du Solidnet et la publication du « Bulletin » constituent des engagements pris par le KKE envers les autres PC qui participent aux Rencontres. La situation ci-dessus, qui inclut des pas de coordination en relation avec le début des années '90, ne doit pas nous

éloigner de ce qui est essentiel, c'est-à-dire du fait que le mouvement communiste reste organisationnellement et idéologiquement fragmenté et dans ses lignes il y a un conflit intense autour des questions stratégiques, qui a été aggravé pendant les derniers ans. La manifestation croissante des interventions liées aux intérêts géopolitiques des États créent davantage de pressions à l'intérieur des Rencontres internationales, qui avec l'intensification des perceptions de gestion gouvernementale et de réformes – bourgeoises et opportunistes – dans le cadre du capitalisme et de ses unions impérialistes, augmentent l'incertitude sur l'avenir de ces Rencontres. Par conséquent, il faut suivre systématiquement et faire des efforts intenses pour maintenir certains caractéristiques communistes conquies de ces Rencontres, dès leur début à Athènes et ensuite dans d'autres capitales du monde, jusqu'aujourd'hui.

3. *c. La réalisation des rencontres régionales des Partis communistes et ouvriers:* Dans notre région se réalisent, à l'initiative du KKE, 3 rencontres régionales des Partis communistes et ouvriers. Il s'agit des Rencontres communistes européennes, des Rencontres des PC de la Méditerranée de l'Est, de la Mer rouge et de la Golfe persique et des rencontres des PC Balkans. Ces rencontres, qui sont maintenant établies, constituent un terrain d'échange des opinions et des expériences parmi les partis.
4. *d. La formation de l' « Initiative communiste européenne »:* L' « Initiative » qui a été créée le 1^{er} Octobre 2013, est une nouvelle forme de coopération régionale des PC, dans laquelle participent 29 PC. Elle est basée sur des principes certains idéologiques et politiques, qui déterminent son caractère communiste, son opposition aux unions impérialistes et son opposition au PGE. Dans deux ans, l' « Initiative » a publié une série de déclarations sur les questions politiques importantes de l'actualité, elle a un site internet et un signe commun, elle a des rencontres régulières.

La tâche internationaliste de la lutte pour le regroupement du mouvement communiste impose de garantir l'estimation de la situation la plus précise et la plus objective possible.

Aujourd'hui, dans la corrélation générale des forces négative au niveau international, la plupart des PC ne peuvent pas affronter l'offensive du capital, du capitalisme international. Le niveau théorique qu'ils ont conquis est bien en arrière des demandes posées par la situation dans les pays où ils agissent. Le niveau du conquêt du marxisme – léninisme et les manques en infrastructure ont conduit les élaborations collectives sur des questions cruciales du conflit idéologiques à un grand retard, y compris des causes qui ont conduit à la contre-révolution. Ils ne peuvent pas étudier leur route historique et tirer les conclusions nécessaires.

La légalité bourgeoise pendant des années a influencé négativement et dans certains cas elle a aggravé des phénomènes de corruption des directions ouvrières. La liaison de la théorie révolutionnaire à l'action révolutionnaire se trouve dans un niveau très bas et ces difficultés influencent décisivement la construction du parti, le travail dans la classe ouvrière, surtout parmi les femmes d'une origine ouvrière – populaire.

78. En total, le Mouvement communiste international continue à faire face à des problèmes idéologiques et politiques sérieux. Tous ces problèmes

sont un obstacle à la route de son regroupement. Il est nécessaire d'intensifier le débat sur la réalisation et la promotion des changements programmatiques nécessaires, de continuer de manière étayée le conflit avec des PC qui adoptent directement ou indirectement une stratégie « réformiste » (avec des formes variées de « étapes »), d'intensifier le conflit avec des CC qui incriminent comme une « stratégie sectaire » la stratégie qui renonce la collaboration entre les classes et le compromis et s'oriente vers la solution de la contradiction entre le capital et le travail, vers le socialisme.

La procédure du regroupement révolutionnaire sera lente, tourmenteuse, vulnérable face aux déviations et aux régressions, surtout dans des grands développements, comme une guerre impérialiste. Et cela est aujourd'hui très important pour la formation des conditions qui conduiront à la création des bases les plus fortes possibles, sur lesquelles s'appuiera le regroupement.

Nous adressons la lutte pour le regroupement du mouvement communiste international comme une tâche d'importance déterminante, un composant de la lutte de classe, liée au conquêt de la capacité des partis communistes à se renforcer complètement.

- Aux niveaux idéologique et politique, en surpassant des positions erronées qui ont dominé dans le Mouvement communiste international pendant les décennies antérieures.
- Au niveau organisationnel, afin qu'ils aient des bases fortes dans des entreprises et des secteurs d'importance stratégique, afin qu'ils interviennent décisivement au mouvement ouvrier – populaire.

L'objectif est, à travers cette lutte systématique, de réussir la préparation nécessaire, afin que dans des conditions d'un éclatement d'une situation révolutionnaire dans son propre pays, chaque PC puisse répondre à sa tâche historique et mener la lutte pour le renversement du capitalisme, pour le socialisme, ayant parallèlement formé un mécanisme effectif qui offrira du soutien et de la solidarité internationalistes.

Aujourd'hui, la ligne de confrontation entre les forces révolutionnaires et les forces du réformisme (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement communiste) évolue en un front ample idéologique et politique.

Certains de ces sujets sont:

- La reconnaissance de l'actualité et de la nécessité du socialisme.
- La défense des conquêts de la Révolution d'Octobre.
- Tirer des leçons du renversement du socialisme.
- Les lois de la lutte pour le renversement révolutionnaire du capitalisme et pour la construction socialiste.
- La lutte contre la participation aux gouvernements bourgeois et contre l'effort vain d'humaniser le capitalisme et de démocratiser les unions impérialistes.
- La question des causes de la crise capitaliste et la glissade aux politiques de soutien des réformes bourgeoises (sociale-démocrates) de gestion du système.
- L'étude de la composition et de la stratification sociale de la société capitaliste contemporaine, en soulignant le rôle de la classe ouvrière et de sa mission historique.
- La question des alliances du Mouvement communiste, dans lequel se développent des opinions erronées sur l' « unité de la gauche », la

« collaboration avec la social-démocratie de gauche », les « nouveaux fronts antifascistes » etc.

- La question de la guerre dans l'époque de l'impérialisme et le conflit afin que le mouvement communiste ne soit pas traîné à côté de telle ou telle force impérialiste, afin qu'il défende de manière stable les intérêts de la classe ouvrière, en contradiction avec la classe ouvrière, afin qu'il ne choisisse pas « un drapeau étranger » sous la pression des forces petite-bourgeoises, ainsi que des pressions nationalistes sur les forces ouvrières.
- La question des réfugiés et des immigrés, par laquelle dérivent des tâches importantes immédiates pour les PC, en même temps que des opinions influencées tant par les nationalistes que par le cosmopolitisme bourgeois sont renforcées, même à leur intérieur.
- La lutte contre les unions impérialistes, d'abord l'UE et l'OTAN, ainsi que les alliances, comme les BRICS et d'autres qui se forment, contre l'approche sans classes des unions impérialistes transnationales, ainsi que le soutien politique des choix bourgeois de détachement par quelque union impérialiste.
- La question de la « dépendance », qui est détachée de la position de chaque pays capitaliste dans le système impérialiste et ne prend pas compte du développement capitaliste inégal, qui détermine aussi les relations inégales dans le cadre de l'interdépendance contemporaine des états capitalistes dans le système impérialiste international.
- La question de la relation entre la lutte au niveau national et au niveau international et la perception que la lutte au niveau national a disparu.
- La lutte contre les idéologies sur le « monde multipolaire », la perception sur « les lois et les règles de la loi internationale », qui entend ces lois et ces règles comme un produit des arrangements pacifiques au-delà des classes et non pas comme le reflet d'une certaine corrélation des forces etc.

Le conflit autour de ces sujets, ainsi que d'autres, sera intensifié dans la période qui vient.

79. Notre parti est appelé à renforcer son activité idéologique – politique autonome, ainsi que sa coopération avec d'autres PC, dans le but de rendre plus efficace son effort contre les perceptions bourgeoises et opportunistes, aussi au niveau international. Sur cette base, l'objectif pour la formation d'un pôle marxiste – léniniste dans le mouvement communiste international existe toujours pour notre parti.

Des éléments de cet effort sont la « Revue communiste internationale », ainsi que l' « Initiative communiste européenne ». Ces formes ont contribué dans un degré à l'effort de notre parti, pourtant elles ne sont pas débarrassées de l'influence exercée par le rival de classe et par le long retard de plusieurs PC à l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire au niveau national et international.

Notre Parti doit continuer l'effort, tant avec la « Revue communiste internationale », qu'avec l'Initiative communiste européenne, de travailler dans la direction de leur consolidation, de leur expansion avec des nouvelles forces communistes, ainsi que du détachement des forces qui sont un « obstacle » sous l'influence de la bourgeoisie et de

l'opportunisme, même en recomposant ces formes et en les remplaçant avec d'autres, s'il est jugé nécessaire.

Les formes concrètes supplémentaires que peut prendre la formation d'un pôle des forces communistes plus cohérent marxiste et léniniste dépendra aussi des pas que feront d'autres PC dans l'élaboration et la formation de leur stratégie révolutionnaire – à travers aussi des conclusions tirées par l'Histoire – des pas qu'ils feront pour surpasser des élaborations vieilles et erronées, dans la construction du parti et pour acquérir des liens avec des parties de la classe ouvrière et des autres couches populaires et les renforcer. Notre Parti contribuera avec tous les moyens possibles au niveau bilatéral et multilatéral à cet effort.

Le KKE maintient des relations, il débat, échange des opinions et essaie d'agir en commun avec des dizaines de partis communistes et ouvriers et renforcera cet effort aussi dans la période qui vient, indépendamment du niveau d'accord ou de désaccord sur des questions individuelles ou plus générales. Il continue à contribuer au niveau international, dans le cadre de la Fédération syndicale mondiale (FSM), le Conseil mondial de Paix (CMP), la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique (FMJD) et la Fédération démocratique internationale des Femmes (FDIF).

Une estimation totale brève de la performance du Comité Central sortant

80. En général, le Comité Central élu par le 19^e Congrès a travaillé selon ses décisions, le nouveau Programme et le Statut du Parti, la Résolution politique et les tâches y posées. Il a fait des efforts afin de faire assimiler à travers le travail quotidien, à travers l'expérience pratique par les luttes et les développements, la stratégie du Parti et son Programme.

Sur la base de la planification du 19^e Congrès, le CC a travaillé en révélant le caractère de la crise économique capitaliste, l'accord de tous les partis bourgeois à utiliser la crise profonde comme un tremplin pour étendre les réformes antipopulaires, pour augmenter le degré d'exploitation, à accélérer la concentration du capital, le déplacement davantage de travailleurs indépendants dans la ville et dans la production agricole, l'expansion des entreprises capitalistes.

Il a révélé avec succès les tentatives et les efforts systématiques pour la reformation du système politique, tant pendant la première période du gouvernement de coalition de la ND et du PASOK (2013-2014), que pendant la période qui a suivi du gouvernement de coalition de SYRIZA – ANEL (2015-2016).

Il a contribué à l'armement idéologique et politique des forces du parti, des amis et des votants du KKE, ainsi que des forces populaires plus amples de la société grecque, pour faire face aux nouvelles illusions nées tant par le nouveau gouvernement que par les vieux et nouveaux partis de l'opposition. Il a montré la réalité de la mutation gouvernementale graduelle de SYRIZA en un parti purement bourgeois social-démocratique, avec la particularité qu'il est constitué par des forces opportunistes qui ont été détachées par le mouvement communiste, alors qu'il a révélé à temps l'effort de construire des nouveaux obstacles après juillet 2015 par des

forces qui ont été détachées par SYRIZA et collaborent avec d'autres forces extraparlimentaires.

Ces ans, il a mené avec succès six luttes électorales, en les utilisant en faveur de l'instruction politique ample du peuple et pour promouvoir la proposition politique du parti : deux élections parlementaires, où on a réussi un petit regroupement des forces, avec des taux de 5.45% et 5.54%, un référendum – parodie, où on a mené une lutte pour révéler la moquerie de SYRIZA gouvernemental et le fait que des gens de la gauche et des radicaux se sont piégés sous les drapeaux des illusions et de l'espoir fausse pour une politique stable contre les mémorandums, les élections européennes (avec un taux de 6.1%), les élections municipales et régionales de deux tours, où on a élu 5 maires communistes à Patras, Kesariani, Chaidari, Petroupoli et Ikaria et des centaines de conseillers municipaux et régionaux dans tout le pays. Il a lutté contre l'activité criminelle de l' « Aube dorée » nazi fasciste, surtout après le meurtre de P. Fyssas à Keratsini et les attaques meurtrières contre les syndicalistes communistes à Perama et contre les pêcheurs égyptiens. Il révèle amplement dans la société grecque, de manière stable et continue, sans cesse, leur rôle criminel.

Il a porté le poids de la révélation des grandes contradictions inter-impérialistes, de l'expansion des interventions et des conflits de guerre, il a instruit sur les positions du KKE contre des alliances des prédateurs, telles que l'OTAN ou l'UE, pour la nécessité de désengagement d'elles. Il a travaillé afin de préparer le mouvement ouvrier – populaire, pour que – en cas de guerre impérialiste – il ne suive pas de drapeaux étrangers, pour qu'il organise sa propre lutte autonome et pour lier la résistance à la lutte pour la perte complète et finale de la bourgeoisie, domestique ou étrangère, en tant qu'envahisseur. Il a contribué au développement du mouvement grec contre la guerre, à travers le Comité grec pour la Régression internationale et la Paix (EEDYE) et d'autres associations, des syndicats, des coalitions du mouvement anti-impérialiste international, à travers le CMP. Il y a eu des activités variées sur le regroupement du Mouvement communiste international, pour le regroupement d'un pôle distinct dans le mouvement communiste à travers la Revue communiste internationale et l'Initiative communiste européenne.

Sur la base de la résolution du 19^e Congrès, le CC a réalisé avec succès la Conférence panhellénique pour le travail du Parti dans la jeunesse et l'aide à la KNE. Il a réalisé une Plénière élargie du CC pour le regroupement du mouvement ouvrier, la promotion de l'Alliance Sociale et la construction du parti dans la classe ouvrière.

Il a continué la recherche historique du Parti pour la période 1918-1949, il a avancé l'écriture et le débat sur le volume premier de l'Essai de l'Histoire qui est dans son dernier étape. Dans un degré, il a continué aussi la recherche sur la période de la dictature 1968-1974 avec la publication d'une collection d'articles.

Il a pris des mesures pour l'amélioration du contexte du journal de « Rizospastis », de la « Revue communiste », du portail 902. Il a discuté en détail et a décidé l'amélioration des systèmes de l'instruction à l'intérieur du parti, des écoles, des séminaires, des leçons spéciales pour la KNE, les nouveaux membres etc.

Il a élaboré notre position sur l'école unifiée de 12 ans, sur l'école dans le socialisme, sur l'éducation physique, il a mis à jour nos positions sur la lutte contre tous les drogues.

Il a continué les activités culturelles avec des conférences, des débats, avec les Congrès scientifiques établis dans le domaine de la culture, avec des hommages à Bertolt Brecht et Nazim Hikmet.

Il a élaboré à temps, avec une déclaration et une planification organisationnelle, des activités pour 5 ans (2013-2018) pour célébrer le 100^e anniversaire du KKE. On a fait des dizaines d'événements dans toute la Grèce, organisés par le CC, les Comités régionaux, le CC de la KNE, avec la participation de dizaines de milliers d'amis du KKE, soit à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de l'Armée Démocratique de Grèce soit à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la Grande Victoire Antifasciste des Peuples, soit à l'occasion d'autres anniversaires diverses par l'activité du parti. Il a organisé des hommages, des événements et des publications pour les vaincus de la lutte de classe et il a construit des monuments et a organisé des événements thématiques dans des lieux d'exile, des prisons, des lieux de tortures, d'exécutions, de luttes héroïques.

81. Malgré les éléments positifs de l'action du CC et le travail énorme qu'il a fait, les problèmes essentiels continuent à rester, la divergence entre les grands objectifs de la stratégie que nous avons planifiée et le niveau de notre travail d'instruction et de notre aide, tant vers les organes que vers les cellules.

Le CC n'a pas encore réussi – malgré les efforts faits avec la transmission totale et essentielle d'expérience par l'activité des organisations du parti – à s'occuper plus systématiquement et à montrer encore plus de soin pour l'armement et l'acquisition des capacités diverses par les cadres qui agissent soit aux domaines de travail dans le parti, soit comme des syndicalistes élus etc. dans le mouvement.

L'empirisme, des perceptions étroites, l'unilatéralisme continuent à être des caractéristiques négatives dans notre action quotidienne. Le bon débat collectif dans l'organe dirigeant supérieur du parti, ainsi que dans toutes les instances dirigeantes des organisations du parti et de la KNE, aide au contrôle plus stricte de la réalisation, il contribue essentiellement à donner une réponse aux questions : comment travaillons-nous ; si la théorie correspond à l'action ; si on a assimilé et entendu la stratégie, le Programme du parti et si on a fait correspondre le travail au Programme ; si le niveau d'instruction est élevé.

Le CC n'a pas réussi à concentrer le travail de manière organisée, à renforcer les organes responsables pour l'instruction des secteurs, des domaines de l'économie et des zones industrielles qui sont d'une importance stratégique pour le Parti.

L'amélioration du travail du CC est directement liée avec l'amélioration de la performance et de la contribution des Départements du CC. Malgré le progrès, des problèmes continuent à exister d'une meilleure coordination et d'une spécialisation des directions générales, afin d'aider plus effectivement nos organisations et nos cadres dans le mouvement de masse à travers les groupes du parti. Malgré le recrutement relativement adéquat dans certains départements, la nécessité continue absolument à

exister pour recruter et mieux renforcer tous les groupes essentiels des Départements du CC avec des nouveaux camarades qui seront éduqués à côté des camarades plus anciens.

En total, le CC a contribué à l'émergence et le développement des cadres, une condition indispensable pour la continuité et le développement du Parti. Un effort encore plus grand est demandé aujourd'hui pour l'émergence de plusieurs cadres de la classe ouvrière. La source essentielle des cadres est la KNE, qui a continué aussi dans ces 4 ans à nourrir le Parti avec des nouveaux cadres dans plusieurs et diverses domaines de travail, en contribuant à l'amélioration et au renouvellement du travail des organes. Des mesures sont nécessaires pour une aide continue, multiforme idéologique et politique, pour une transmission de l'expérience le plus rapidement possible, parce qu'il y a assez de nouveaux cadres avec une expérience sociale et professionnelle relativement courte.

Même si nous l'avons identifié comme problème, nous n'avons pas réussi à dépasser encore, sous la responsabilité du CC, la faiblesse que des membres du CC et des Organisations régionales ne passent pas régulièrement par des systèmes organisés d'instruction marxistes, qu'ils n'écrivent pas d'articles, qu'ils trouvent des difficultés dans l'élaboration des matériels de propagande, même des rapports thématiques, encore moins à la direction spécialisée des mouvements tant que celui des agriculteurs, des catégories diverses des travailleurs indépendants dans les villes, du mouvement radical des femmes ou des fronts de lutte, comme l'éducation, la santé, la lutte contre les drogues etc.

Il est d'abord une responsabilité du CC, du PB et du Secrétariat que des élaborations du CC et de ses Départements ne sont systématiquement discutées. Par exemple, dans aucune Organisation régionale on n'a discuté l'étude du Département de l'Economie sur les développements dans la production agricole jusque 2009, par produit et par région, avec les conclusions respectives concernant la route de la concentration, les critères de stratification des agriculteurs et de l'identification des couches objectivement alliées pour la classe ouvrière, les critères d'identification des travailleurs agricoles et la problématique sur leur organisation syndicale. Un résultat de l'exemple ci-dessus est aussi la faiblesse à avoir une tactique d'intervention unique et collectivement élaborée aussi au niveau des organisations – des Secteurs et des Régions – parmi les forces des agriculteurs qui se mobilisent, au-delà de celles qui se regroupent dans PASY. Aussi, les instances dirigeantes du parti et de la KNE ont été peu occupées par nos élaborations sur l'école unifiée de 12 ans, sur les sports et l'éducation physique, sur le système d'éducation, notre position mise à jour contre tous les drogues etc.

Le CC doit contribuer encore plus décisivement à la culture d'un climat d'initiative par les cadres et les instances dirigeantes, sur la base des directions, des décisions et des tâches collectivement décidées par chaque Organisation régionale, jusqu'à chaque cellule.

Il faut renforcer la critique et l'autocritique de camarades dans le cadre des procédures du parti, qui aide à dépasser des faiblesses et des manques, renforce la collectivité, la responsabilité et le contrôle individuel et collectif, et instruit.

Le CC est en retard sur l'aide plus immédiate à « Rizospastis » et la « Revue communiste », ainsi qu'au portail 902, en ce qui concerne des articles sur plusieurs sujets qui pourraient transmettre vivement l'expérience accumulée quotidienne des organisations à l'organe central journalistique et à la revue théorique et politique du KKE.

La contribution du CC à l'amélioration de l'orientation du parti et à la prise des initiatives été positive en total, ainsi qu'à l'amélioration en général du travail du parti sur les développements et les luttes.

Un point faible du travail du CC continue à rester l'étude insuffisante de l'expérience et le contrôle sur la manière d'implémentation de la politique du regroupement des forces, malgré le fait que cela était dans l'orientation essentielle du PB, lié plusieurs fois à l'actualité et les développements mêmes.

En total, le CC est encore en retard en ce qui concerne la politique d'un émergence systématique des cadres, dans la planification d'une préparation politique stable et constamment contrôlée et de l'aide respective.

Le CC, malgré certains petits pas, est encore sérieusement en retard sur la formation d'une structure pour les sujets de la propagande, de l'intervention dans l'internet, dans tous ces moyens technologiques multiformes et variés qui existent dans notre époque.

Le CC n'a pas réussi encore à établir des bases solides et stables pour le travail parmi les plus petits âges, selon la résolution de la Conférence panhellénique sur la Jeunesse (décembre 2013) et le 11^e Congrès de la KNE (décembre 2014).

Pour toutes les questions ci-dessus, le Bureau politique et le Secrétariat ont une responsabilité particulière, dans le cadre du travail collectif du CC, et surtout pour les retards présentés dans le regroupement du mouvement, la promotion et la réalisation de l'importance stratégique de l'alliance sociale dans une orientation anticapitaliste et antimonopoliste, la construction du parti parmi la classe ouvrière, l'aide plus décisive à la KNE et la coordination et le renforcement de ses départements auxiliaires.

Propositions du CC pour des activités jusqu'au Congrès prochain

82. Le Comité Central propose que le 20^e Congrès décide les suivants :

- Une Conférence panhellénique pour le contrôle de la résolution sur le regroupement du mouvement ouvrier syndicaliste, la promotion de l'alliance sociale, la mise à jour du cadre commun d'action des coalitions dans lesquelles agit le Parti dans l'alliance sociale et le mouvement ouvrier – populaire, la construction en général, surtout dans la classe ouvrière et les lieux d'importance stratégique.
- Une Plénière élargie du CC ou une Conférence pour étudier les travailleurs indépendants dans les villes, surtout dans les grands centres urbains, et leur mouvement.
- Une Plénière élargie du CC ou une Conférence pour étudier la question agricole, le mouvement et les coalitions dans les petits-moyens agriculteurs, le développement du mouvement agricole et l'action du Parti.

- Compléter l'étude sur la structure de classe de la société grecque.
- Continuer le travail d'instruction ample sur notre proposition sur l'école unifiée de 12 ans, ainsi que compléter une série d'élaborations concernant la position du Parti sur l'éducation préscolaire, l'Éducation professionnelle et l'Éducation unifiée supérieure.
- Mettre à jour les positions sur des questions de la Santé, la Sécurité sociale et la Prévoyance.
- Une Conférence panhellénique pour approuver le volume premier réformé de l'histoire du Parti, dès les ans avant sa fondation jusqu'en 1949. L'étude sur les ans de la dictature jusqu'à sa chute en 1974 doit aussi être complétée. En même temps, il faut continuer l'effort pour avancer et compléter la recherche historique sur l'écriture finale de la période historique de 1974-1991.
- Le CC, avec une plénière élargie, est chargé avec la tâche de suivre de manière continue et systématique la route des événements, des publications et d'autres activités culturelles et politiques, des pas finals vers le grand 100^e anniversaire du Parti en 2018, avec la tâche essentielle d'approuver la Déclaration du CC sur le 100^e anniversaire.
- Des recrutements appropriés aux Départements du CC, afin d'avancer davantage l'étude de la construction socialiste pendant le 20^e siècle.
- La promotion et l'achèvement décisifs des Écoles d'instruction marxistes au niveau des organisations sectorielles, et surtout du cercle des leçons sur le Programme au niveau des cellules du parti et de la KNE.
- L'organisation d'un débat dans le CC sur la propagande et ses formes, surtout pour le développement du travail et de la circulation de « Rizospastis », les moyens du parti dans l'internet et l'amélioration de notre intervention dans les réseaux sociaux.

Le Comité Central du KKE
12 décembre 2016